

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1958-1959.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1959.

Rapport de la Commission des Affaires Economiques chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1959.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1958-1959.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1959.

Verslag van de Commissie voor de Economische Zaken, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor het dienstjaar 1959.

Présents : MM. DE BLOCK, président; BAERT, COUPLET, DELBOUILLE, DE WINTER, DUVIEUSART, GOOSSENS, HEGER, LEEMANS, MEURICE, ROELANTS, SMETS, VAN BUGGENHOUT, VAN CAUWELAERT, VAN IN, le baron ZURSTRASSEN et WARNANT, rapporteur.

SOMMAIRE.

	Pages
I. — Exposé du Ministre	2
II. — Questions orales des commissaires et réponses du Ministre	18
III. — Examen des articles	35
Annexes :	
I. — Organismes actifs dans le secteur de l'énergie nucléaire	43
II. — Statistiques d'application des lois de crédit.	53
III. — Liste des enquêtes et études régionales	57
IV. — Questions écrites des commissaires et réponses du Ministre	60

INHOUD.

	Blz.
I. — Uiteenzetting van de Minister	2
II. — Mondelinge vragen van de leden en antwoorden van de Minister	18
III. — Artikelsgewijze behandeling	35
Bijlagen :	
I. — Organen die in sector van de kernenergie werkzaam zijn	43
II. — Statistiek inzake de toepassing van de kredietwetten	53
III. — Lijst van de gewestelijke onderzoeken en studies	57
IV. — Schriftelijke vragen van de leden en antwoorden van de Minister	60

R. A 5599.

Voir :

Documents du Sénat :

5-XIV + Erratum. (Session de 1958-1959) : Projet de loi.

R. A 5599.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XIV + Erratum. (Zitting 1958-1959) : Wetsontwerp.

MESDAMES, MESSIEURS,

I. EXPOSE DU MINISTRE.

Votre Commission a entendu tout d'abord un exposé du Ministre qui a fait un large tour d'horizon des principaux problèmes qui se posent en matière économique à notre pays.

A. Situation économique.

La situation économique de la Belgique apparaît, en janvier 1959, dominée essentiellement par deux faits : la récession, d'une part, l'intégration progressive de notre pays au Marché commun européen, d'autre part.

En ce qui concerne la *récession*, celle-ci est incontestablement présente, et elle est notablement plus profonde dans une série de secteurs qui sont gravement affectés, tout particulièrement les charbonnages, l'industrie textile et certains secteurs des fabrications métalliques; cette récession est traduite dans les données statistiques dont nous disposons, tant pour ce qui concerne la production et les exportations que pour les ventes intérieures, mais à moindre degré. La moyenne mensuelle des exportations s'élève à 12.350 millions de francs belges en 1958, contre 13.275 millions en 1957; à l'importation, le chiffre de novembre 1958 est de 12.733 millions contre 13.840 millions en novembre 1957. La production industrielle s'élève, en novembre 1958, à 110 contre 113,7 en novembre 1957. Pour les neuf premiers mois de 1958, le recul en ce qui concerne le nombre de wagons de marchandises chargés est de 14,5 pct. par rapport à la période correspondante de 1957, déjà touchée par la récession.

Le chômage global se situe au niveau de 1952, année qui fut caractérisée par un tassement conjoncturel en Belgique.

Quelles sont les perspectives de développement conjoncturel ?

Nous nous trouvons pour le moment dans une incertitude complète à cet égard car si certains indices tendent à faire croire à une reprise prochaine, d'autre, par contre, font craindre que nous ne nous trouvions pas encore au plus profond de la récession. Quant aux perspectives d'amélioration, elles se basent surtout sur l'exemple des Etats-Unis, mais la reprise ne paraît pas s'être accélérée là-bas depuis un certain temps.

* *

Le deuxième grand problème auquel notre pays se trouve confronté en ce moment est celui de son intégration au *Marché commun*.

* *

Le 1^{er} janvier 1959, nous avons pu assister à la première réalisation concrète de l'intégration

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER.

Uw Commissie heeft in de eerste plaats een omstandige uiteenzetting van de Minister gehoord over de voornaamste economische problemen in ons land.

A. Economische toestand.

De economische toestand schijnt, in januari 1959, hoofdzakelijk door twee feiten te worden beheerst : de recessie, enerzijds, de geleidelijke integratie van ons land in de Europese Gemeenschappelijke Markt, anderzijds.

Er is onbetwistbaar een *recessie*, die aanmerkelijk groter is in een aantal zwaar getroffen sectoren, te weten de steenkolen, de textielnijverheid en sommige takken van de metaalverwerkende industrie; deze recessie komt tot uiting in de statistische gegevens waarover wij beschikken, zowel voor de productie, de uitvoer, als, maar dan in mindere mate, voor de binnenlandse handel. Het maandgemiddelde van de uitvoer bedroeg in 1958 12 miljard 350 miljoen Belgische frank tegen 13.275 miljoen in 1957; het invoercijfer van november 1958 beliep 12.733 miljoen tegen 13.840 miljoen in november 1957. De industriële productie lag in november 1958 op 110 punten, tegen 113,7 punten in november 1957. De eerste negen maanden van 1958 werden 14,5 % minder goederenwagons geladen dan tijdens de overeenkomstige periode van 1957, toen de recessie zich reeds deed voelen.

De globale werkloosheid ligt op het peil van 1952, welk jaar gekenmerkt was door een conjunctuurverslapping in België.

Wat zijn de vooruitzichten inzake de ontwikkeling van de conjunctuur ?

Op dit ogenblik tasten wij volledig in het duister; sommige tekenen schijnen op een komende herleving te wijzen, andere daarentegen doen vrezen dat het dieptepunt van de recessie nog niet is bereikt. De betere vooruitzichten berusten vooral op het voorbeeld van de Verenigde Staten, maar ook daar schijnt de verbetering zich sinds enige tijd niet meer door te zetten.

* *

Het tweede grote probleem waarvoor ons land op dit ogenblik staat, is de integratie in de *Gemeenschappelijke Markt*.

* *

Op 1 januari 1959 hebben wij de eerste concrete verwezenlijking op het gebied van de Europese

européenne avec l'abaissement des tarifs douaniers, la globalisation des contingents et l'élargissement des contingents minimales ou nuls.

Tout le monde est certainement heureux de l'aboutissement de nos efforts en matière d'intégration et tout le monde formule des espoirs considérables pour le succès de notre économie dans la Communauté Economique Européenne, mais en même temps, s'interroge non sans inquiétude sur la capacité de notre économie à s'intégrer à l'Europe.

Il est certes trop tôt pour connaître les premiers résultats pratiques de cette intégration et pour voir si tous les partenaires respectent les règles du jeu. Il est aussi trop tôt pour voir s'il n'est pas possible d'anticiper quelque peu, dans différents domaines, l'application du timing du Traité en vue d'arriver plus rapidement à une intégration plus complète.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons bien reconnaître aujourd'hui que nous avons certaines inquiétudes, notamment sur l'attitude française quant à la manière dont le Traité serait appliqué par ce pays. Heureusement, les mesures prises récemment dépassent ce que nous pouvions espérer au point de vue des possibilités d'intégration de la France, et nous ne verrons vraisemblablement pas une application massive des clauses de sauvegarde. Bien entendu, le revers de la médaille, c'est que les récentes mesures de dévaluation françaises annulent une partie des avantages qu'escomptaient déjà nos industries et notre commerce d'exportation notamment. Bien entendu, aussi, l'avantage acquis par un pays par une dévaluation ne se maintient pas intégralement dans le temps et on peut être certain qu'un équilibre interviendra entre une hausse de prix et le bénéfice de la dévaluation.

L'économie belge est-elle prête à affronter la lutte sur les marchés européens, et comment se présente la situation de notre pays sous l'angle concurrentiel?

Nous devons examiner nos difficultés sous deux angles : l'angle conjoncturel et l'angle structurel.

Au point de vue *conjoncturel*, notre pays est plus sensible que d'autres aux fluctuations d'activité économique. Cette situation semble être due à différents éléments, notamment une dépendance plus grande du commerce extérieur que d'autres pays, une structure industrielle basée davantage sur des demi-produits, et sur des biens d'investissement plus touchés par la conjoncture, enfin par le coût élevé de notre production industrielle. La concurrence étrangère devient en basse conjoncture plus vive sur notre marché, ce qui, à nouveau, est une cause d'augmentation du chômage. Les exportations se réduisent moins que la production industrielle; la crise est plus profonde sur le marché intérieur pour les biens d'investissement que pour nos exportations.

On formule à cet égard deux critiques fondamentales de notre structure économique qui devraient expliquer cette situation de notre économie : d'une part, la libre entreprise n'aurait pas développé suffisamment l'équipement industriel de notre pays dans les dernières années, et d'autre part, les

intégration ne sont pas parvenues à leur plein développement, et l'intégration ne vient pas à bout de la concurrence internationale. On ne peut donc pas attendre que l'intégration vienne à bout de la concurrence internationale.

Iedereen is zeker gelukkig over het welslagen van ons streven naar integratie en iedereen bouwt grote verwachtingen op het succes van onze economie in de Europese Economische Gemeenschap, maar toch vraagt men zich terzelfdertijd niet zonder bezorgdheid af of onze economie wel sterk genoeg is om deze integratieproef te doorstaan.

Het is stellig nog te vroeg om de eerste praktische resultaten van deze integratie te kennen en om te zien of onze partners de regels van het spel eerbiedigen. Het is ook te vroeg om na te gaan of het niet mogelijk is op de toepassing van het in het Verdrag bepaalde tijdschema op verschillende gebieden enigszins vooruit te lopen om de volledige integratie te bespoedigen.

Hoe dan ook, wij mogen thans wel bekennen dat wij ons zorgen hebben gemaakt, met name over de Franse houding met betrekking tot de toepassing van het Verdrag in Frankrijk. Gelukkig overtreffen de maatregelen die onlangs werden genomen, onze verwachtingen inzake de integratiemogelijkheden van Frankrijk en zullen er waarschijnlijk geen massale beschermingsmaatregelen worden genomen. De keerzijde van de medaille is evenwel dat de jongste devaluatie van de Franse frank, de voordelen waarop onze industrie en onze uitvoerhandel hadden gerekend, gedeeltelijk tenietdoet. Weliswaar blijft ook het voordeel dat een land uit een devaluatie trekt, niet voor altijd integraal bestaan en men mag dan ook zeker zijn dat weldra een evenwicht tot stand zal komen tussen de stijging van de prijzen en het voordeel van de devaluatie.

Is de Belgische economie gereed om de strijd op de Europese markten aan te binden en hoe is de positie van ons land in de concurrentieverhoudingen?

Wij moeten onze moeilijkheden uit een dubbele hoek bekijken : conjunctureel en structureel.

Conjunctureel gezien, is ons land gevoeliger dan andere landen voor de schommelingen van de economische activiteit. Dit schijnt het gevolg te zijn van verschillende factoren, te weten : een grotere afhankelijkheid van de buitenlandse handel dan andere landen, een industriële structuur die meer op halfafgewerkte producten en op conjunctuurgevoeliger investeringsgoederen steunt en tenslotte de hoge kostprijs van onze industriële productie. De buitenlandse concurrentie op onze eigen markt wordt scherper in tijden van laagconjunctuur, wat een nieuwe oorzaak van toenemende werkloosheid is. De uitvoer daalt minder dan de industriële productie; de crisis is groter op de binnenlandse markt voor de investeringsgoederen dan voor de uitvoer.

In dit verband wordt hoofdzakelijk gewezen op twee fouten in onze economische structuur, die de economische positie van ons land zouden moeten verklaren : enerzijds zouden de vrije ondernemingen de jongste jaren de industriële uitrusting van ons land niet genoeg hebben ontwikkeld en ander-

investissements ont été orientés de façon déficiente et surtout insuffisante pour l'avenir.

En premier lieu, qu'en est-il exactement du rythme d'expansion de l'économie belge et accusons-nous effectivement un retard par rapport à l'étranger? Tel semble être le cas lorsqu'on constate qu'au cours de la période 1948 à 1956, le produit national brut par tête d'habitant n'a augmenté, en chiffres ronds, que de 28 p. c. en Belgique contre 33 p. c. aux Pays-Bas, 47 p. c. en France, 48 p. c. en Italie et 54 p. c. en Allemagne. Il s'agit ici de tous les pays avec lesquels nous formons la Communauté Economique Européenne, à l'exception du Luxembourg, pour lequel les données font défaut. Ces chiffres sont, à première vue, assez préoccupants.

Ils doivent cependant être appréciés en tenant compte du niveau plus ou moins élevé dont on est parti. Il faut donc mentionner que si l'on avait ajouté à la liste des pays cités, les Etats-Unis, ce pays aurait accusé le rythme d'expansion le moins élevé, soit quelque 20 p. c., contre 28 p. c. pour la Belgique. Il n'empêche que la République étoilée bénéficie d'un produit national par tête d'habitant de presque cinq fois celui de l'Italie qui accuse pourtant un rythme d'expansion particulièrement rapide.

Toutes proportions gardées, il en va un peu de même des comparaisons entre la Belgique et les autres pays de la Communauté Européenne. C'est ainsi que si l'on ramène à 100 le revenu national par tête d'habitant en Belgique, il est de 84 en France, de 80 aux Pays-Bas, de 77 en Allemagne Occidentale, et de 47 en Italie.

Le second reproche que l'on a formulé à l'égard de l'économie belge, c'est celui de négliger son expansion future en n'investissant qu'une partie insuffisante de ses revenus. On ajoute volontiers, au surplus, que ces investissements insuffisants ont été mal orientés.

Il est bien vrai que les chiffres relatifs au produit national brut et à la formation intérieure brute de capital indiquent que la Belgique investit une partie moindre de ses revenus que la plupart de ses voisins, notamment que les autres pays de la Communauté Economique Européenne. Or, comme les investissements conditionnent en grande partie le rythme de l'expansion économique et l'importance du progrès social, on se rend compte du danger qu'il y aurait à faire moins dans ce domaine que nos principaux concurrents étrangers. N'oublions pourtant pas que c'est la Belgique qui investit le plus en valeur absolue par tête d'habitant : c'est ainsi que pour la période 1949 à 1956, la moyenne annuelle des investissements intérieurs bruts par tête s'est chiffrée à quelque 165 \$ en Belgique contre 140 en moyenne pour les cinq autres pays de la Communauté Economique Européenne. En particulier les investissements en machines et matériel, dont l'importance est déterminante pour le progrès économique, se sont élevés au cours de la même période à 80 \$ par tête en Belgique contre 67 \$ pour les cinq autres pays.

zijds werden de investeringen gebrekkig maar vooral onvoldoende afgestemd op de toekomstmogelijkheden.

Ten eerste, hoe staat het eigenlijk met het expansietempo van de Belgische economie en staan wij werkelijk ten achter bij het buitenland? Dit schijnt wel het geval te zijn, wanneer men bedenkt dat het bruto nationaal product per inwoner in België van 1948 tot 1956, in ronde cijfers, slechts met 28 % is gestegen tegen 33 % in Nederland, 47 % in Frankrijk, 48 % in Italië en 54 % in Duitsland. Dit zijn de landen waarmee wij in de Europese Economische Gemeenschap zijn getreden, afgezien van Luxemburg, waarvoor geen gegevens beschikbaar zijn. Deze cijfers zijn op het eerste gezicht vrij zorgwekkend.

Zij moeten evenwel worden beoordeeld met inachtneming van het min of meer hoog niveau van waarvan men vertrokken is. Indien men bij de lijst van de voornoemde landen de Verenigde Staten had gevoegd, zou dit land het kleinste expansietempo vertonen, d.i. ongeveer 20 %, tegen 28 % voor België. Dit neemt niet weg dat de U.S.A. kunnen bogen op een nationaal product per inwoner dat ongeveer vijfmaal groter is dan in Italië, waar het expansietempo nochtans buitengewoon snel is.

Alle verhoudingen in acht genomen, geldt dit ook enigszins voor de vergelijkingen tussen België en de andere landen van de Europese Gemeenschap. Indien men het nationaal inkomen per inwoner voor België op 100 stelt, dan bedraagt het 84 voor Frankrijk, 80 voor Nederland, 77 voor West-Duitsland en 47 voor Italië.

Een tweede verwijt aan het adres van het Belgische bedrijfsleven is dat de toekomstige expansie wordt verwaarloosd tengevolge van een onvoldoende investering van de inkomsten. Die onvoldoende investeringen zouden bovendien nog verkeerd zijn georiënteerd.

Weliswaar wijzen de cijfers betreffende het bruto nationaal product en de bruto binnenlandse vorming van kapitaal erop dat België een kleiner gedeelte van zijn inkomsten investeert dan de meeste buurlanden, en met name dan de andere landen van de Europese Economische Gemeenschap. Aangezien de investeringen grotendeels het tempo van de economische expansie en de omvang van de maatschappelijke vooruitgang bepalen, is het duidelijk dat het feit, dat wij op dat gebied minder zouden doen dan onze voornaamste buitenlandse concurrenten, gevaarlijk kan zijn. Er mag evenwel niet uit het oog worden verloren dat België in absolute waarde per inwoner het meest investeert : voor de periode 1949 tot 1956 bedroeg het jaarlijks gemiddelde van de binnenlandse bruto-investeringen per hoofd ongeveer 165 \$ in België tegen gemiddeld 140 \$ voor de vijf andere partners van de Europese Economische Gemeenschap. Inzonderheid de investeringen voor machines en materieel, iets van beslissend belang voor de economische vooruitgang, beliepen tijdens voormelde periode 80 \$ per hoofd in België tegen 67 \$ voor de vijf andere landen.

Il est certain, en conclusion, que les autres pays étant partis de plus bas ont tendance à se rapprocher de nous et que nous n'occupons plus aujourd'hui la position privilégiée qui était la nôtre dans les années qui ont suivi la Libération. Il est certain que la Belgique devra tenter un effort sérieux pour maintenir une certaine avance par rapport à celle de ses partenaires, avance qui remonte à une époque où ces pays se trouvaient confrontés avec des problèmes plus ardues en matière de redressement économique, en matière de difficultés monétaires et politiques, et en matière de troubles sociaux.

Nous avons pu, à ce moment, y échapper, et cela nous a permis de compenser les lourds handicaps de notre économie, en l'occurrence, le niveau élevé de nos coûts de production.

Parmi les éléments qui, également, jouent un rôle dans ce niveau des coûts, il convient d'ailleurs de signaler une certaine disproportion entre les salaires directs et les charges sociales, ainsi que le coût élevé de l'énergie.

A ces difficultés, dont nous éprouvons des conséquences néfastes, tout particulièrement en période de basse conjoncture, viennent encore se combiner certaines déficiences extrêmement importantes à l'heure actuelle en matière *structurelle*, et à cet égard, il convient de souligner essentiellement que nos entreprises sont, en majorité, trop petites, et que notre production industrielle s'effectue aujourd'hui dans des unités trop dispersées et où toutes les rationalisations indispensables n'ont pas été faites. Pour donner à notre économie le maximum de chances de succès devant le Marché commun, il est indispensable de procéder à des fusions, à des concentrations, à la création de plus grandes unités de production, à une spécialisation et à un outillage plus moderne, mieux adapté à des marchés en expansion.

Il est certain que les petites entreprises restent parfaitement viables dans un grand marché. C'est ce que l'exemple américain nous montre, mais ces entreprises doivent aussi se rationaliser et notamment, essayer de réunir toutes les conditions nécessaires à un développement indispensable amené par l'extension des marchés.

A cet égard, des efforts doivent être faits, notamment par une adaptation du système fiscal en vue de favoriser les fusions et d'encourager les investissements. Le Gouvernement est attentif à ces deux problèmes et fera incessamment des déclarations à ce sujet, notamment en ce qui concerne les lois de crédit à faible taux d'intérêt et la législation sur les fusions.

B. Problèmes énergétiques.

a) *Perspectives d'évolution des besoins énergétiques.*

De nombreux rapports ont été élaborés, notamment à l'échelle internationale pour déterminer quels seraient les besoins énergétiques futurs de l'Europe.

Wij kunnen besluiten dat de andere landen, die een langere weg hebben afgelegd dan wij, de neiging vertonen om op onze hoogte te komen en dat wij heden ten dage niet meer de bevoorrechte positie innemen van de jaren die onmiddellijk op de bevrijding volgden. Het staat vast, dat België een ernstige inspanning zal moeten doen om op zijn partners een zekere voorsprong te behouden, die ontstaan is op het ogenblik dat die landen af te rekenen hadden met lastiger problemen dan wij inzake economisch herstel, monetaire en politieke moeilijkheden en sociale beroering.

Op dat ogenblik zijn wij gespaard gebleven en daardoor hebben wij de zware handicap die op ons bedrijfsleven drukt, namelijk onze hoge kostprijzen, kunnen compenseren.

Tot de factoren die eveneens een rol spelen bij het bepalen van het niveau der kostprijzen, rekenen wij ook een zekere wanverhouding tussen de directe lonen en de sociale lasten, naast de hoge kostprijs van de energie.

Met deze moeilijkheden, waarvan wij de nadelige gevolgen vooral ondervinden in een periode van laagconjunctuur, vallen sommige thans op *structureel* gebied uiterst gewichtige tekortkomingen samen. In dit verband zij onderstreept dat de meeste van onze ondernemingen te klein zijn en dat onze industriële productie tot stand komt in fabrieken die te ver van elkaar liggen en waar de onmisbare rationalisatie uitblijft. Om onze economie de grootste kansen te geven, nu de Gemeenschappelijke Markt bestaat, moet worden overgegaan tot fusies, tot concentraties, tot de oprichting van grotere productie-eenheden, tot een verdere specialisatie en tot de aanschaffing van een moderner uitrusting, die beter aangepast is aan uitbreiding nemende markten.

Natuurlijk zijn kleine ondernemingen ook in een ruimere markt levensvatbaar. Dit leert ons het Amerikaanse voorbeeld. Maar die ondernemingen moeten gerationaliseerd worden; er moet met name voor gezorgd worden dat de voorwaarden welke vereist zijn voor hun ontwikkeling als gevolg van de verruiming van de markten, aanwezig zijn.

In dit opzicht is een inspanning nodig, inzonderheid door aanpassing van het belastingstelsel, teneinde de fusies te bevorderen en de investeringen aan te moedigen. De Regering volgt deze twee problemen van nabij en zal eerlang dienaangaande een verklaring afleggen, onder meer wat betreft de wetten op het krediet tegen lage rentevoet en de wetgeving op de fusies.

B. Energieproblemen.

a) *Vooruitzichten inzake de ontwikkeling van de energiebehoeften.*

Tal van verslagen werden reeds opgesteld, met name op het internationaal vlak, om te bepalen welke de toekomstige energiebehoeften van Europa zullen zijn.

Pour ce qui concerne la Belgique, le document officiel publié jusqu'ici, et qui reprend l'étude de ce problème à l'échelle nationale, est la brochure « Le problème de l'énergie en Belgique. Besoins et approvisionnement pour la période 1955 à 1975. (Annexe au *Bulletin de la Direction générale des Etudes et de la Documentation*, Ministère des Affaires Economiques, 1957, n° 2, février 1957). »

Actuellement, à la demande du Groupe de Travail « Econométrie » du Conseil consultatif de l'Energie, cette étude est en cours de révision. Cependant, il s'avère dès à présent que les conclusions ne subiront guère de modifications sensibles.

Ce document garde toute sa valeur en ce moment en ce qui concerne l'évaluation globale des besoins en énergie, même si des déplacements peuvent être prévus au sein de cette consommation globale sur base de l'évolution que nous constatons sur notre marché et sur le marché international en ce moment.

Les prévisions des besoins en énergie peuvent s'établir pour notre pays comme suit, sur base de trois hypothèses de travail :

Prévisions des besoins en énergie.
Valeurs en équivalent charbon
(en 10⁶ t)

In België wordt dit vraagstuk op het nationale vlak bestudeerd in een officieel document, nl. de brochure « Het energieprobleem in België. Behoeften en voorziening in de periode 1955-1957 (Bijlage bij het *Maandschrift van de Algemene Directie voor Studiën en Documentatie*, Ministerie van Economische Zaken, 1957, n° 2, februari 1957). »

Op verzoek van de werkgroep « Econometrie » van de Adviserende Raad voor de Energie wordt deze studie thans herzien. De conclusies schijnen echter niet gevoelig gewijzigd te zullen worden.

Dit document behoudt al zijn waarde wat de globale raming van de energiebehoeften betreft, zelfs indien sommige verschuivingen kunnen plaatsvinden binnen dit globaal verbruik, op grond van de huidige evolutie op onze markt en op de internationale markt.

Uitgaande van drie werkhypothesen kunnen de energiebehoeften voor ons land als volgt geraamd worden :

Raming van de energiebehoeften.
Waarde omgerekend in steenkolen
(x 10⁶ t)

DÉSIGNATION — OMSCHRIJVING	Consom- mation moyenne 1951/ 1954 — Gemid- deld verbruik 1951/ 1954	1956	1957	Hypothèses d'accroissement annuel de la production industrielle (a) <i>Hypothesen omtrent de jaarlijkse stijging van de industriële productie (a)</i>					
				2 %		3,5 %		5 %	
				1965	1975	1965	1975	1965	1975
Consommation globale d'énergie pri- maire (b). — <i>Globaal verbruik van pri- maire energie (b).</i>	32,2 (c)	36,8	35,6	34,8	37,4	39,3	46,8	44,5	58,4
dont cokeries (d). — <i>waaronder cokes- fabrieken (d).</i>	8,0	9,6	9,3	9,0	9,9	10,0	11,9	11,0	14,5
Consommation d'électricité (e). — <i>Elec- tricitetsverbruik (e).</i>	9,6	11,9	12,5	14,4	20,8	16,2	25,6	18,1	31,4

(a) Par rapport à la période 1951-1954, considéré comme 100. En 1956, l'indice de la production industrielle était de 119 (I.R.E.S. Louvain). — *Vergeleken met de periode 1951-1954 beschouwd als 100, bereikte het niveau van de industriële productie in 1956 het cijfer 119 (I.E.S.O. Leuven).*

(b) Sur base d'un charbon d'un pouvoir calorifique de 7.000 kcal/kg. — *Omgerekend in steenkolen met een verwarmingsvermogen van 7.000 kcal/kg.*

(c) Donnée revue. — *Cijfer herzien.*

(d) Tonnage estimé en tenant compte d'un pouvoir calorifique de 7.500 kcal/kg pour le charbon cokéifiable; la production de coke comprend également 2.10⁶ t de coke destiné à l'exportation et aux besoins intérieurs autres que la sidérurgie. — *Geraamde tonnage, rekening gehouden met een verwarmingsvermogen van 7.500 kcal/kg voor de cokeskolen; de cokesproductie omvat eveneens 2.10⁶ cokes voor de uitvoer en voor de binnenlandse behoeften, met uitsluiting van de staalindustrie.*

(e) Consommation totale d'électricité + pertes (en tWh). — *Totaal electriciteitsverbruik + verlies (in tWh).*

Des études de caractère privé ont été entreprises en collaboration avec des fonctionnaires du Département, qui essaient de répondre à ces deux questions importantes : « Quels seront effectivement les

Met de medewerking van ambtenaren van het Departement zijn studies ondernomen met een privé-karakter, waarbij getracht wordt te antwoorden op de volgende twee belangrijke vragen :

besoins énergétiques en 1965 et 1975 ? » et « Quel est l'avenir des différentes formes d'énergie, telles que le charbon ? »

La plus importante de ces études est celle de M. R. Van Mele, Directeur des Etudes de la C.P.T.E., « Prévisions de consommation d'énergie primaire pour la période 1957-1965 », Bulletin de Documentation de la Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique, n° 45, 1^{er} trimestre 1957. Cette étude, actuellement aussi en cours de révision à la demande du Groupe de Travail « Econométrie » du Conseil consultatif de l'Energie, admet une augmentation de l'activité industrielle de 3,1 p.c. par an, conforme à la tendance 1948-1955.

Les prévisions de cette étude s'établissent comme suit :

Prévisions des besoins en énergie 1955-1965.
Taux d'accroissement de la production industrielle :
3,1 p. c. par an à partir de 1955.

« Welke zullen de werkelijke energiebehoeften zijn in 1965 en 1975 ? » en « Wat is de toekomst van de verschillende vormen van energie, zoals de steenkolen ? »

De belangrijkste studie is die van de h. R. Van Mele, directeur van de studiediensten van de C.P.T.E. Onder de titel « Vooruitzichten inzake primair energieverbruik voor de periode 1957-1965 » is zij verschenen in het documentatiebulletin van de Beroepsfederatie van Belgische electriciteitsproducten en -verdelers, n° 54, eerste trimester 1957. Deze studie, die op dit ogenblik wordt herzien op verzoek van de Werkgroep « Econométrie » van de Adviserende Raad voor de Energie, neemt aan, dat de industriële activiteit jaarlijks met 3,1 pct. zal stijgen, overeenkomstig de tendens 1948-1955.

De vooruitzichten zijn, volgens deze studie, als volgt :

Ramingen van de energiebehoeften 1955-1965.
Stijging van de industriële productie :
3,1 pct. jaarlijks vanaf 1955.

DÉSIGNATION. — OMSCHRIJVING	1955	1965
Energie primaire (total) (a). — <i>Primaire energie (totaal) (a)</i> . . .	32,9 (b)	39,2 — 41,7
— dont — <i>waaronder</i> : charbon — <i>steenkolen</i>	28,2	27,0 — 28,5 (c)
produits pétroliers — <i>petroleumproducten</i>	4,7	10,0 — 14,0
énergie nucléaire — <i>kernenergie</i>	—	0,7
Consommation d'électricité (d). — <i>Electriciteitsverbruik (d)</i>	11,1	18,5

(a) En tonnes équivalent charbon de 7.000 kcal/kg. — *Omgerekend in ton steenkolen met 7.000 kcal/kg.*

(b) Montant un peu inférieur à celui retenu pour la brochure ministérielle et dans les bilans énergétiques publiés par le Ministère des Affaires Economiques (34,8). — *Dit cijfer ligt wat lager dan dat van de brochure van het Ministerie en van de balans en inzake energie door het Ministerie van Economische Zaken gepubliceerd (34,8).*

(c) Soit de 29 à 31 millions de t en tonnage réel. — *Of van 29 op 31 miljoen ton in werkelijke tonnenmaat.*

(d) Consommation totale + pertes (en tWh). — *Totaal verbruik + verlies (in tWh).*

Il est à signaler que les prévisions de M. Van Mele, basées sur un taux d'accroissement de la production industrielle de 3,1 p. c. par an, sont un peu plus ascendantes que celles retenues pour l'hypothèse 3,5 p. c. de la brochure gouvernementale, en tenant compte du niveau plus bas de son point de départ, c-à-d. l'estimation de la consommation totale pour 1955 (32,9 contre 34,8).

D'autre part, d'après M. Van Mele, la progression des besoins totaux est totalement assurée par les produits pétroliers et l'énergie nucléaire, la consommation de charbon convertie en 7.000 kcal (kg) restant tout au plus stationnaire; le progrès des besoins des cokeries est compensé par la diminution des besoins de charbon dans les autres secteurs; il est cependant possible que la consommation de bas produits charbonniers par des centrales électriques pouvant utiliser indifféremment le fuel oil et le charbon, continue à progresser jusqu'en 1960, restant stationnaire par après.

D'autre part, d'autres études privées ont encore été entreprises récemment et l'une de celles-ci prévoit, sur base d'un accroissement du produit national de 3,5 p. c., la consommation de charbon

Aan te stippen valt dat de vooruitzichten van de h. Van Mele, welke op een verhoging van de industriële productie met 3,1 pct. per jaar steunen, een ietwat scherpere curve vertonen dan de ramingen in de brochure van de Regering voor de hypothese 3,5 pct., doordat zijn uitgangspunt, d.i. het geraamde totale verbruik voor 1955, lager ligt (32,9 tegen 34,8).

Anderzijds kan, volgens de heer Van Mele, in de gestegen totale behoeften geheel worden voorzien door petroleumproducten en kernenergie, met het gevolg dat het kolenverbruik omgezet in 7.000 kcal (kg) ten hoogste even groot zal blijven; de gestegen behoeften van de cokesfabrieken worden gecompenseerd door de geringere behoeften aan steenkolen in de overige sectoren; het is evenwel mogelijk dat het verbruik van minderwaardige steenkolen door de elektrische centrales, die zowel fuel oil als kolen kunnen stoken, nog tot in 1960 stijgt, om daarna op hetzelfde peil te blijven.

Er zijn onlangs nog andere private studiën ondernomen; één daarvan voorziet, op basis van een stijging van het nationaal product met 3,5 pct., dat het steenkolenverbruik voor het gehele land

pour l'ensemble du pays à environ 26,5 millions de tonnes en 1970 contre 27,5 millions de tonnes en 1957, soit une stabilisation.

Tout l'accroissement de la consommation de l'énergie se portera sur les combustibles liquides et sur l'énergie nucléaire.

La consommation de produits pétroliers passera de 5,5 millions de T.E.C. (1) en 1957 à 12,6 millions de T.E.C. en 1970, soit une augmentation de 130 p. c. par rapport à 1957.

L'ensemble des besoins d'énergie primaire se situera à environ 40 millions de T.E.C., en augmentation de 30 p. c. par rapport à 1957.

En 1970, les trois sources d'énergie se répartiront la demande intérieure de la façon suivante :

charbon	66 %
combustibles liquides . . .	31 %
énergie nucléaire	3 %
	100 %

Par secteur d'utilisation, la demande de charbon diminuera :

pour la consommation propre des charbonnages de 50 p. c. ;
dans le secteur des chemins de fer de 50 p. c. ;
dans les industries diverses de 45 p. c. ;

restera étale dans le secteur domestique et artisanal, augmentera :

en sidérurgie de 21 p. c.,
en centrales électriques de 4 p. c.

En ce qui concerne le niveau des prix, il faut souligner que celui-ci évoluera inéluctablement dans notre pays en fonction des autres bassins de la Communauté et des charbonnages britanniques et américains. A cet égard, il faut remarquer qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les investissements sont concentrés sur les sièges les plus rentables et non sur ceux qui sont les moins rentables, et que, par conséquent, le prix d'extraction relatif de ces charbonnages ne fera que baisser par rapport aux nôtres si nous n'adoptons pas la même politique que ces entreprises.

Il convient d'ailleurs de souligner à ce sujet que le prix du fret d'environ 35 shillings doit être considéré comme un taux normal à long terme et que par conséquent, la position compétitive du charbon américain ne fera que se renforcer.

in 1970 ongeveer 26,5 miljoen ton zal bedragen tegen 27,5 miljoen ton in 1957, dus een stabilisatie.

Voor de gehele verhoging van energieverbruik zullen de vloeibare brandstoffen en de kernenergie moeten instaan.

Het verbruik van petroleumproducten zal van 5,5 miljoen T.O.S. (1) in 1957 stijgen tot 12,6 miljoen T.O.S. in 1970, dit is 130 pct. meer dan in 1957.

De gezamenlijke primaire energiebehoeften zullen nagenoeg 40 miljoen T.O.S. bedragen, dit is een verhoging met 30 pct. tegenover 1957.

In 1970 zullen de drie energiebronnen aan de binnenlandse vraag voldoen in de volgende verhouding :

steenkolen	66 %
vloeibare brandstoffen . . .	31 %
kernenergie	3 %
	100 %

Per verbruikssector zal de vraag naar steenkolen verminderen :

met 50 pct. voor het eigen verbruik van de steenkolenmijnen,
met 50 pct. voor de spoorwegen,
met 45 pct. in de verschillende industriën.

Zij zal gelijk blijven voor huisbrand en in de ambachtelijke sector, terwijl zij zal stijgen met 21 p.c.t. in de metaalnijverheid en met 4 pct. in de elektrische centrales.

Wat betreft het prijspeil, moet worden gezegd dat dit in ons land onafwendbaar zal evolueren in verhouding tot de overige bekkens van de Gemeenschappen de Britse en Amerikaanse steenkolenmijnen. In dit verband zij opgemerkt dat de investeringen in Groot-Brittannië en in de Verenigde Staten op de meest renderende zetels en niet op de minst rendabele worden geconcentreerd, en dat de relatieve winningsprijs van deze steenkolenmijnen derhalve voortdurend zal dalen ten opzichte van onze prijzen, indien wij in onze ondernemingen niet dezelfde politiek gaan voeren.

Bovendien verlieze men niet uit het oog dat de vrachtprijs van ongeveer 35 shilling, op lange termijn de normale prijs zal zijn zodat het concurrentievermogen van de Amerikaanse steenkolen voortdurend zal toenemen.

(1) T.E.C. = Tonnes équivalentes de charbon à 7.000 kcal/kg.

(1) T.O.S. = ton omgerekend in steenkolen van 7.000 kcal/kg.

b) *Problèmes particuliers.*

Comment ces besoins d'énergie globaux vont-ils être satisfaits par les différentes sources de produits énergétiques ?

CHARBON.

En matière charbonnière, le Ministre signale qu'un tour d'horizon du problème a déjà été fait lors de la réunion du 18 décembre 1958 durant laquelle votre Commission des Affaires Economiques a examiné le projet de loi complétant la loi du 5 mai 1958 favorisant le financement des stocks des charbonnages (1).

Il y a relativement peu à ajouter à ce que le Ministre avait exposé à ce moment sur les différents plans sur lesquels s'exerce l'action gouvernementale.

EXPORTATIONS.

Des efforts sont entrepris en ce moment du côté britannique en vue de permettre le renouvellement des contrats qui étaient arrivés à échéance en 1958. D'autre part, le négoce belge de charbon, de même d'ailleurs que la mission belge en Italie, se préoccupent de reprendre l'écoulement de charbon vers la péninsule malgré le lourd handicap provoqué par les différences de prix par rapport aux charbons américains.

IMPORTATIONS.

Dans le cadre d'un gentlemen's agreement entre producteurs et utilisateurs de charbon et le Gouvernement belge, on s'efforcera de réduire au strict minimum les importations de charbon, en reportant à plus tard l'importation des tonnages qui ne sont pas indispensables. Le Gouvernement s'efforce d'encourager, en tout cas à égalité de prix, l'utilisation de charbon belge de préférence au charbon importé.

D'autre part, il veille avec le plus grand soin à l'application des mesures qui sont permises à la Belgique dans le cadre du concours mutuel qui nous a été accordé par nos partenaires de la CECA, ce concours mutuel nous permettant d'éliminer les importations d'origine douteuse qui pourraient, par exemple, nous parvenir par l'intermédiaire de nos partenaires de la CECA.

CONSOMMATION.

Les engagements pris par les utilisateurs de ne pas consommer les schistes de terrils lorsque du charbon peut leur être substitué ont été exécutés, dans l'ensemble, et il est vraisemblable que l'on peut compter, grâce à cette mesure, sur un accroissement d'environ 600.000 tonnes de consommation d'équivalent de charbon en 1959.

(1) Document n° 39, Sénat de Belgique (Session de 1958-1959). Rapport de M. De Winter.

b) *Bijzondere problemen.*

Hoe zal in deze gezamenlijke energiebehoeften worden voorzien door de verschillende energiebronnen ?

STEENKOLEN.

De Minister wijst er op dat het steenkolenprobleem omstandig werd behandeld ter vergadering van 18 december 1958, toen uw Commissie voor de Economische Zaken het wetsontwerp heeft onderzocht tot aanvulling van de wet van 5 mei 1958 tot bevordering van de financiering van de voorraden van de steenkolenmijnen (1).

Er is betrekkelijk weinig toe te voegen aan wat de Minister toen heeft gezegd over de verschillende vlakken waarop de Regering ingrijpt.

UITVOER.

Aan Britse zijde worden op dit ogenblik pogingen gedaan om een hernieuwing mogelijk te maken van de contracten die in 1958 vervallen zijn. Aan de andere kant streven de Belgische kolenhandelaars, zoals trouwens ook de Belgische missie in Italië, naar een hervatting van de uitvoer van steenkolen naar dit land, niettegenstaande het prijzenverschil met de Amerikaanse steenkolen een groot handicap is.

INVOER.

In het kader van het gentlemen's agreement tussen producenten en verbruikers van steenkolen en de Belgische Regering, zal men er naar streven zo weinig mogelijk steenkolen te importeren door de invoer van de hoeveelheden die niet onontbeerlijk zijn, tot later te verschuiven. De Regering poogt, althans bij gelijke prijs, het verbruik van Belgische steenkolen eerder dan ingevoerde steenkolen te bevorderen.

Aan de andere kant waakt zij met de grootste zorg voor de toepassing van de maatregelen die België in het kader van de onderlinge hulpverlening binnen de E.G.K.S. kan nemen; in dit kader kunnen wij immers de invoer van twijfelachtige herkomst, b.v. via het gebied van onze partners in de E.G.K.S., uitschakelen.

VERBRUIK.

De verbintenissen die de verbruikers hebben aangegaan om geen schiste van terrils meer te gebruiken als deze door steenkolen kan worden vervangen, werden, in hun geheel genomen, uitgevoerd, zodat het verbruik in 1959 waarschijnlijk met 600.000 in steenkolen omgerekende ton zal stijgen.

(1) Gedrukt Stuk n° 39, Senaat, zitting 1958-1959, verslag van de h. De Winter.

AMÉNAGEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION.

Des rapports d'experts ont été soumis au Conseil National des Charbonnages concernant le Borinage, et même si aucune décision n'a encore pu être prise, elle le sera à brève échéance. Des rapports d'assainissement seront établis avant la fin de mars pour le Bassin du Centre et la fin de mai pour les Bassins de Charleroi et de Liège.

AMÉLIORATION DES POSSIBILITÉS DE STOCKAGE.

Une aide financière a été décidée dans le cadre de la CECA et une nouvelle loi a été votée qui permet à l'Etat d'accorder sa garantie au warrantage des stocks conjoncturels des charbonnages.

Un débat approfondi sur cette question a déjà eu lieu lors de réunions précédentes et de nombreuses questions de commissaires sont traitées dans la partie du rapport relative à la discussion.

PÉTROLE.

En ce qui concerne les produits pétroliers, la consommation d'essence-auto peut s'évaluer comme suit :

Années	En milliers de m ³
—	—
1953	1.191
1954	1.234
1955	1.281
1956	1.353
1957	1.354
1 ^{er} semestre 1958	688

En ce qui concerne la consommation de gasoil, de Diesel et de fuel-oil, celle-ci s'établit comme suit pour les années qui viennent de s'écouler :

Gas/Diesel et fuel oils
consommation (soutage exclu)

ANNÉES. — JAAR	Gas/Diesel Oils en 1.000 T.M. Gas/Diesel Oils in 1.000 M.T.
1953	882
1954	1.049
1955	1.245
1956	1.561
1957	1.510
1958	
(1 ^{er} semestre — 1 ^{ste} semester)	938

Les estimations de consommation s'élèvent, pour 1959, à 2.500.000 T de fuel oil et 1.500.000 m³ d'essence-auto.

* *

Au point de vue de la *prospection pétrolière* dans notre pays, aucune argumentation ne permet d'affirmer avec certitude que le sol belge contienne des gisements pétrolifères, mais d'autre part, il n'y a aucune preuve non plus que le sol belge ne puisse

REGELING VAN HET PRODUCTIEVERMOGEN.

Verslagen van deskundigen betreffende de Boringe werden voorgelegd aan de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen; er zal in dit verband eerlang een beslissing worden genomen, hoewel zulks nu nog niet mogelijk was. Saneringsplannen zullen voor het bekken van het Centrum worden opgemaakt vóór einde maart en voor de bekkens van Charleroi en Luik tegen einde mei.

VERBETERING VAN DE MOGELIJKHEDEN INZAKE VOORRADEN.

In het raam van de E.G.K.S. is besloten financiële hulp te verlenen en anderzijds is een nieuwe wet aangenomen krachtens welke de Staat zijn waarborg kan verbinden aan warrants op conjuncturele steenkolenvoorraden.

Dit probleem is reeds omstandig besproken tijdens de vorige vergaderingen, en anderzijds worden talrijke vragen van leden behandeld in het hoofdstuk van dit verslag dat de bespreking van de begroting betreft.

PETROLEUM.

Wat betreft de petroleumproducten, kan het verbruik van autobenzine worden geschat als volgt :

Jaar	In duizenden m ³
—	—
1953	1.191
1954	1.234
1955	1.281
1956	1.353
1957	1.354
1 ^{ste} semester 1958	688

Het verbruik van gasoil, Diesel en fuel-oil geeft, voor de afgelopen jaren, het volgende beeld te zien :

Gas/Diesel en fuel oils
Verbruik (bunkeren uitgesloten).

ANNÉES. — JAAR	Gas/Diesel Oils en 1.000 T.M. Gas/Diesel Oils in 1.000 M.T.	Fuel-Oil en 1.000 T.M. Fuel-Oil in 1.000 M.T.	Total en 1.000 T.M. Totaal in 1.000 M.T.
1953	882	788	1.670
1954	1.049	927	1.976
1955	1.245	1.071	2.316
1956	1.561	1.518	3.079
1957	1.510	1.637	3.147
1958			
(1 ^{er} semestre — 1 ^{ste} semester)	938	964	1.902

Het verbruik wordt, voor 1959, geschat op 2.500.000 ton fuel oil en 1.500.000 m³ autobenzine.

* *

Wat betreft de *petroleumprospectie* valt niet met zekerheid te zeggen of in onze ondergrond geen petroleumvelden aanwezig zijn, maar aan de andere kant is het ook niet bewezen dat zulke velden niet kunnen bestaan. Op dit gebied moet de aandacht

recéler de tels gisements. Il semble que la région qui mérite surtout de retenir l'attention soit le coin nord-est du Limbourg, et cela, non pas parce que l'on possède à son égard des indications positives, bien précises, mais surtout parce qu'il s'agit d'une région encore totalement inexplorée par sondage, dont on peut par ailleurs supposer que la constitution — encore inconnue — présente des caractéristiques favorables. Un forage a notamment été réalisé dans la région de Turnhout. Un sondage d'exploration jusqu'à la profondeur de 2.705 mètres a été effectué, qui a fourni une coupe des plus précieuses pour l'investigation de la Campine profonde.

Pour étendre les résultats du sondage de Turnhout à la région plus orientale, le Département a ensuite institué une vaste campagne de prospection sismique, exécutée à ses frais et sous sa direction (1953-1956).

A la suite de cette campagne géophysique, le Ministre estime qu'il est maintenant indiqué d'implanter un sondage profond dans la région de Maaseik.

Cependant, comme l'emplacement en question est compris à l'intérieur du périmètre faisant l'objet d'une demande de permis exclusif de recherche et d'exploitation de la part du secteur privé, le Département a préféré suspendre ses investigations dans ce coin du pays et réserver ses crédits pour d'autres recherches, quitte à les reprendre immédiatement si le secteur privé n'entreprend pas le travail.

Les sondages qui seraient entrepris en Belgique dépendent notamment des *dispositions fiscales* qui régissent la matière.

L'arrêté-loi du 28 novembre 1939, relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles dispose, en ce qui concerne le pétrole et les gaz combustibles, que la recherche et l'exploitation sont réservées, soit à l'Etat, soit aux titulaires d'un permis exclusif octroyé par le Roi.

Le permis est accordé, pour un périmètre déterminé, suivant une procédure très semblable à celle qui régit l'octroi des concessions de mines.

A l'égard de l'aspect fiscal, qui est essentiel, le Gouvernement prendra prochainement position, en vue de stimuler les recherches pétrolières en Belgique.

Vu le caractère aléatoire et le coût élevé des recherches qui doivent nécessairement précéder la découverte et la mise à fruit d'un gisement exploitable, un régime d'exonération fiscale est appliqué dans tous les pays pétroliers :

a) en Amérique, au Canada et au Sahara, on calcule le bénéfice taxable d'un exercice en faisant abstraction de la valeur de 27,5 p. c. de la production annuelle de pétrole brut de l'exercice considéré;

b) en France métropolitaine, on exonère d'impôt 50 p. c. du bénéfice de chaque exercice, à condition que cette fraction du bénéfice soit, dans un délai de cinq ans, consacrée à la recherche de nouveaux gisements.

blijkbaar vooral gaan naar de noordoosthoek van Limburg, niet omdat men daar over nauwkeurige positieve aanwijzingen beschikt, maar vooral omdat in die streek nog in het geheel geen boringen zijn verricht en men bovendien mag veronderstellen dat de bodemgesteldheid, die nog niet gekend is, er gunstige kenmerken vertoont. In de streek van Turnhout is een boring uitgevoerd. De bodem werd verkend tot een diepte van 2.705 meter waardoor men een doorsnede van de grondlagen heeft verkregen die zeer kostbaar is voor de verkenning van de Kempische ondergrond.

Om de resultaten van de boring te Turnhout te kunnen toetsen in de streek ten oosten van deze stad, heeft het Departement een grootscheepse campagne van seismische prospectie op het getouw gezet, welke campagne op zijn kosten en onder zijn leiding werd uitgevoerd (1953-1956).

Na deze geofysische prospectie is de Minister tot het besluit gekomen dat het nuttig kan zijn een boring op grote diepte te verrichten in de streek van Maaseik.

Deze plaats valt echter binnen het gebied waarvoor de privaatsnijverheid een exclusieve vergunning tot opsporing en exploitatie heeft gevraagd, zodat het Departement het beter geacht heeft zijn onderzoeken in die hoek van het land te schorsen en de kredieten voor andere opzoeken aan te wenden, met dien verstande dat het prospectiewerk aldaar onmiddellijk zal worden hervat indien de privaatsnijverheid er niet mede begint.

De boringen die in België verricht mochten worden, hangen o. m. ook af van de *belastingsbepalingen* ter zake.

De besluitwet van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van verbrandingsgassen bepaalt wat de petroleum en de verbrandingsgassen betreft dat het onderzoek en de exploitatie ervan voorbehouden zijn hetzij voor de Staat hetzij voor de houders van een door de Koning verstrekte exclusieve vergunning.

De vergunning wordt voor een bepaald gebied verleend, volgens een procedure die veel gelijkenis vertoont met die voor de mijnconcessies.

Wat betreft het financieel aspect, dat van wezenlijk belang is, zal de Regering eerlang haar standpunt bekendmaken ten einde de opzoeken naar petroleum in België te bevorderen.

Gegeven het risico en de hoge kosten van de onderzoeken, die noodzakelijkerwijze aan de ontdekking en de openlegging van een exploiteerbaar petroleumveld moeten voorafgaan, verlenen alle petroleumlanden belastingvrijdom :

a) in Amerika, in Canada en in de Sahara wordt van de belastbare winst van een dienstjaar 27,5 pct. van de waarde van de bruto jaarproductie over het betrokken dienstjaar afgetrokken;

b) in Frankrijk wordt de winst van ieder dienstjaar tot 50 pct. vrijgesteld van belasting, indien dit deel binnen vijf jaren voor opzoeken naar nieuwe petroleumvelden wordt aangewend.

Une société a introduit une demande de permis exclusif de recherches et d'exploitation du pétrole dans une zone du nord-est du pays et elle est disposée à investir 50 millions de francs en recherches, bien que vraisemblablement, les possibilités de découvrir du pétrole dans le périmètre demandé soient tout à fait aléatoires. Dans les prochains mois, on espère faire débiter les travaux.

* * *

Dans le cadre de l'exploitation pétrolière, il convient également de signaler les projets et les réalisations en ce qui concerne les *pipe-lines*.

Deux projets méritent d'être mentionnés : d'une part, le pipe-line sud-européen, qui partirait de Lavera (Marseille) vers Mulhouse et Strasbourg, où deux des raffineries projetées seraient construites. Un prolongement éventuel irait vers Mannheim, Coblenz et Cologne, sans passer, bien entendu, par le territoire belge.

Cependant, les études paraissent être suspendues et ajournées.

D'autre part, aux Pays-Bas, la Société Shell entreprendrait la construction d'un pipe-line unissant Rotterdam à Cologne pour approvisionner les raffineries de Godorf, en construction.

En matière de réalisations, un pipe-line va aujourd'hui de Willemshaven à Cologne, pour alimenter les grandes raffineries de la Ruhr. C'est là la seule réalisation à mentionner, à valoir sur les trois projets. Ce pipe-line a déjà commencé à fonctionner à débit réduit.

Le projet de pipe-line Rotterdam-Cologne prévoyait une petite liaison entre Anvers et Bréda. Un pipe-line Anvers-Zeebrugge avait été envisagé.

Les informations manquent sur le point de savoir si ce raccordement sera effectivement prévu lors de l'étude du tracé définitif.

En matière de capacité de raffinage, il y a fort peu de modifications qui sont à apporter aux prévisions qui avaient pu être faites il y a un an, et les capacités semblent devoir s'établir comme suit à la fin de 1960 :

Een vennootschap heeft een exclusieve vergunning tot opsporing en exploitatie van petroleum in een gebied in het noordoosten van het land aangevraagd en is bereid 50 miljoen frank in opzoekingen te investeren, alhoewel de kansen om in het betrokken gebied petroleum te ontdekken, waarschijnlijk uiterst gering zijn. Men hoopt met deze werken in de eerstkomende maanden te beginnen.

* * *

In verband met de petroleumexploitatie moet ook worden gewezen op de plannen en de verwezenlijkingen met betrekking tot de *pijpleidingen*.

Twee ontwerpen trekken vooral de aandacht : enerzijds de Zuideuropese pijpleiding van Lavera (Marseille) naar Mulhouse en Straatsburg, waar twee raffinaderijen zouden worden gebouwd. Deze pijpleiding zou eventueel worden verlengd tot Mannheim, Koblenz en Keulen, zonder evenwel over het Belgisch grondgebied te komen.

De desbetreffende studies schijnen echter geschorst en uitgesteld te zijn.

Aan de andere kant zou de Shell in Nederland een pijpleiding aanleggen tussen Rotterdam en Keulen, met het oog op de bevoorrading van de in opbouw zijnde raffinaderijen te Godorf.

Uitgevoerd is reeds een pijpleiding van Willems-haven naar Keulen, waarmee de grote raffinaderijen aan de Ruhr worden bevoorrad. Dit is het enige ontwerp van de drie, dat uitgevoerd werd. Deze pijpleiding werkt reeds met een beperkt debiet.

Op de ontworpen pijpleiding tussen Rotterdam en Keulen was een kleine verbinding voorzien met Antwerpen en Breda. Men heeft gesproken van een pijpleiding tussen Antwerpen en Zeebrugge.

Wij beschikken niet over inlichtingen om te kunnen zeggen of die verbinding in de studie van het definitief tracé werkelijk is voorzien.

Wat het raffineervermogen betreft, moet weinig worden gewijzigd aan de vooruitzichten die een jaar geleden bestonden, zodat het raffineervermogen einde 1960 waarschijnlijk zal bedragen :

SOCIÉTÉS. — VENNOOTSCHAPPEN	Réalisations à fin 1957	Prévisions à fin 1960
	— Verwezenlijkingen einde 1957	— Vooruitzichten voor einde 1960
	(En milliers de T.M. par an In duizenden M.T. per jaar)	
Albatros-Anvers. — <i>Albatros-Antwerpen</i>	650	900
Esso-Belgium-Anvers. — <i>Esso-Belgium-Antwerpen</i>	1.844	1.984
Société Industrielle Belge des Pétroles-Anvers. — « <i>Société Industrielle Belge des Pétroles</i> » Antwerpen	4.000	4.000
Raffinerie Belge des Pétroles-Anvers. — « <i>Raffinerie Belge des Pétroles</i> » Antwerpen	760	760
Tankage et Transport (Radian)-Anvers. — <i>Tankage et Transport (Radian)</i> -Antwerpen	200	200
Belgian-Shell-Gand. — <i>Belgian-Shell-Gent</i>	155	185
	7.609	8.029

Parmi les informations qu'il est important de porter à la connaissance de votre Commission, il faut mentionner notamment la proportion de la consommation nationale couverte par la production de pétrole brut indigène dans les pays qui nous entourent.

Tussen de inlichtingen waarvan uw Commissie kennis dient te krijgen, vermelden wij ondermeer in welke verhouding het nationaal verbruik in de ons omringende landen gedekt wordt door de voortbrengst van inlandse ruwe petroleum.

PAYS. — LAND	Production de brut — <i>Voortbrengst van ruwe petroleum</i>	Consommation tous produits — <i>Verbruik alle producten</i>	%
--------------	---	--	---

(Année 1957 — en milliers de T.M. — Jaar 1957 — in duizenden M.T.)

France. — <i>Frankrijk</i>	1.507	17.798	8,0
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	1.523	5.548	27,4
Allemagne. — <i>Duitsland</i>	3.978	14.284	27,8

Enfin, pour terminer ce tour d'horizon des problèmes soulevés par l'approvisionnement de la Belgique en pétrole, il faut rappeler qu'à la suite de l'expérience de Suez, un groupe de travail avait été constitué en vue d'examiner cinq grandes questions dont l'importance était apparue à ce moment, notamment :

- l'augmentation de la capacité de stockage,
- le développement de la flotte pétrolière,
- le développement de la capacité des ports belges,
- l'extension du réseau européen de pipe-lines,
- la prospection pétrolière.

Une partie des décisions dont il a été question dans le présent rapport remontent aux recommandations de ce groupe de travail. Les autres seront incessamment mises en application par les différents Départements, suite à une décision du Conseil des Ministres.

ENERGIE ELECTRIQUE.

La production d'énergie électrique dans les dernières années a suivi l'évolution suivante :

Belgique — Energie électrique
en millions de kWh.

Om dit overzicht van de problemen in verband met de petroleumvoorziening van België te besluiten, zij opgemerkt dat het Suez-experiment aanleiding gegeven heeft tot het oprichten van een werkgroep ten einde vijf grote problemen waarvan het belang toen was gebleken, te onderzoeken, namelijk :

- de verhoging van de opslagruimte;
- de uitbreiding van de tankersvloot;
- de uitbreiding van de capaciteit van de Belgische havens;
- de uitbreiding van het Europees net van pijpleidingen;
- de petroleumprospectie.

Een gedeelte van de beslissingen waarvan sprake in dit verslag gaan uit van de aanbevelingen van deze werkgroep. De andere zullen onverwijld uitgevoerd worden door de verschillende Departementen, ingevolge een beslissing van de Raad van Ministers.

ELECTRISCHE ENERGIE.

De productie van elektrische energie is de laatste jaren als volgt geëvolueerd :

België. — Electrische energie.
in miljoenen kWh.

ANNÉES — JAAR	Production. — <i>Productie</i>		Consommation. — <i>Verbruik</i>
	brute — <i>bruto</i>	nette — <i>netto</i>	nette — <i>netto</i>
1948	8.236	7.689	7.328
1949	8.518	7.951	7.502
1950	8.861	8.268	7.812
1951	9.917	9.250	8.787
1952	9.930	9.260	8.796
1953	10.268	9.586	9.053
1954	11.060	10.339	9.766
1955	11.725	10.949	10.466
1956	12.699	11.847	11.312
1957	13.537	12.611	11.799
1958	13.890P	12.940P	12.240P

En ce qui concerne le secteur extrêmement important de l'électricité, il convient de rappeler que le 15 juillet 1955 a été signée la Convention dite « de la Table Ronde » relative au régime de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique, entre les sociétés productrices et distributrices, d'une part, la F.G.T.B., la C.S.C., la Confédération Générale des Syndicats Libéraux et la Fédération des Industries Belges, d'autre part.

Deux organismes essentiels ont été constitués à ce moment. Le Comité de Contrôle de l'Electricité a la mission de suivre l'application de la Convention, de suivre les résultats de l'action du Comité de Gestion, de faire des recommandations afin que soient atteints les objectifs de la Convention, et d'étudier tous problèmes techniques et financiers (y compris les problèmes des amortissements), qui seraient de nature à améliorer le régime de la production et de la distribution.

A la même date est entrée en vigueur la Convention entre producteurs et distributeurs, créant le Comité de Gestion comprenant exclusivement les producteurs et distributeurs.

Le but de ce deuxième organisme est d'assurer une meilleure coordination entre les sociétés participantes, d'accroître la consommation, de réduire et d'uniformiser les tarifs, d'assurer une meilleure coordination des investissements, d'assurer une meilleure interconnexion, une meilleure distribution et une meilleure exploitation de notre réseau. Le Comité de Contrôle ne comprend donc pas d'autoproducers ni des régies intercommunales, ces dernières n'ayant pas désiré s'assujettir au contrôle prévu par le Comité de Contrôle.

Il convient à cet égard de signaler que la production est assurée à raison de 44 p. c. par les autoproducers et à raison de 56 p. c. par les autres. Dans ces 56 p. c., 90 p. c. sont assurés par les producteurs-distributeurs eux-mêmes, et 10 p. c. par des intercommunales (Gand, Liège).

La distribution est, à raison de 75 p. c. aux mains de sociétés privées et d'intercommunales mixtes, le reste étant exploité par des intercommunales.

En ce qui concerne à présent les résultats de l'application de ces accords de la Table Ronde, tous ceux qui ont accepté d'y souscrire ne peuvent que se féliciter du résultat de cette action. En effet, en matière de tarification en basse tension pour les applications résidentielles, le tarif a été réduit de 1954 à fin 1958 de 22 p. c. si l'on tient compte de l'évolution de l'index, et de 12 p. c. en valeur absolue. En matière de haute tension, la réduction du prix est de 10 p. c. si l'on tient compte de l'évolution des prix, et de 4,7 p. c. en valeur absolue.

Pour ce qui concerne l'avenir en matière de tarification, un nouvel accord vient d'intervenir pour assurer une diminution constante du prix de la basse tension, et notamment pour les applications résidentielles.

Wat de zeer belangrijke sector van de electriciteit betreft, dient eraan herinnerd dat, op 15 juli 1955, de zogenaamde « Rondetafelovereenkomst » betreffende het stelsel van de productie, het overbrengen en de distributie van elektrische energie gesloten werd tussen de voortbrengings- en voorzieningsmaatschappijen, enerzijds, het A.B.V.V., het A.C.V., de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden en het Verbond der Belgische Nijverheid, anderzijds.

Twee belangrijke instellingen werden op dat ogenblik opgericht : het Controlecomité voor de Electriciteit, dat als opdracht gekregen heeft de toepassing te volgen van de Overeenkomst, de resultaten van de werking van het Beheerscomité te onderzoeken, aanbevelingen te doen opdat de doelstellingen van de Overeenkomst bereikt worden, alle technische en financiële vraagstukken in studie te nemen (de vraagstukken van de aflossingen inbegrepen), die de productie en de voorziening zouden kunnen verbeteren.

Op dezelfde datum is van kracht geworden de Overeenkomst tussen producenten en verdelers tot oprichting van het Beheerscomité, waartoe uitsluitend de producenten en de verdelers behoren.

Dit tweede lichaam beoogt een betere coördinatie tussen de betrokken maatschappijen, de verhoging van het verbruik, de verlaging en de uniformisering van de tarieven, een betere coördinatie van de investeringen, betere aansluitingen, een betere verdeling en een betere exploitatie van ons net. Het Controlecomité telt dus geen ondernemingen die hun eigen electriciteit produceren, noch intergemeentelijke regies, daar deze zich niet wensen te onderwerpen aan het toezicht van het Controlecomité.

In dit verband zij vermeld dat de electriciteit geproduceerd wordt ten belope van 44 pct. door de ondernemingen die in eigen behoeften voorzien en voor 56 pct. door de andere. Van die 56 pct. wordt 90 p.c.t. geleverd door de producenten-verdelers zelf, en 10 pct. door de intercommunales (Gent-Luik).

De verdeling is voor 75 pct. in handen van private vennootschappen en gemengde intercommunales ; de intercommunales staan in voor de rest.

De resultaten van de toepassing van die Rondetafelovereenkomsten, zijn verheugend voor al degenen die ze ondertekend hebben. Immers, inzake laagspanningstarificering voor residentieel verbruik is het tarief van 1954 tot einde 1958 met 22 pct. verlaagd, indien men rekening houdt met de evolutie van het indexcijfer, en met 12 pct. in absolute waarde. Inzake hoogspanning bedraagt de prijsdaling 19 pct. indien men rekening houdt met de evolutie van de prijzen, en 4,7 pct. in absolute waarde.

Wat de toekomstige tarificering betreft, is een nieuwe overeenkomst gesloten met het oog op een verdere daling van de laagspanningsprijs, met name voor het residentieel verbruik.

En principe, l'évolution devrait se faire suivant le schéma suivant :

3,15 francs par kW en 1954;
2,59 francs par kW en 1957;
2,12 francs par kW en 1960;
1,88 francs par kW en 1965,

pour un index de la basse tension égal à 100.

Les prévisions pour la haute tension sont plus difficiles à établir étant donné que la régularité des accroissements de consommation n'est pas aussi certaine. Elle dépend en effet de la conjoncture et il est par conséquent plus difficile de faire des prévisions à ce sujet. Néanmoins, une baisse de 5 p. c. a été consentie le 1^{er} janvier 1959 et il est certain que la réduction du prix du charbon entraînera une réduction du prix de l'électricité.

En ce qui concerne les discriminations qui existent entre clients privés et intercommunales en matière de fourniture de courant, un accord a été conclu entre producteurs et distributeurs et sera entériné par les Ministères intéressés en vue de supprimer cette discrimination.

Le Comité de Contrôle, grâce à l'étude d'une de ses Commissions, cherche à réaliser en ce moment un accord sur un plan comptable commun aux différentes entreprises.

Enfin, en ce qui concerne le problème des intercommunales, on s'efforce d'élaborer au Ministère de l'Intérieur un nouveau statut qui sera applicable à l'ensemble des entreprises de ce secteur. Certaines difficultés existent encore en ce qui concerne la durée d'application des conventions avec les producteurs, durée que ceux-ci souhaitent voir porter au moins à quinze ans, en vue de permettre d'amortir leurs investissements sur un délai raisonnable.

En ce qui concerne les Conventions de la Table Ronde, il convient de remarquer que celles-ci étaient dénonçables par une des parties avec un préavis de 6 mois, et pour un motif valable, jusqu'au 1^{er} janvier 1959, et que depuis cette date, la Convention peut être dénoncée par les parties avec un préavis de trois mois et sans motif valable. Cette Convention n'est pas dénoncée, mais une organisation syndicale a déclaré qu'elle pourrait être amenée à revoir sa position si des modifications destinées à lui donner satisfaction n'étaient pas apportées aux statuts de l'électricité.

ENERGIE NUCLÉAIRE.

Il convient d'attirer l'attention de votre Commission sur le grand nombre d'organismes qui s'occupent ou se sont occupés de ces problèmes depuis quelques années.

Une liste de ces organismes, avec leurs principales fonctions, est communiquée en annexe I du présent rapport.

Outre ces institutions, reprises en annexe I, il faut encore mentionner la Commission Nationale pour l'Etude de l'Utilisation Pacifique de l'Energie

In principe zou de evolutie moeten verlopen volgens onderstaand schema :

3,15 frank per kW in 1954;
2,59 frank per kW in 1957;
2,12 frank per kW in 1960;
1,88 frank per kW in 1965.

voor een laagspanningsindexcijfer gelijk aan 100.

Vooruitzichten inzake hoogspanning zijn moeilijker te geven, doordat een regelmatige stijging van het verbruik op dat gebied minder zeker is. Deze stijging hangt immers af van de conjunctuur. Toch werd reeds op 1 januari 1959 een verlaging met 5 pct. toegestaan en het lijkt geen twijfel dat de verlaging van de prijs van de steenkolen een verlaging van de prijs van de electriciteit tot gevolg zal hebben.

Om een einde te maken aan de discriminatie tussen private klanten en intercommunales, wat de stroomlevering betreft, is een overeenkomst gesloten tussen producenten en verdelers, die door de betrokken Ministeries bekrachtigd zal worden.

Het Contrôlecomité tracht thans, aan de hand van een studie van een van zijn commissies, tot een akkoord te komen over een gemeenschappelijk boekhoudingsplan voor de verschillende ondernemingen.

Ten slotte is er nog het probleem van de intercommunales. Het Ministerie van Binnenlandse Zaken werkt thans een nieuw statuut uit, dat op al de ondernemingen van deze sector toepasselijk zal zijn. Er bestaan nog sommige moeilijkheden in verband met de toepassingsduur van de overeenkomsten met de producenten; dezen wensen dat de overeenkomsten op ten minste 15 jaar gebracht zouden worden om hun investeringen over een redelijke termijn te kunnen delgen.

In verband met de Rondetafelovereenkomsten zij nog vermeld dat deze, tot 1 januari 1959, door een van de partijen om een geldige reden zes maanden van tevoren opgezegd konden worden. Sedert die datum kunnen partijen de overeenkomst drie maanden van tevoren en zonder geldige reden opzeggen. Tot dusver is dit niet gebeurd, maar een vakvereniging heeft verklaard dat zij misschien genoopt zou zijn haar houding ten deze te herzien, zo de wijzigingen die zij wenselijk acht in het electriciteitsstatuut, niet worden doorgevoerd.

KERNENERGIE.

De aandacht van uw Commissie dient gevestigd te worden op het groot aantal lichamen die zich sedert enige jaren met deze problemen hebben beziggehouden of nog bezighouden.

Een lijst van die lichamen, met hun voornaamste functies, is als bijlage bij dit verslag afgedrukt (bijlage I).

Naast de instellingen die in bijlage I voorkomen, dient nog te worden vermeld de Nationale Commissie voor de Studie van het vreedzaam gebruik van de

Atomique, réunie une douzaine de fois par le Ministre Rey en 1956 et 1957. L'objet principal de cette délibération était de donner des avis aux négociateurs belges du Traité de l'Euratom.

En ce qui concerne les centrales atomiques, dont on peut prévoir la réalisation dans les années à venir, il convient essentiellement de signaler deux projets : un premier a pour but l'étude, la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire d'environ 150.000 kW, située à Mol, et résultant d'une collaboration entre sociétés belges et sociétés néerlandaises. Un second projet résulte d'une collaboration entre l'Electricité de France et plusieurs sociétés belges, et il concerne également une centrale électrique nucléaire d'une puissance d'environ 150.000 kW, qui sera étudiée, construite et exploitée dans la zone frontière franco-belge, à proximité de Givet.

GAZ.

En vue d'être complet, il convient également de mentionner le gaz. Tout particulièrement, il est utile d'attirer l'attention de votre Commission sur des possibilités de production et d'exploitation de gaz à des coûts extrêmement concurrentiels au départ des gisements du Sahara.

Des projets fort précis sont mis au point en ce moment en France en vue d'approvisionner l'Europe en gaz riche (environ 9.000 cal.), soit par la voie de mer, soit par la construction de pipe-lines, à travers l'Espagne.

Il y a certainement encore, dans ce domaine, des difficultés politiques, économiques et techniques à vaincre, mais il n'est pas trop audacieux de prévoir que d'ici quelques années, cette source énergétique pourra constituer un appoint sérieux à notre économie, et par conséquent, rendre plus difficile encore la position concurrentielle des combustibles traditionnels que nous utilisons (1).

C. Problème des prix.

L'évolution de l'indice des prix de détail jusqu'en octobre 1958 a été la suivante :

octobre 1957	107.65
novembre 1957	108.31
décembre 1957	108.55
janvier 1958	108.69
février 1958	108.31
mars 1958	108.—
avril 1958	108.31
mai 1958	108.35
juin 1958	108.51
juillet 1958	108.08
août 1958	108.07
septembre 1958	108.08
octobre 1958	108.24

(1) Voir à ce sujet les publications de l'Association Nationale pour la Défense et le Développement du Sahara Français à Paris : « L'Eurafrigas ».

atoomenergie, die een twaalfstal keren door Minister Rey werd bijeengeroepen in 1956 en in 1957. Het kwam er vooral op aan, de Belgische onderhandelaars over het Euratomverdrag van advies te dienen.

In verband met de kerncentrales, die waarschijnlijk in de komende jaren gebouwd zullen worden, willen wij voornamelijk twee ontwerpen vermelden : een eerste heeft tot doel de studie, de bouw en de exploitatie van een kerncentrale van ongeveer 150.000 kW, te Mol, die de vrucht is van de samenwerking tussen Belgische en Nederlandse maatschappijen. Een tweede ontwerp is ontstaan uit de samenwerking tussen de « Electricité de France » en verscheidene Belgische maatschappijen; het betreft hier de studies van een elektrische kerncentrale van ongeveer 150.000 kW, die in de Frans-Belgische grensstreek nabij Givet gebouwd en geëxploiteerd zou worden.

GAS.

Volledigheidshalve moet ook nog het gas vermeld worden. Het is bijzonder nuttig de aandacht van uw Commissie te vestigen op de mogelijkheid dat, in de komende jaren, gas geproduceerd en geëxploiteerd zal worden tegen uiterst concurrerende kostprijzen, dank zij de in de Sahara ontdekte lagen.

Op dit ogenblik worden in Frankrijk zeer precieze plannen uitgewerkt voor de voorziening van Europa in rijk gas (ongeveer 9.000 cal.), hetzij over zee, hetzij door de bouw van pijpleidingen over Spanje.

Er bestaan op dit gebied weliswaar nog politieke, economische en technische moeilijkheden maar het is niet vermetel te voorzien, dat deze energiebron over enkele jaren een belangrijke hulpbron voor onze economie kan worden en, bijgevolg, de concurrentiële positie van onze traditionele brandstoffen nog moeilijker kan maken (1).

C. Het Vraagstuk van de prijzen.

De index van de kleinhandelsprijzen evolueerde tot oktober 1958 als volgt :

october 1957	107.65
november 1957	108.31
december 1957	108.55
januari 1958	108.69
februari 1958	108.31
maart 1958	108.—
april 1958	108.31
mei 1958	108.35
juni 1958	108.51
juli 1958	108.08
augustus 1958	108.07
september 1958	108.08
october 1958	108.24

(1) Zie in dit verband de publicaties van de « Association Nationale pour la Défense et le Développement du Sahara Français », te Parijs : « L'Eurafrigas ».

Depuis l'évolution a été caractérisée par les faits suivants :

des hausses sont notamment intervenues pour certains produits :

beurre	déc.	0,05	/	0,086
	janv.	0,036	{	
fromage	déc.	0,12	{	0,154
	janv.	0,034	{	
viande	déc.	0,05	{	0,100
	janv.	0,05	{	
pommes de terre	déc.	0,17	{	0,316
	janv.	0,146	{	
journaux	déc.	0,19	{	0,190

Ces hausses ont été compensées par des baisses sur les produits suivants :

œufs	déc.	0,01	{	0,221
	janv.	0,211	{	
fruits exotiques	déc.	0,14	{	0,204
	janv.	0,064	{	

Les indices s'établissent en conséquence comme suit, pour les trois derniers mois :

novembre 1958	108,34
décembre 1958	108,76
janvier 1959	108,73

Le Gouvernement est extrêmement attentif à l'évolution de l'indice des prix et examine encore en ce moment trois problèmes qui ne sont pas encore résolus : celui des prix des cigarettes, celui du prix du pain et celui des répercussions de l'augmentation des tarifs de chemins de fer.

D. — Autres activités du département.

1. Application des lois de crédit.

Les trois lois sont celles du 10 juillet 1957, du 7 août 1953 et du 31 mai 1955.

Les informations relatives aux demandes acceptées, aux demandes refusées et à celles qui sont en instance pour l'application de ces différentes lois, figurent en annexe II.

Le Gouvernement se préoccupe en ce moment de fusionner les différentes lois en vigueur et d'améliorer l'efficacité de leur action, qui doit être d'autant plus importante que l'on se trouve en période de basse conjoncture.

2. Economie régionale.

Le Gouvernement a décidé de créer deux régions-test : le Borinage et le sud de la Campine, et les projets relatifs à ces régions se développent de façon favorable. Le Département des Travaux Publics a pris des décisions importantes pour

Sedertdien werd de evolutie gekenmerkt door de volgende feiten :

Onder meer steeg de prijs van verschillende producten :

boter	dec.	0,05	{	0,086
	jan.	0,036	{	
kaas	dec.	0,12	{	0,154
	jan.	0,034	{	
vlees	dec.	0,05	{	0,100
	jan.	0,05	{	
aardappelen	dec.	0,17	{	0,316
	jan.	0,146	{	
dagbladen	dec.	0,19	{	0,190

Deze prijsstijgingen werden gecompenseerd door prijsdalingen op de volgende producten :

eieren	dec.	0,01	{	0,221
	jan.	0,211	{	
exotische vruchten	dec.	0,14	{	0,204
	jan.	0,064	{	

Voor de drie laatste maanden zijn de indexcijfers dus als volgt :

november 1958	108,34
december 1958	108,76
januari 1959	108,73

De Regering volgt met zeer veel aandacht de evolutie van de prijsindex en onderzoekt op dit ogenblik nog drie problemen, die nog steeds geen oplossing kregen : de prijs van de sigaretten, de broodprijs en de weerslag van de verhoging der spoorwegtarieven.

D. — Andere Werkzaamheden van het departement.

1. Toepassing van de kredietwetten.

Het betreft de wetten van 10 juli 1957, 7 augustus 1953 en 31 mei 1955.

Inlichtingen betreffende de ingewilligde, geweigerde en aanhangige aanvragen voor de toepassing van de verschillende wetten zijn te vinden in bijlage II.

De Regering wil thans de verschillende vigerende wetten samensmelten en de doelmatigheid ervan verbeteren, die des te groter moet zijn omdat wij ons thans in een periode van laagconjunctuur bevinden.

2. De gewestelijke economie.

De regering heeft besloten twee testgebieden tot stand te brengen : de Borinage en de Zuiderkempen ; de uitvoering van de desbetreffende plannen verloopt gunstig. Het Departement van Openbare Werken heeft belangrijke beslissingen genomen

l'infrastructure de ces deux régions et les Affaires Economiques interviendront au stade du développement industriel.

Des études régionales ont déjà été entreprises dans le passé et il semble qu'on demande encore à en faire de nouvelles pour les deux régions en question. Des sommes importantes y ont été consacrées. Certaines études sont intéressantes, mais trop souvent, elles sont purement descriptives.

En annexe III figurent les études et enquêtes régionales qui ont été entreprises ou qui sont en cours.

Le total des montants consacrés à ces études ou à leur consacrer s'élève à 5.877.000 francs pour les études antérieures à l'exercice 1959, et à 1 million 950.000 francs pour les études subventionnées pour l'exercice 1959.

3. *Les investissements étrangers en Belgique.*

Depuis la création du « Belgian Industrial Information » à New York, le nombre des entreprises américaines qui se sont installées en Belgique, ou qui se sont associées avec des entreprises belges, marque la progression suivante :

à fin septembre 1956 : 23 entreprises,
à fin septembre 1957 : 56 entreprises,
à fin septembre 1958 : 80 entreprises.

Le marché recherché est essentiellement le Marché Commun. En 1956, il s'agissait surtout d'associations. Actuellement, il y a équilibre entre les associations et les investissements directs.

Le U.S. Department of Commerce évalue à 157 millions de dollars le chiffre cumulé en 1957 des investissements directs, dont 43 millions pour les installations pétrolières.

Le Département estime qu'ils s'élèvent en réalité à 200 millions de dollars, le financement étant souvent assuré par des capitaux venant des « pays-refuges ».

Les mêmes statistiques donnent, pour la Hollande, 213 millions de dollars, dont 119 pour les installations pétrolières.

Les services belges de New York sont entrés en contact avec 1.425 sociétés américaines. Les perspectives sont actuellement meilleures qu'il y a quelques mois. Elles sont fonction du redressement de l'activité industrielle.

II. QUESTIONS ORALES DES COMMISSAIRES ET RÉPONSES DU MINISTRE.

Problèmes charbonniers.

Un commissaire demande que soit établi un tableau comportant une comparaison des salaires et des charges salariales payées en Belgique et dans les autres pays de la Communauté.

inzake de infrastructuur van deze twee gebieden; het Departement van Economische Zaken zal optreden in het stadium van de industriële ontwikkeling.

In het verleden werden reeds gewestelijke studies gemaakt en het schijnt dat er nog nieuwe gevraagd worden voor de twee voornoemde gebieden. Belangrijke sommen werden daaraan besteed. Sommige studies zijn belangwekkend, maar al te dikwijls zijn ze louter beschrijvend.

Bijlage III geeft de lijst van de reeds ondernomen en de nog aan de gang zijnde gewestelijke studies en onderzoeken.

Het totaal bedrag dat aan die studies besteed is of nog besteed moet worden, beloopt 5.877.000 fr. voor de studies van vóór het dienstjaar 1959, en 1.950.000 frank voor de in 1959 gesubsidieerde studies.

3. *Buitenlandse investeringen in België.*

Sedert de oprichting van de « Belgian Industrial Information » te New York, vertoont de vestiging van Amerikaanse ondernemingen in België of de associatie van de ondernemingen met Belgische bedrijven het volgende stijgend verloop :

einde september 1956 : 23 ondernemingen,
einde september 1957 : 56 ondernemingen,
einde september 1958 : 80 ondernemingen.

Het beoogde afzetgebied is hoofdzakelijk de Gemeenschappelijke Markt. In 1956 kwamen vooral associaties tot stand. Tegenwoordig zijn associaties en rechtstreekse investeringen even talrijk.

Het « U.S. Departement of Commerce » schat het globale cijfer van de rechtstreekse investeringen in 1957 op 157 miljoen dollar, waarvan 43 miljoen voor petroleuminstallaties.

Volgens het Departement bedragen zij in werkelijkheid 200 miljoen dollar, aangezien de financiering dikwijls geschiedt door middel van kapitaal die afkomstig zijn uit landen waar deze om veiligheidsredenen een onderkomen gezocht hebben.

Dezelfde statistieken geven, voor Nederland, 213 miljoen dollar, waarvan 119 voor de petroleuminstallaties.

De Belgische diensten in New York zijn in contact getreden met 1.425 Amerikaanse maatschappijen. De vooruitzichten zijn thans beter dan enkele maanden geleden. Ze staan in verband met de heropleving van de industriële activiteit.

II. MONDELINGE VRAGEN VAN DE LEDEN EN ANTWOORDEN VAN DE MINISTER.

Steenkolenproblemen.

Een lid vraagt een vergelijkende tabel van de lonen en de loonlasten, in België en in de overige landen van de Gemeenschap.

Le Ministre communique les informations suivantes :

De Minister geeft de onderstaande inlichtingen :

RENDEMENT PAR POSTE.

A. *Ouvriers du fond*
(Source : Haute Autorité et
Commission Economique pour l'Europe
des Nations Unies).

RENDEMENT PER POST.

A. *Ondergrondse mijnwerkers.*
(bron : Hoge Autoriteit en
Economische Commissie voor Europa
van de Verenigde Naties).

	Année 1957 Jaar 1957	Juin 1958 Juni 1958	Octobre 1958 October 1958
Allemagne R.F. — <i>Duitsland Bondsrepubliek</i>	1.585	1.644	1.654
Sarre. — <i>Saarland</i>	1.800	1.805	1.764
Belgique. — <i>België</i>	1.150	1.167	1.172
France. — <i>Frankrijk</i>	1.683	1.710	1.679
Italie. — <i>Italië</i>	957	—	1.140
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	1.499	1.550	1.526

B. *Ouvriers du fond et de la surface*
(Source : Commission Economique pour l'Europe
des Nations Unies).

B. *Ondergrondse en bovengrondse mijnwerkers*
(bron : Economische Commissie voor Europa van
de Verenigde Naties).

	Année 1957 Jaar 1957	Juin 1958 Juni 1958
Allemagne R.F. — <i>Duitsland Bondsrepubliek</i>	1.222	1.268
Sarre. — <i>Saarland</i>	1.144	1.165
Belgique. — <i>België</i>	838	846
France. — <i>Frankrijk</i>	1.119	1.146
Italie. — <i>Italië</i>	—	—
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	968	985

Montant horaire des dépenses en salaires
et en charges patronales afférentes.
Ensemble des ouvriers du fond et du jour.
a) *En monnaies nationales* (Source : Haute Autorité)

Bedrag per uur van de uitgaven
aan loon en desbetreffende werkgeverslasten.
Ondergrondse en bovengrondse arbeiders samen
a) *In nationale valuta* (bron : Hoge Autoriteit).

PAYS. — LAND	Unité — Eenheid	Dépense salariale directe — Direct loon	Charge patronale afférente — Desbetreffende werkgeverslasten	Dépense totale — Totale uitgaaf
Allemagne R.F. — <i>Duitsland Bondsrepubliek</i> . .	D.M.	2,69	1,76	4,45
Sarre. — <i>Saarland</i>	F.F.	260,23	233,—	493,23
Belgique. — <i>België</i>	F.B.	38,43	18,48	56,91
France. — <i>Frankrijk</i>	F.F.	247,90	255,23	503
Italie. — <i>Italië</i>	L.	163,28	292,70	455,98
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	H.Fl.	2,41	1,83	4,24

b) *Converties en francs belges, d'après les taux de change officiels du 20 janvier 1959.*

b) *Omgerekend in Belgische franken volgens de officiële wisselkoers van 20 januari 1959.*

PAYS. — LANDEN	Dépense salariale directe — Direct loon	Charge patronale afférente — Desbetreffende werkgeverslasten	Dépense totale — Totale uitgaaf
Allemagne R.F. — <i>Duitsland Bondsrepubliek</i>	32,20	21,05	53,25
Sarre. — <i>Saarland</i>	26,50	23,70	50,20
Belgique. — <i>België</i>	38,43	18,48	56,91
France. — <i>Frankrijk</i>	25,30	26,—	51,30
Italie. — <i>Italië</i>	13,10	23,50	36,60
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	32,—	24,20	56,20

Coût effectif horaire de la main-d'oeuvre (fond et surface) dans les mines de houille des pays de la communauté compte tenu du rendement. — Année 1957.

Werkelijke kostprijs per uur aan arbeidsloon (ondergrond en bovengrond) in de steenkolenmijnen van de E.G.K.S.-landen, rekening gehouden met het rendement. — Jaar 1957.

PAYS. — LANDEN	Rendement fond et surface — Rendement ondergrond en bovengrond	Coefficient de rendement Belgique = 1 — Rendementscoëfficiënt België = 1	Montant horaire de la dépense totale de main-d'oeuvre fond et surface convertie en francs belges — Uurbedrag van de totale uitgaaf aan arbeidsloon (ondergrond en bovengrond), omgerekend in Belgische franken	Coût effectif horaire de la main-d'oeuvre compte tenu du rendement — Werkelijke kostprijs per uur aan arbeidsloon, rekening gehouden met het rendement
----------------	--	--	--	--

	I	II	III	III/II
1. Allemagne R.F. — <i>Bondsrepubliek Duitsland</i>	1.222	1,46	53,25	36,47
2. Sarre. — <i>Saarland</i>	1.144	1,37	50,20	36,64
3. Belgique. — <i>België</i>	838	1,—	56,91	56,91
4. France. — <i>Frankrijk</i>	1.119	1,34	51,30	38,28
5. Italie. — <i>Italië</i>	— (1)	—	36,60	—
6. Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	968	1,16	56,20	48,45

(1) Pour l'Italie, on ne possède que le rendement fond. — *Voor Italië is alleen over het rendement ondergrond beschikbaar.* Pour les seuls ouvriers du fond, on aurait pour l'Italie un coefficient de rendement de 0,83. Appliqué au salaire moyen fond-surface, ce coefficient donnerait pour ce pays un coût effectif horaire de 44,10. — *Voor de mijnwerkers van de ondergrond alleen zou, voor Italië, de rendementscoëfficiënt 0,83 bedragen. Toegepast op het gemiddeld loon ondergrond-bovengrond zou deze coëfficiënt voor bedoeld land een werkelijke kostprijs per uur van 44,10 geven.*

Le Ministre attire l'attention du Commissaire sur le manque de comparabilité du rendement global fond et surface qui est influencé par l'importance relative des installations auxiliaires d'un charbonnage, ces installations pouvant dans certains cas comprendre des cimenteries, et d'autres ateliers plus ou moins importants, destinés à pourvoir, à titre principal, mais certainement pas exclusif, aux besoins des charbonnages. C'est le motif pour lequel la Haute Autorité ne publie pas ces données, mais ces renseignements existent dans le Bulletin de Statistiques du charbon pour l'Europe, publié à Genève par la Commission Economique pour l'Europe des Nations-Unies.

La Haute Autorité ne procède pas non plus à une conversion des dépenses salariales en une monnaie commune. Lorsqu'elle est appelée à le faire, elle utilise le taux de change officiel à la date de

De Minister vestigt de aandacht van het lid op de onvergelykbaarheid van het globale rendement ondergronds en bovengronds; dit wordt beïnvloed door de relatieve belangrijkheid van de hulpinstallaties van elke steenkolenmijn, waarbij in sommige gevallen ook cementfabrieken en andere min of meer belangrijke werkplaatsen moeten worden gerekend, die wel hoofdzakelijk maar niet uitsluitend bestemd zijn om in de behoeften van de steenkolenmijnen te voorzien. Daarom maakt de Hoge Autoriteit deze gegevens ook niet bekend. Zij komen echter wel voor in het « Bulletin de Statistiques du charbon pour l'Europe » dat de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties te Genève publiceert.

De Hoge Autoriteit rekent ook de uitgaven aan loon niet om in een gemeenschappelijke munt. Wanneer dit toch moet geschieden, neemt zij als basis de officiële wisselkoers op de dag van de

l'opération. Les conversions ont été faites dans le tableau communiqué à votre Commission sur base des taux moyens du 20 janvier 1959. Il faut noter toutefois que les salaires indiqués sont ceux de 1957, c'est-à-dire d'une année où ces taux étaient différents, notamment pour ce qui concerne la France et la Sarre.

* * *

Un commissaire demande un examen approfondi des différences de salaire existant entre les différents pays participants pour voir si une caisse de compensation ne permettrait pas d'améliorer la situation de l'industrie charbonnière belge vis-à-vis de ses partenaires au Marché Commun.

A cet égard, le Ministre répond que, si les différences entre les pays sont sensibles pour ce qui concerne les dépenses salariales d'une part et pour ce qui concerne les charges patronales à la Sécurité sociale d'autre part, il convient de remarquer que la dépense totale, sauf pour ce qui concerne l'Italie, n'est pas très différente d'un pays à l'autre. La différence de répartition entre les deux composantes du salaire résulte notamment de ce que, dans certains cas, le logement est financé par la charge patronale de la Sécurité sociale qui est plus élevée dans ce cas, alors que dans d'autres pays c'est l'ouvrier qui doit assurer lui-même son logement, et, dans ce cas, c'est la dépense salariale directe qui est plus élevée.

* * *

Plusieurs commissaires attirent l'attention sur le manque d'esprit communautaire dans le Marché Commun charbonnier et notamment sur le fait que l'Italie couvre la presque totalité de ses besoins charbonniers par des importations en provenance de l'extérieur de la Communauté.

Le Ministre répond à cet égard que le Traité de la C.E.C.A. prévoit l'autonomie commerciale des pays participants en son article 71 mais qu'il est extrêmement désirable qu'une meilleure coordination des politiques d'importations soit réalisée à l'échelle de la Communauté. Il ne faut toutefois pas non plus oublier qu'en période de haute conjoncture la situation était inverse et qu'à ce moment chacun des pays menait également une politique indépendante des autres membres de la Communauté pour vendre ou acheter le charbon qu'il produisait ou dont il avait besoin.

* * *

Un Commissaire pose une question relative à l'article du budget prévoyant les subventions à l'industrie charbonnière (art. 20-12) et se demande si cet article permettrait aussi à l'Etat d'intervenir dans les cas de défaillance d'une entreprise charbonnière vis-à-vis de la Société nationale de Crédit à l'Industrie pour le remboursement des crédits accordés en vertu de la Loi du 12 juillet 1955. En effet, l'Etat est garant solidaire de ces crédits et risque de devoir intervenir dans le cas de la défaillance d'un charbonnage.

Il lui est répondu affirmativement.

* * *

berekening. In de aan uw Commissie verstrekte tabel zijn de bedragen berekend tegen de gemiddelde koersen op 20 januari 1959. Er zij echter vermeld dat de opgegeven lonen die zijn van 1957, in welk jaar de koersen uiteenliepen, met name voor Frankrijk en Saarland.

* * *

Een lid vraagt dat een grondig onderzoek zal worden ingesteld naar de loonverschillen in de onderscheidene deelnemende landen, om na te gaan of de positie van de Belgische steenkolenindustriën opzichte van de partnerlanden in de Gemeenschappelijke Markt niet door de instelling van een compensatiekas verbeterd zou kunnen worden.

Hierop antwoordt de Minister dat, hoewel de verschillen van land tot land vrij groot zijn wat betreft de uitgaven aan loon, enerzijds, en de werkgeversbijdragen, de maatschappelijke zekerheid, anderzijds, toch niet over het hoofd mag worden gezien dat de totale uitgaaf, behoudens voor Italië, niet zoveel van land tot land verschilt. De uiteenlopende verdeling van de twee loonbestanddelen is onder meer het gevolg hiervan, dat in sommige gevallen de huisvesting gefinancierd wordt uit de werkgeversbijdrage voor de maatschappelijke zekerheid, welke in dat geval groter is, terwijl in andere landen de werknemer zelf in zijn huisvesting moet voorzien, in welk geval de directe loonlast hoger ligt.

* * *

Verscheidene leden merken op dat de gemeenschapsgeest ontbreekt op de gemeenschappelijke kolenmarkt en dat Italië zijn benodigde steenkool bijna volledig uit landen van buiten de Gemeenschap betreft.

De Minister antwoordt hierop dat artikel 71 van het E.G.K.S.-verdrag in de commerciële autonomie van de deelnemende landen voorziet, maar dat een betere coördinatie van de importpolitiek op het vlak van de Gemeenschap uiterst te wensen is. Men mag echter ook niet vergeten dat de toestand tijdens de hoogconjunctuur andersom lag en dat ieder land toen ook een afzonderlijke politiek voerde om de kolen die het produceerde of nodig had, te verkopen of te kopen.

* * *

Een lid stelt een vraag betreffende het begrotingsartikel waarop toelagen voor de steenkolenrijverheid zijn uitgetrokken (art. 20-12) en vraagt of de Staat, krachtens dit artikel, ook kan bijschieten wanneer een steenkolenbedrijf tegenover de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid in gebreke blijft om de kredieten terug te betalen die het op grond van de wet van 12 juli 1955 heeft gekregen. De Staat is immers hoofdelijk borg voor deze kredieten en loopt het gevaar te moeten bijschieten voor een gebrekeige steenkolenmijn.

Het antwoord op deze vraag luidt bevestigend.

* * *

Un Commissaire pose les questions suivantes :

1^o Le chiffre de 800.000.000 de francs correspond-t-il au montant que le Gouvernement a réellement l'intention de payer effectivement à l'industrie charbonnière ?

2^e Quels ont été les résultats de la dernière réunion du Conseil National des Charbonnages et la position du Ministre devant les informations que l'on a reçues relativement à la conclusion en Allemagne d'une entente entre les producteurs du charbon et ceux du pétrole ? Le Commissaire attire également l'attention sur les mesures de rationalisation entreprises dans la Ruhr et en Grande Bretagne et sur l'apparition en Europe de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie.

3^o En terminant, le Commissaire attire l'attention sur l'importance du chômage dans certaines provinces flamandes (Anvers 56.000, Flandre orientale 58.000) vis-à-vis d'un chômage moindre dans les provinces wallonnes comme le Hainaut (31.000) et la province de Liège (21.000).

Il lui est répondu comme suit :

1^o Que le Gouvernement a mis sur pied un programme d'assainissement progressif et de rationalisation de l'industrie charbonnière et qu'il compte bien mettre ce plan à exécution avec l'aide du Conseil national des Charbonnages. Le Ministre rappelle les antécédents des travaux entrepris par ce dernier :

a) Elaboration par des experts désignés par le Conseil National des Charbonnages d'un rapport d'économistes qui a montré que les prix du charbon belge sont en général trop élevés de 5 à 15 p. c. selon la catégorie.

b) Elaboration d'un rapport de techniciens, basé sur le précédent, qui montre quelle serait la situation de rentabilité et la position concurrentielle des différentes capacités de production de nos charbonnages en fonction de certaines hypothèses, vraisemblables, de baisse des prix.

c) Enfin, on a demandé aux experts d'élaborer un rapport appliquant les principes approuvés dans les deux premiers rapports aux différents bassins charbonniers et le premier bassin examiné par le Conseil a été celui du Borinage. Un rapport d'une majorité d'experts concluait à la nécessité de concentrer l'exploitation sur quatre sièges, plus un siège expérimental, avec une production quotidienne d'environ 8.000 tonnes, alors qu'une minorité des experts se prononçait en faveur du maintien de neuf sièges avec une capacité quotidienne de production d'environ 12.000 tonnes moyennant des investissements importants qui auraient dû encore être faits dans ces neuf sièges. Aucune majorité ne s'est dégagée durant la dernière séance du Conseil National des Charbonnages mais il est vraisemblable qu'une solution pourra être dégagée lors de la prochaine réunion qui devait se tenir tout prochainement.

Een lid stelt de volgende vragen :

1^o Stemt het bedrag van 800.000.000 frank overeen met wat de Regering werkelijk voornemens is aan de steenkolenijverheid te betalen ?

2^o Welke resultaten heeft de laatste vergadering van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen opgeleverd, en wat is het standpunt van de Minister ten opzichte van de inlichtingen betreffende het tot stand komen van een afspraak tussen de Duitse steenkolen- en petroleumproducenten ? Het lid vestigt tevens de aandacht op de rationalisatiemaatregelen die in de Ruhr en in Groot-Brittannië werden genomen, alsook op de nieuwe energiebronnen die in Europa optreden.

3^o Tenslotte vestigt het lid de aandacht op de aanzienlijke werkloosheid in sommige Vlaamse provinciën (Antwerpen : 56.000, Oost-Vlaanderen : 58.000), waartegenover een kleinere werkloosheid staat in de Waalse provinciën zoals Henegouwen (31.000) en Luik (21.000).

Hierop wordt hem geantwoord als volgt :

1^o De Regering heeft een plan met het oog op de geleidelijke sanering en de rationalisatie van de steenkolenmijnen opgesteld en is vastbesloten dit, met de medewerking van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen, ten uitvoer te leggen. De Minister geeft een overzicht van de activiteit van deze Raad :

a) Voorbereiding door deskundigen, aangewezen door de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen, van een verslag van economen, waaruit blijkt dat de prijs van de Belgische steenkolen over 't algemeen, al naar de categorie, van 5 tot 15 % te hoog is;

b) Voorbereiding, aan de hand van het vorige verslag, van een verslag van technici, waaruit blijkt wat de rentabiliteit en het concurrentievermogen van de verschillende productiecapaciteiten zou zijn in zekere — waarschijnlijke — onderstellingen van prijsdaling;

c) Tenslotte is aan de deskundigen gevraagd een verslag voor te bereiden betreffende de toepassing van de uit de twee eerste verslagen aanvaarde beginselen op de verschillende steenkolenbekkens, en het eerste bekken dat de Raad heeft ter hand genomen is dat van de Borinage. Een meerderheid van deskundigen kwam tot het besluit dat de exploitatie in vier zetels en één proefzetel moet worden geconcentreerd, met een dagproductie van circa 8.000 ton, terwijl de minderheid zich uitsprak voor het behoud van 9 zetels met een productiecapaciteit van circa 12.000 ton per dag, nadat evenwel in deze 9 zetels nog belangrijke investeringen zouden zijn gedaan. Op de laatste vergadering van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen kwam geen meerderheid tot stand, maar waarschijnlijk zal op de volgende vergadering, die binnenkort moet worden gehouden, een oplossing gevonden kunnen worden.

2° En ce qui concerne l'entente pétrole-charbon allemand, c'est une question qui intéresse la Haute Autorité et il est difficile au Ministre de se prononcer quant à l'attitude que celle-ci adoptera sur cette question. De même, faudrait-il voir si les articles du Traité de la C.E.E. relatifs aux ententes ne devraient pas être appliqués à ce cartel. Quoiqu'il en soit, le Ministre tient à souligner que, d'après des informations récentes, l'industrie allemande du pétrole s'attend, malgré le cartel, à une augmentation de ses ventes par rapport à 1958, sur base de l'ensemble des contrats conclus avant le 15 décembre 1958 et qui ont pour la plupart une durée supérieure à un an.

3° En ce qui concerne le chômage des autres provinces, le Ministre souligne qu'il est parfaitement conscient des problèmes qui se posent dans les autres secteurs industriels tels que le textile qui touche à la fois certaines régions flamandes et wallonnes ou certains secteurs des fabrications métalliques, et que les mesures destinées à combattre ce chômage font partie de la politique de relance conjoncturelle générale du Gouvernement.

* * *

Un Commissaire estime que le nœud du problème charbonnier est constitué par le prix de revient et de vente trop élevé de nos charbons vis-à-vis des autres pays de la C.E.C.A. et des autres sources d'énergie (mazout). Il faut voir la question charbonnière dans le cadre du problème des différentes sources d'énergie.

D'autre part, si le prix est diminué, le nombre des mines marginales augmentera encore. L'heure du courage est venue. Quelle est la position du Gouvernement ? Veut-il conserver toutes nos possibilités en sources d'énergie pour les périodes de haute conjoncture ? Y a-t-il un plan ? Qu'est-ce que cela coûtera au pays ?

Il est répondu par le Ministre que la C.E.C.A. est un marché compétitif et que l'utilisateur peut s'approvisionner où il veut, et au meilleur prix. Se départir de ce principe de base serait annuler un des principaux avantages que l'on a voulu atteindre en faisant le marché commun du charbon et de l'acier. En outre la discussion de la loi sur le warrantage des stocks a fourni les éléments de la réponse. (1)

* * *

Un Commissaire est effrayé par la situation actuelle (forte diminution des exportations, etc.) Si l'on veut tirer toutes les conclusions qui s'imposent, l'on constate que dans le bassin du Sud, il y a une trentaine de sièges en trop et qu'il faudrait licencier

(1) Voir rapport déjà cité de M. De Winter,

2° De afspraak tussen de Duitse petroleum- en steenkolenproducenten valt binnen de bevoegdheid van de Hoge Autoriteit en de Minister kan zich moeilijk uitspreken over het standpunt dat deze ten opzichte van dit probleem zal innemen. Er zou ook moeten worden nagegaan of de artikelen van het E.E.G. -verdrag, die betrekking hebben op de afspraken, op dat kartel niet toegepast moeten worden. Hoe dan ook, de Minister hecht eraan te onderstrepen dat, volgens recente inlichtingen, de Duitse petroleumindustrie, niettegenstaande het kartel, een hoger verkoopcijfer verwacht dan in 1958 als gevolg van de gezamenlijke contracten die vóór 15 december 1958 waren afgesloten en waarvan de duur meestal langer is dan één jaar.

3° Met betrekking tot de werkloosheid in de overige provinciën zegt de Minister dat hij zich volkomen bewust is van de problemen die in de andere industrietakken rijzen, met name in het textielbedrijf, dat zowel voor sommige Vlaamse als Waalse streken en voor sommige sectoren van de metaalverwerkende nijverheid van belang is, en dat de maatregelen ter bestrijding van deze werkloosheid deel uitmaken van het regeringsbeleid dat op de algemene conjuncturele herleving is gericht.

* * *

Een lid is van oordeel dat, voor het steenkolenvraagstuk, de knoop van de zaak ligt in de te hoge kost- en verkoopprijs van onze steenkolen ten opzichte van de overige E.G.K.S.-landen en van de andere energiebronnen (stookolie). Het steenkolenvraagstuk moet in het kader van het probleem der verschillende energiebronnen gezien worden.

Indien anderzijds de prijs wordt vermindert, zal het aantal marginale mijnen nog toenemen. Thans dient de zaak met moed te worden aangepakt. Welk is het standpunt van de Regering ? Wil zij al onze energiebronnen handhaven voor de tijden van hoogconjunctuur ? Bestaat er een plan ? Wat zal dat aan het land kosten ?

In zijn antwoord merkt de Minister op dat de E.G.K.S. een concurrerende markt is en dat de gebruiker zich kan voorzien waar hij wil, en tegen de voordeligste prijzen. Door van dit grondbeginsel af te wijken, zou men de voornaamste voordelen verliezen die men heeft willen bereiken door de oprichting van de gemeenschappelijke markt voor kolen en staal. Daarenboven heeft de bespreking van de wet op de financiering van de voorraden reeds de gegevens voor een antwoord verschaft (1).

* * *

Een lid verklaart dat de huidige toestand (sterke daling van de uitvoer, enz.) hem vrees inboezemt. Indien wij hieruit alle besluiten willen trekken, dan stellen wij vast dat er in het Zuiderbekken een 30-tal mijnen te veel zijn en dat ongeveer

(1) Zie reeds vermeld verslag van de h. De Winter,

environ 25.000 ouvriers. Qui oserait prendre pareille décision, même si l'on tient compte du fait que 50 p.c. de ces mineurs peuvent être réembauchés ?

Il s'oppose à une réduction de la production. Selon certaines prévisions, notre pays connaîtra en 1975 un déficit d'énergie de l'ordre de 30 p. c. des besoins.

Une diminution des prix n'est pas un facteur déterminant pour l'assainissement.

En ce qui concerne le plan d'action du Gouvernement, ce Commissaire se déclare d'accord avec le financement des stocks, mais s'élève contre l'insuffisance de l'indemnité de chômage. Il regrette que la diminution des importations ne soit pas plus forte. Il demande que le Ministre fasse connaître le montant exact des subsides alloués depuis la fin de la guerre.

Si les subsides sont diminués et la situation économique ne s'améliore pas, il faudra davantage fermer des puits. Sur le plan social, la diminution des subsides aura pour effet que des puits deviendront marginaux, qui sont dans une meilleure situation technique que d'autres qui seront encore rentables. Enfin, il reproche au Ministre d'ignorer le Conseil National des Charbonnages, qui en vertu de la loi a un pouvoir de décision en la matière.

Le Ministre répond au Commissaire qu'il n'est pas question de licencier 25.000 ouvriers, mais que le simple bon sens indique que tout gisement finit par s'épuiser. Il n'est d'ailleurs pas tellement social d'obliger des travailleurs à exercer une activité dans des conditions dangereuses, pénibles, peu hygiéniques, comme l'est très souvent le travail de la mine, et de préférer ce genre de labeur à un autre, plus léger, moins dangereux et moins nocif au point de vue de l'hygiène, comme le sont les activités nouvelles que l'on souhaite développer.

Si l'on parle d'un déficit énergétique de l'ordre de 30 p.c. pour 1975 pour notre pays, il ne faut oublier que ces 30 p. c. pourraient être satisfaits à des conditions beaucoup plus économiques par d'autres sources d'énergie comme le gaz, le pétrole, voire l'énergie nucléaire et que ce n'est pas à n'importe quel prix que ces 30 p. c. devraient être satisfaits. Il faut arriver à un équilibre entre la sécurité d'approvisionnement et le bas prix de l'énergie.

Il convient aussi de ne pas oublier que pour l'ensemble de la Communauté des Six, le charbon ne satisfera à ce moment que moins de 60 p. c. (probablement 50 p. c.) des besoins énergétiques et que, par conséquent, il est relativement indifférent que nos besoins soient satisfaits par ce combustible à raison de 50 ou à raison de 55 p. c., étant donné la marge considérable qui devra être assurée par d'autres sources d'approvisionnement. Notre sécurité d'approvisionnement ne pourra donc, en tout état de cause, être assurée uniquement par le charbon.

En ce qui concerne les subsides alloués à l'industrie charbonnière depuis la fin de la guerre, le Ministre informe le Commissaire que 42 milliards ont été

25.000 arbeiders afgedankt moeten worden. Wie zou zulk een maatregel durven treffen, zelfs indien 50 pct. van deze mijnwerkers elders opnieuw werk kunnen vinden ?

Hij is tegen een beperking van de productie. Volgens sommige vooruitzichten zou het energietekort in ons land in 1975 ongeveer 30 pct. van de behoeften bedragen.

Prijsvermindering is geen doorslaggevende factor voor de sanering.

Wat het actieplan van de Regering betreft, is dit lid het eens met de financiering van de voorraden, maar volgens hem is het bedrag van de werkloosheidsvergoeding onvoldoende. Hij betreurt het dat de invoer niet sterker werd verminderd. Hij vraagt dat de Minister het juiste bedrag van de sinds het einde van de oorlog uitgekeerde toelagen zou bekendmaken.

Indien de toelagen worden verminderd en er geen beterschap komt in de economische toestand, zullen nog meer kolenmijnen gesloten moeten worden. Op het sociale vlak zal de vermindering van de toelagen tot gevolg hebben, dat sommige mijnen marginaal worden hoewel zij technisch beter voldoen dan andere, die nog rendabel zullen zijn. Tenslotte verwijt hij aan de Minister dat bij de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen negeert, die ter zake toch een beslissingsbevoegdheid bezit krachtens de wet.

De Minister antwoordt dat er geen sprake van is 25.000 mijnwerkers te ontslaan, maar dat het gezond verstand ons leert dat elke kolenbedding op de duur uitgeput raakt. Het is ten andere niet zo sociaal om arbeiders te verplichten tot een gevaarlijk, moeilijk, ongezond werk, gelijk zeer dikwijls het geval is in de mijnen, en deze zware arbeid te verkiezen boven lichter, minder gevaarlijk en hygiënisch minder schadelijk werk zoals men er hun wil verschaffen door de ontwikkeling van nieuwe bedrijven.

Wanneer men zegt dat ons land in 1975 een energietekort van 30 pct. zal hebben, mag men niet uit het oog verliezen, dat die 30 pct. veel zuiniger zal kunnen worden aangevuld uit andere energiebronnen, als gas, petroleum en zelfs kernenergie, en dat deze aanvulling niet tegen om het even welke prijs mag geschieden. Tussen een geregelde voorziening en een lage energieprijis moet het evenwicht gezocht worden.

Wij mogen ook niet vergeten dat de steenkool voor de gehele Gemeenschap der Zes op dat ogenblik minder dan 60 pct. (vermoedelijk 50 pct.) van de energiebehoeften zal dekken, en dat het bijgevolg van weinig belang is of onze behoeften ten belope van 50 of 55 pct. door deze brandstof gedekt zullen worden, aangezien zij grotendeels uit andere bronnen verzekerd zullen moeten worden. Onze geregelde voorziening mag dus in geen enkel geval door steenkool alleen worden verzekerd.

Met betrekking tot de toelagen aan de steenkoolindustrie sedert het einde van de oorlog antwoordt de Minister dat een bedrag van 42 miljard

répartis, à raison de 18 milliards comme subsides dits « économiques » et 24 milliards comme subsides dits « à but social ».

Au reproche qui lui est fait de négliger le Conseil National des Charbonnages, le Ministre répond qu'il a l'intention de respecter les dispositions législatives en la matière et que le Conseil sera consulté et interviendra dans tous les projets de réorganisation de nos charbonnages.

Politique générale de l'énergie.

Un commissaire pose une question relative à la politique générale de l'énergie. Il s'inquiète de la taxation éventuelle des huiles lourdes; alors qu'on a encouragé les industriels à se rééquiper en fonction du bas prix de ces dernières, on pénaliserait à présent ceux qui se sont modernisés.

Un autre commissaire aborde le même problème sous l'angle particulier de l'industrie du verre et souligne tout ce qu'une taxation du fuel aurait de néfaste pour la capacité concurrentielle de ce secteur où le fuel s'est révélé un excellent combustible qui permet la fabrication d'un produit de qualité.

Le Ministre répond à cet égard qu'aucune décision n'a été prise en ce qui concerne la taxation éventuelle de ce produit mais qu'il a eu de nombreuses entrevues à ce sujet qui ont révélé des attitudes assez contradictoires entre les différents milieux industriels intéressés. En tout état de cause, rien n'est encore décidé à ce sujet.

* *

Un commissaire déclare qu'il voit la solution du problème charbonnier et du problème de l'énergie dans trois voies :

1^o Le problème de l'électrification.

Le commissaire désire que le Département entreprenne une étude sur les conséquences de l'électrification massive des chemins de fer, des autres moyens de communication et des moteurs industriels.

2^o Il faudrait examiner la valorisation massive du charbon dans les industries chimiques.

3^o Le commissaire estime que les six pays de la C.E.C.A. devraient collaborer davantage en vue de résoudre le problème du charbon. D'après lui, les relations italo-belges devraient être basées sur le principe de la solidarité réciproque.

Le Ministre souligne que l'électrification des chemins de fer est évidemment un problème qui ressort surtout du Ministère des Communications et que des progrès ont été faits dans ce domaine depuis quatre ou cinq ans puisque de nombreuses lignes ont été électrifiées ou sont sur le point de l'être. D'autre part, la valorisation chimique du charbon fait l'objet de toute l'attention du Dépar-

tement, de 18 milliard « économiques » et 24 milliard « sociaux ».

Op het verwijt als zou hij de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen links laten liggen, antwoordt de Minister dat hij de bedoeling heeft de wettelijke bepalingen ten deze te eerbiedigen en dat die instelling geraadpleegd en betrokken zal worden bij alle ontwerpen tot reorganisatie van onze steenkolenmijnen.

Het algemeen energiebeleid.

Een lid stelt een vraag over het algemeen energiebeleid. Hij spreekt zijn bezorgdheid uit over de eventuele belasting op de zware oliën; de lage prijs ervan heeft immers de industriële aangezet hun bedrijf met nieuwe installaties uit te rusten, en nu zouden diegenen die tot modernisering zijn overgegaan, benadeeld worden.

Een ander lid behandelt hetzelfde vraagstuk, maar vanuit het standpunt van de glasindustrie. De belasting op de stookolie, die een uitstekende brandstof is gebleken waarmee kwaliteitsproducten vervaardigd kunnen worden, zou nadelige gevolgen hebben voor het concurrentievermogen van die sector.

De Minister antwoordt dat er geen enkele beslissing is genomen ten aanzien van een eventuele belasting van dat product, maar dat de talrijke besprekingen die daarover zijn gevoerd, de vrij tegenstrijdige houdingen van de betrokken industriële kringen in het licht hebben gesteld. Hoe dan ook, er is tot nog toe niets beslist.

* *

Een lid verklaart dat, voor de oplossing van het steenkoolprobleem en van het energieprobleem drie wegen openstaan :

1^o De electrificering.

Het lid wenst dat het Departement een studie wijdt aan de eventuele gevolgen van een massale electrificering van de spoorwegen, de andere verbindingsmiddelen en de industriële motoren.

2^o De massale valorisatie van de steenkool in de scheikundige industrieën zou onderzocht moeten worden.

3^o Het lid is van oordeel dat de Zes E.G.K.S.-landen nauwer zouden moeten samenwerken met het oog op het oplossen van het steenkoolprobleem. Volgens hem zouden de Italiaans-Belgische betrekkingen op het principe van de wederzijdse solidariteit moeten steunen.

De Minister onderstreept, dat de electrificering van de spoorwegen een probleem is dat vooral tot de bevoegdheid van het Ministerie van Verkeerswezen behoort en dat sinds vier of vijf jaar op dat gebied reeds vorderingen zijn gemaakt, aangezien vele lijnen werden geëlectriceerd of op het punt staan geëlectriceerd te worden. Aan de scheikundige valorisatie van de steenkool wordt door het Depar-

tement. Une usine expérimentale est en voie de construction à Frameries et les travaux qui seront entrepris dans cette usine intéresseront à la fois les charbons des Bassins du Sud et de la Campine dont la valorisation chimique est indispensable. Ces travaux seront suivis de très près par INICHAR. D'autres travaux seront encore entrepris.

* *

Un commissaire attire l'attention sur le fait qu'une politique de l'énergie devrait être définie avec plus de précision. Le statut de l'énergie n'existe toujours pas. Il craint que les accords de la Table Ronde, qui sont conformes aux désirs du Gouvernement, n'entraînent une diminution du pouvoir public du fait du caractère silencieux des observateurs délégués par les administrations publiques, du fait que des régies ne siègent pas aux Comités créés par les accords, du fait de la discrimination tarifaire qui aurait été faite à l'égard des entreprises d'électricité du secteur public, etc. Le commissaire souligne que l'on ignore le prix de revient du kWh. Il indique également, en ce qui concerne le Centre de Mol, que la part prise par les Pouvoirs publics dans la gestion lui paraît insuffisante eu égard au montant versé par ceux-ci. Le commissaire indique également que l'État devrait avoir un droit de regard dans la gestion des centrales nucléaires qui se construisent en ce moment.

Le Ministre ne croit pas que l'autorité des Pouvoirs publics ait été réduite par les constitutions auxquelles a fait allusion le commissaire.

En ce qui concerne les accords de la Table Ronde, les intérêts généraux lui paraissent bien défendus par la présence des utilisateurs industriels et domestiques et par le contrôle des représentants de l'autorité au Comité de Contrôle. Si les régies n'y figurent pas, cela est tout à fait normal car elles ne peuvent pas revendiquer et assumer à la fois les positions de contrôleur en siégeant au Comité de Contrôle et de contrôlé en siégeant au Comité de gestion. C'est à ce dernier organisme qu'elles lui paraissent devoir siéger.

Si le prix de revient du kWh n'est pas communiqué publiquement, il convient de remarquer que dans tous les secteurs de l'économie, cet élément est considéré comme strictement confidentiel. Les réductions auxquelles on a consenti ces dernières années lui paraissent satisfaisantes et indiquent la bonne voie. En outre, un prix de revient moyen pour l'ensemble des entreprises participant au Comité de Gestion est soumis au Comité de contrôle.

En ce qui concerne le Centre de Mol, le Ministre confirme qu'en outre le don fait par l'Union Minière de la première charge d'uranium du premier réacteur (estimée entre 60 et 75 millions de francs), la « Fondation Nucléaire » s'est engagée à participer pour une certaine part dans les frais de fonctionnement annuels du Centre.

Cette part s'est élevée à 36 millions de francs en 1957. Elle atteindra au moins 42,5 millions de francs pour l'exercice 1958 et au moins 45 millions de francs pour l'exercice 1959.

tement de vereiste aandacht besteed. Te Frameries wordt een proeffabriek gebouwd en de activiteit van dit bedrijf zal zowel voor de steenkolen van het zuidelijk bekken van belang zijn als voor die van de Kempen, die scheikundig gevaloriseerd moeten worden. INICHAR zal deze proefneming van zeer nabij volgen. Ook andere werkzaamheden zullen ondernomen worden.

* *

Een lid vestigt de aandacht er op dat het beleid inzake energie duidelijker omschreven zou moeten worden. Er is nog altijd geen statuut voor de energie. Hij vreest dat de Rondetafelovereenkomsten, die met de wensen van de Regering overeenstemmen, het gezag van de openbare besturen zullen verminderen, daar hun waarnemers er het woord niet voeren. De regieën hebben geen zitting in de bij de overeenkomsten ingestelde Comité's, de discriminatie inzake tarieven zou uitvallen ten nadele van de electriciteitsondernemingen van de openbare sector, enz. Het lid wijst er op dat de kostprijs per kWh niet bekend is. Wat het Centrum te Mol betreft, is hij van oordeel dat het aandeel van de openbare besturen bij het beheer ervan onvoldoende is in verhouding tot hun bijdrage. Naar zijn oordeel zou de Staat recht van toezicht moeten hebben op het beheer van de kerncentrales die thans in aanbouw zijn.

De Minister gelooft niet dat het gezag van de openbare macht beknot wordt door de maatregelen waarop het commissielid zinspeelt.

Wat betreft de Rondetafelovereenkomsten heeft men de indruk dat de algemene belangen goed verdedigd worden door de aanwezigheid van de industriële en huishoudelijke verbruikers en door het toezicht van de overheidsvertegenwoordigers in het Controlecomité. Dat de overheidsbedrijven er niet in opgenomen zijn, is volkomen normaal omdat zij niet tegelijk controleur kunnen zijn in het Controlecomité, en gecontroleerde in het Beheerscomité. Zijns inziens moeten zij in dit laatste lichaam zitting hebben.

Weliswaar wordt de kostprijs van het kWh niet openbaar gemaakt, maar in alle sectoren van de economie wordt dit element als strict vertrouwelijk beschouwd. De prijsverminderingen van de jongste jaren lijken hem bevredigend en wijzen de goede weg aan. Bovendien wordt een gemiddelde kostprijs voor de gezamenlijke bedrijven die van het Beheerscomité deel uitmaken, aan het Controlecomité voorgelegd.

Met betrekking tot het centrum te Mol bevestigt de Minister dat, benevens de Union Minière die de eerste uraniumlading voor de eerste reactor heeft geschonken (naar schatting ter waarde van 60 tot 70 miljoen frank), ook de « Kernstichting » zich verbonden heeft een bepaald gedeelte in de jaarlijkse werkingskosten van het Centrum te dragen.

Dit aandeel bedroeg in 1957 36 miljoen frank. Het zal tenminste 42,5 miljoen frank bedragen voor het dienstjaar 1958 en tenminste 45 miljoen frank voor het dienstjaar 1959.

L'Etat intervient pour 175 millions de francs en 1958 et en 1959.

En contrepartie de cette intervention importante, les pouvoirs publics occupent une position importante dans la gestion de Mol :

a) outre le Président et les deux Vice-Présidents, le Conseil d'administration est composé de trois groupes de membres; les membres du principal de ces groupes (12 administrateurs) sont présentés par le Gouvernement (art. 5 du statut); ceux des autres groupes (chacun huit administrateurs) sont présentés respectivement par les organisations professionnelles d'industriels et par les milieux scientifiques de l'enseignement et de la recherche.

Au sein du Bureau, le groupe des membres présentés par le gouvernement dispose de trois mandats sur huit (art. 13).

L'adoption du budget par le Conseil d'administration requiert, outre la majorité simple, la majorité des voix de chacun des trois groupes (art. 20), donc aussi du groupe d'administrateurs présentés par le Gouvernement.

b) Il est pourvu à toute vacance au Conseil d'Administration par les soins du Ministre des Affaires Economiques (art. 7).

c) En cas de dissolution du Centre, l'actif net, meubles et immeubles, sera remis à un établissement public ou à un établissement d'utilité publique poursuivant un but analogue au Centre ou, à défaut, à l'Etat (art. 23).

d) Les subsides que l'Etat accorde au Centre sont attribués moyennant certaines conditions; ils ne peuvent notamment être utilisés qu'à des fins qui rencontrent l'approbation du Ministre des Affaires Economiques, lequel dispose, à cet effet, de divers moyens de contrôle et d'un droit de veto. Le Centre ne peut procéder à aucun emprunt sans l'autorisation du Ministre des Finances.

e) Le Centre apporte son entière collaboration, plus particulièrement en matière technique, à tous les services ministériels intéressés au problème nucléaire.

L'intervention de l'Etat dans la gestion des Centrales nucléaires ne lui paraît nécessaire que dans la mesure où l'Etat est sollicité pour leur construction ou bien pour des raisons de sécurité mais indépendamment de cela, l'énergie électrique d'origine nucléaire ne lui paraît pas à première vue avoir besoin d'un traitement différent de celui qui est appliqué à l'énergie thermique ou hydraulique.

Le Ministre se déclare disposé à remettre à l'examen les projets de statut de l'énergie nucléaire qui avaient été élaborés en partie par son prédécesseur M. Rey.

En ce qui concerne la politique générale de son Département en matière d'énergie, le Ministre souligne qu'il poursuit, ainsi qu'il ressort d'ailleurs de son exposé, un triple but :

— prix de l'énergie le plus bas pour tous les consommateurs;

Het aandeel van de Staat belooft 175 miljoen fr. in 1958 en in 1959.

Als tegenprestatie voor deze belangrijke bijdrage nemen de openbare besturen in het beheer van Mol een ruime plaats in :

a) benevens de voorzitter en de beide ondervoorzitters, is de Raad van beheer samengesteld uit drie groepen van leden; de leden van de belangrijkste groep (12 administrateurs) worden voorgedragen door de regering (art. 5 van het statuut), die van de andere groepen (telkens 8 administrateurs) respectievelijk door de beroepsvereniging van industriëlen en door de mensen uit het wetenschappelijk onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek.

De Groep van de door de Regering voorgedragen leden beschikt in het Bureau over drie van de acht mandaten (art. 13).

Voor de aanneming van de begroting door de Raad van beheer is, naast de gewone meerderheid, de meerderheid van de stemmen in ieder van de drie groepen vereist (art. 20) en dus ook in de groep van de door de Regering voorgedragen administrateurs.

b) In iedere vacante plaats in de Raad van beheer wordt voorzien door de Minister van Economische Zaken (art. 7).

c) In geval van ontbinding van het centrum wordt het netto-actief aan roerende en onroerende goederen overgemaakt aan een openbare instelling van openbaar nut, dat een gelijkaardig doel nastreeft als het Centrum of, bij ontstentenis daarvan, aan de Staat (art. 23).

d) De toelagen van de Staat aan het centrum worden onder bepaalde voorwaarden verleend; zij mogen slechts worden gebruikt voor doeleinden waaraan de Minister van Economische Zaken zijn goedkeuring heeft verleend; deze Minister beschikt daartoe over verschillende controlemiddelen en een vetorecht. Het Centrum kan geen lening opnemen zonder machtiging van de Minister van Financiën.

e) Het Centrum verleent, vooral op technisch gebied, zijn volledige medewerking aan alle ministeriële diensten die bij het vraagstuk van de kernenergie betrokken zijn.

Naar zijn oordeel moet de Staat zich slechts met het beheer van de kerncentrales bemoeien in zoverre hij wordt aangesproken om ze te bouwen of zijn optreden noodzakelijk is om veiligheidsredenen, maar afgezien daarvan moet de elektrische energie opgewekt door kernsplitsing, zijns inziens, niet anders worden behandeld dan die welke door thermische of hydraulische centrales wordt geleverd.

De Minister verklaart zich bereid, de ontwerpen van een statuut voor de kernenergie, die tot op zekere hoogte door zijn ambtsvoorganger, de h. Rey, waren voorbereid, opnieuw in studie te nemen.

In verband met het algemeen energiebeleid van zijn Departement, onderstreept de Minister dat hij, zoals trouwens uit zijn uiteenzetting blijkt, een drievoudig doel nastreeft :

— de laagste prijs voor alle verbruikers;

- sécurité d'approvisionnement;
- maintien de l'économie concurrentielle dans les différents secteurs et pour ceux qui revêtent un caractère de secteur public, contrôle assuré par une coopération volontaire du public et du privé.

Le premier point postule une souplesse d'adaptation à l'usage de nouvelles sources d'énergie, que le Gouvernement s'efforce d'encourager. Le second point exige le maintien en Belgique — et dans la C.E.C.A. —, parfois en contradiction avec le point précédent, d'une capacité de production suffisante pour alimenter nos besoins essentiels; d'autre part, le Gouvernement encouragera à long terme la diversification des sources d'approvisionnement et la conclusion de contrats assurant à nos entreprises productrices l'écoulement régulier de leur production.

Enfin, le Ministre est d'avis que le contrôle des secteurs dits « de service public » n'exige pas l'appropriation par l'Etat de ce secteur; au contraire, le contrôle lui paraît mieux assuré dans le cadre d'accords comme ceux de la Table Ronde.

* *

Un commissaire estime qu'il ne faudra peut-être pas 25 ans avant que le kWh nucléaire soit bon marché. Aujourd'hui son importance n'apparaît pas très considérable, néanmoins le fait que le privé construit des centrales doit nous faire croire que l'énergie nucléaire interviendra à plus ou moins brève échéance sur le marché comme concurrent des combustibles traditionnels.

Le Ministre souligne que le Gouvernement précédent avait cherché à élaborer un statut de l'énergie nucléaire selon certains critères et qu'il ne voit pas d'inconvénient à reprendre cet examen.

* *

Un commissaire attire l'attention du Ministre sur la politique menée par la direction du Centre de Mol au point de vue syndical. Il souhaite également obtenir des informations relatives aux emprunts garantis par l'Etat et à la part apportée par l'initiative privée à la gestion du Centre de Mol.

La réponse est la suivante :

les syndicats socialistes n'ont pas pu présenter de candidats aux élections du Comité de Sécurité et d'Hygiène du Centre de Mol, parce qu'ils n'en avaient pas qui remplissaient les conditions imposées par la loi, notamment les conditions d'ancienneté dans l'entreprise.

Les syndicats chrétiens et les syndicats libéraux comptaient aussi dans leur liste des candidats qui ne remplissaient pas ces conditions.

- zekerheid wat de voorziening betreft;
- handhaving van de mededinging in de verschillende sectoren en contrôle op de sectoren van openbaar nut door vrijwillige samenwerking tussen openbare besturen en private bedrijven.

Wat het eerste punt aangaat, moet naar een soepele aanpassing worden gestreefd van de nieuwe energiebronnen, die de Regering poogt te bevorderen. Ter bereiking van het tweede doel, moet in België — en in de E.G.K.S. —, soms wel in strijd met het eerste punt, een voldoende productievermogen worden gehandhaafd om in onze wezenlijke behoeften te voorzien; aan de andere kant zal de Regering de verscheidenheid van de bevoorradingsbronnen op lange termijn bevorderen, alsook het afsluiten van contracten om onze electriciteitsbedrijven een geregelde afzet van hun productie te waarborgen.

Tenslotte geeft de Minister als zijn oordeel te kennen dat de controle op de sectoren die een zgn. openbare dienst verzorgen, niet eist dat de Staat zich deze sector toeëigent; integendeel, de contrôle schijnt volgens hem beter uitgeoefend te worden in het kader van overeenkomsten zoals de Rondetafelovereenkomst.

* *

Een lid is van oordeel dat het misschien geen 25 jaar meer zal duren, vooraleer het kern-kWh goedkoop leverbaar zal zijn. Tot dusver heeft zij nog geen grote betekenis, maar het feit dat private ondernemingen centrales bouwen moet ons doen inzien dat de kernenergie op min of meer korte termijn als concurrent van de traditionele brandstoffen op de markt zal verschijnen.

De Minister wijst erop dat de vorige regering getracht had, een statuut voor de kernenergie op te stellen volgens bepaalde criteria en dat hij er geen bezwaar tegen heeft dat dit onderzoek hervat wordt.

* *

Een lid vestigt de aandacht van de Minister op de politiek van de directie van het centrum te Mol in syndicaal opzicht. Hij vraagt eveneens inlichtingen over de door de Staat gewaarborgde leningen en over het aandeel van het privaat initiatief bij het beheer van het Centrum te Mol.

Het antwoord luidt als volgt :

De socialistische syndicaten hebben bij de verkiezingen voor het Comité voor veiligheid en hygiëne van het Centrum te Mol geen kandidaten kunnen voorstellen, omdat zij er geen bezaten die aan de wettelijke voorwaarden voldeden, onder meer inzake dienstouderdom bij de ondernemingen.

Ook op de lijsten van de christelijke syndicaten en van de liberale syndicaten kwamen kandidaten voor, die niet aan de eisen voldeden.

Le Centre leur ayant fait savoir qu'il devait rejeter ces candidatures, les syndicats chrétiens et libéraux ont demandé de revoir l'entière du problème. Le Centre a alors consulté l'inspecteur social de la région qui a suggéré une réunion entre lui-même, les délégués des trois syndicats et la direction du Centre.

A la suite de cette réunion, les syndicats chrétiens et libéraux ont retiré de leur liste les candidats qui ne remplissaient pas les conditions requises par la loi.

En ce qui concerne les emprunts, 600 millions de francs ont été empruntés en 1958 avec la garantie de l'Etat :

- 400 millions de francs auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
- 200 millions de francs auprès de la S.N.C.I.

Il est prévu d'emprunter en 1959, 800 millions de francs avec la garantie de l'Etat; 200 millions de francs l'ont déjà été auprès de la S.N.C.I. Le solde le sera auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ainsi qu'auprès d'autres institutions.

Le montant total de ces emprunts (1.400 millions de francs) est destiné au financement des deux réacteurs (BR2 et BR3) actuellement en construction, ainsi que de leurs laboratoires et services annexes.

Politique générale des prix.

Plusieurs commissaires s'intéressent à la politique du Gouvernement en matière des prix.

* *

Un commissaire pose la question de savoir pourquoi on n'est pas encore revenu au régime du prix normal pour le pain et voudrait retourner à la vérité économique dans ce secteur. A cet égard, il souligne que l'on n'a pas libéré ce prix en période de haute conjoncture pour des motifs divers et que maintenant on argumente pour ne pas le libérer alors que l'on se trouve en période de basse conjoncture. Il souligne également que le pain joue certes encore un rôle important dans l'alimentation mais qu'il a perdu à la fois sa position d'aliment principal et sa position de symbole du coût de la vie que rien ne justifie plus aujourd'hui.

Un commissaire pose une question relative aux préavis de grèves dans le secteur de la boulangerie et voudrait savoir quelle est l'attitude du Ministre à cet égard.

Un commissaire estime encore que le marché international du froment est déséquilibré à cause des primes à l'exportation accordées à l'étranger.

Daar het Centrum hun had laten weten dat die kandidaten niet in aanmerking konden komen, hebben de christelijke en liberale syndicaten gevraagd dat het probleem in zijn geheel zou worden herzien. Het Centrum heeft dan de sociale inspecteur van de streek geraadpleegd, die een vergadering tussen hem, de afgevaardigden van de drie syndicaten en de directie van het Centrum heeft voorgesteld.

Als gevolg van die vergadering hebben de christelijke en liberale syndicaten de kandidaten, die niet voldeden aan de wettelijk gestelde voorwaarden, van hun lijst afgevoerd.

Wat de leningen betreft, werden in 1958, 600 miljoen frank onder Staatswaarborg geleend :

- 400 miljoen frank bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;
- 200 miljoen frank bij de N.M.K.N.

Voor 1959 wordt verwacht dat 800 miljoen frank met Staatswaarborg zal worden geleend; 200 miljoen frank werd reeds bij de N.M.K.N. verkregen. Voor het saldo zullen de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en andere instellingen moeten instaan.

Het totaal bedrag van deze leningen (1.400 miljoen frank) is bestemd voor de financiering van de twee thans in aanbouw zijnde reactoren (BR2 en BR3), hun laboratoria en hun diensten.

Algemeen prijsbeleid.

Verscheidene commissieleden stellen belang in het prijsbeleid van de Regering.

* *

Een van hen vraagt waarom voor het brood het stelsel van de normale prijsvorming nog niet opnieuw wordt toegepast; hij is voorstander van de economische waarheid in deze sector. In dit verband wijst hij erop, dat de prijs van het brood om verschillende redenen niet is vrijgegeven in de periode van hoogconjunctuur en dat thans argumenten naar voren worden gebracht tegen de vrijgeving, hoewel wij in een periode van laagconjunctuur leven. Hij onderlijnt eveneens dat het brood nog steeds een belangrijke rol speelt in de voeding, maar dat het zijn hoedanigheid verloren heeft van hoofdbestanddeel van de voeding en van symbool van de levensduurte, wat thans door niets meer gewettigd wordt.

Een andere commissielid wil weten wat de houding van de Minister is in verband met de kennisgeving van staking in de sector van de bakkerijen.

Nog een ander commissielid is van oordeel dat de internationale tarwemarkt uit haar evenwicht gerukt is door de uitvoerpriemies die in het buitenland worden toegekend.

Pour le problème du prix du pain, le Ministre souligne qu'il est fondamentalement d'accord avec ceux qui voudraient voir remettre le prix du pain sous le régime du prix normal. Il souligne pourtant que la chose n'est pas aussi simple qu'il apparaît à première vue et qu'il faut examiner plusieurs éléments. En tout état de cause, les prix actuels seraient difficiles à maintenir ne fût-ce que devant les revendications justifiées en partie des travailleurs et des boulangers. Pour ce qui concerne d'ailleurs les travailleurs, il faudrait que l'ensemble du mouvement syndical se mette d'accord avec le groupement professionnel de la boulangerie, car on ne peut à la fois revendiquer une augmentation salariale d'un côté et s'opposer, de l'autre, à une adaptation des prix qui aurait dû être réalisée déjà depuis un certain temps. Le Gouvernement, avant de prendre une décision, doit considérer un certain nombre de facteurs: le prix de direction du froment, le taux d'incorporation de la récolte indigène, la marge de mouture de la meunerie, la concurrence poussée entre ces dernières entreprises, le niveau des salaires dans la boulangerie, la marge de panification de cette dernière, etc. Dans l'examen de ces différents facteurs, il subsiste notamment deux inconnues qui sont, d'une part, le prix de direction du froment indigène fixé jusqu'à présent à 470 fr. (le froment exotique transporté coûte 375 fr., dans les mêmes conditions), d'autre part, le taux d'incorporation de la récolte de froment indigène qui avait été fixé en 1958 à 70 p. c.

D'autre part, le Ministre souligne que, dans le passé, les subsides en meunerie ont été de l'ordre de 400 à 600 millions par année. Le Gouvernement précédent a décidé de réduire ce subside à 225 millions de francs et le Ministre signale qu'il a décidé de le supprimer. Il n'est d'ailleurs pas certain que le prix de la farine devra nécessairement augmenter car la concurrence que se font les meuneries les amène à vendre la farine à un prix inférieur à celui qui est déclaré officiellement. A ces trois problèmes, viennent se superposer les revendications relatives aux salaires et les revendications relatives à la marge de panification de la boulangerie. En l'absence de certains éléments du problème, le Ministre signale qu'il ne lui paraît pas opportun d'augmenter pour le moment le prix du pain. Il suivra l'évolution de près et estime que, à long terme, une certaine augmentation paraît justifiée, tout en prévoyant que cette augmentation sera certainement résorbée en partie par la concurrence dans ce secteur, par incorporation de froment étranger, par la rationalisation qui pourra éventuellement résorber les tendances haussières résultant de l'augmentation des salaires et de l'éventuelle augmentation de la marge de panification.

* * *

Un commissaire s'étonne que la récente hausse des prix des journaux ait influencé l'indice des prix; avant la hausse on dépensait en effet par semaine $7 \times \text{frs. } 1,75 = \text{frs. } 12,25$, tandis que la dépense actuelle est de $6 \times \text{frs. } 2 = \text{frs. } 12,—$.

Wat het broodprijsprobleem betreft, stemt de Minister er volkomen mede in, de broodprijs opnieuw onder het stelsel van normale prijsvorming te plaatsen. Hij onderlijnt echter, dat de zaak niet zo eenvoudig is als ze op het eerste gezicht blijkt te zijn, en dat verschillende elementen dienen te worden onderzocht. In ieder geval kunnen de huidige prijzen moeilijk gehandhaafd blijven, alleen reeds als gevolg van de, gedeeltelijk verantwoorde eisen van de arbeiders en van de bakkers. Wat overigens de arbeiders betreft, dienen de vakverenigingen overeen te komen met de bedrijfsgroepering van het bakkerijbedrijf, want het is onmogelijk een loonsverhoging te eisen en tegelijk zich te verzetten tegen een aanpassing van de prijzen, die sinds lange tijd reeds verwezenlijkt had moeten zijn. Alvorens de Regering een beslissing kan nemen, moet zij rekening houden met een aantal factoren als de richtprijs van de tarwe, het bijmengingspercentage van de inlandse oogst, het builgehalte van de maalderijen, de scherpe concurrentie tussen deze laatste ondernemingen, de loonschalen en de broodbereidingsmarge in het bakkerijbedrijf, enz. Bij het onderzoek van deze verschillende factoren blijven er vooral twee onbekenden bestaan: enerzijds, de richtprijs van de inlandse tarwe, die thans op 470 frank is vastgesteld (op dezelfde voorwaarden kost de ingevoerde tarwe, vervoer inbegrepen, 375 frank), anderzijds, het bijmengingspercentage van de inlandse tarweoogst, dat in 1958 op 70 pct. was vastgesteld.

Anderzijds merkt de Minister op dat, in het verleden, de jaarlijkse toelagen aan de maalderijen 400 tot 600 miljoen frank beliepen. De vorige Regering heeft besloten deze toelagen tot 225 miljoen frank terug te brengen en thans deelt de Minister mede dat hij besloten heeft ze af te schaffen. Het is helemaal niet zeker dat de meelprijzen zullen moeten worden verhoogd, want de bestaande concurrentie zet de maalderijen aan, het meel onder de officiële prijs te verkopen. Bij deze drie problemen komen dan nog de looneisen en de eisen betreffende de broodbereidingsmarge van het bakkerijbedrijf. De Minister verklaart dat hij nog niet in het bezit is van al de gegevens van het vraagstuk, maar dat een verhoging van de broodprijs hem op dit ogenblik niet wenselijk voorkomt. Hij zal de ontwikkeling van dichtbij volgen en is van mening dat op lange termijn een zekere verhoging kan worden verantwoord, mede in het vooruitzicht dat deze verhoging gedeeltelijk zal worden opgevangen door de concurrentie in deze sector, door bijmenging van ingevoerde tarwe en door rationalisatie, die de stijgende tendenz, voortvloeiend uit de loonsverhogingen en de gebeurlijke verbreding van de broodbereidingsmarge, eventueel zal compenseren.

* * *

Een commissielid verwondert er zich over, dat de recente prijsverhoging van de kranten de prijsindex beïnvloed heeft; vóór de verhoging betaalde men per week $7 \times 1,75 \text{ fr.} = 12,25 \text{ fr.}$, tegenover thans $6 \times 2 \text{ fr.} = 12 \text{ fr.}$

Le Ministre répond que cette question l'avait frappé également au moment où la hausse est intervenue mais il ressort des principes qui sont à la base de l'établissement de l'index qu'il s'agit d'un index, non pas du coût de la vie, mais des prix de détail et, de ce fait, chaque article est représenté par une unité, sans tenir compte de la pondération dans le budget ménager. D'autre part, il ne faut pas oublier que, si le prix des journaux fournis en une semaine a diminué de frs. 0,25, le service rendu a diminué également, ce qui justifie une hausse de l'index.

Problème de l'intégration européenne.

Un commissaire souhaite que l'on examine les problèmes conjoncturels à l'échelle européenne. Il est convaincu de la nécessité de cette collaboration si l'on veut aboutir à un succès final dans les efforts de l'intégration.

Il lui est répondu que le Gouvernement belge estime extrêmement souhaitable également que des contacts supplémentaires soient pris afin de fixer en commun la politique conjoncturelle. Il paraît cependant difficile au Ministre de trouver de nouvelles dates de réunion auxquelles les Ministres des Affaires Economiques et des Finances pourraient se réunir à l'échelle des Six. Il souligne plutôt qu'il est prévu dans le Traité de la C.E.E. que la politique conjoncturelle est considérée comme une question d'intérêt commun et, à cet égard, le Comité monétaire doit jouer un rôle, de même que les exécutifs européens.

* *

Un commissaire souligne la trop grande dispersion des entreprises belges et signale l'ensemble des entreprises produisant des appareils de télévision qui devraient davantage se grouper pour résister à la concurrence qu'elles auront à affronter au sein du Marché Commun. Il estime que le Gouvernement doit jouer son rôle dans ce domaine en favorisant les fusions.

Il lui est répondu que, de l'avis du Ministre, le problème ne se pose probablement pas au niveau des grandes entreprises et que des fusions, des prises de participation ou des associations se négocient ou se réalisent en ce moment. Par contre, le problème lui paraît beaucoup plus aigu pour les petites ou moyennes entreprises où l'individualisme excessif manifesté ces dernières années risque de conduire certaines d'entre elles à des catastrophes. Il est notamment urgent que, dans le textile, des concentrations et fusions se réalisent car à la fois trop de diversité et trop d'éparpillement caractérisent ce secteur, que ce soit en Flandre ou en Wallonie. A cet égard, la loi du 7 août 1953 pourrait être améliorée en vue de favoriser les concentrations d'entreprises.

De Minister merkt in zijn antwoord op, dat ook hij zich die vraag heeft gesteld toen die prijsverhoging zich voordeed, maar dat uit de beginselen die ten grondslag liggen aan de berekening van het indexcijfer, blijkt, dat het hier een indexcijfer betreft van de kleinhandelsprijzen en niet van de levensduurte, en dat daardoor ieder artikel door een eenheid wordt voorgesteld, zonder weging op grond van de belangrijkheid in het huishoudelijk budget. Anderzijds mogen wij niet vergeten dat, indien de prijs van de wekelijkse nummers van een krant met fr. 0,25 verminderd is, er eveneens een vermindering is van de dienst, zodat een verhoging van de index verantwoord is.

Het vraagstuk van de Europese integratie.

Een lid wenst dat de conjunctuurvraagstukken op Europese schaal onderzocht worden. Alleen door onderlinge samenwerking kunnen de inspanningen met het oog op de integratie uiteindelijk met succes bekroond worden.

De Minister antwoordt dat ook de Regering het ten zeerste wenselijk acht dat verdere contacten gelegd zouden worden om gemeenschappelijk de conjunctuurpolitiek te bepalen. Maar het lijkt hem moeilijk nieuwe data te vinden waarop de Ministers van Economische Zaken en van Financiën elkaar in het kader van de Zes zouden kunnen ontmoeten. Hij legt daarbij de nadruk op het feit dat het Verdrag van de Europese Economische Gemeenschap de conjunctuurpolitiek als een aangelegenheid van gemeenschappelijk belang beschouwt en dat het Monetair Comité evenals de Europese executieven ten deze een rol te vervullen hebben.

* *

Een lid wijst er op, dat de Belgische ondernemingen te zeer verspreid zijn en dat, bij voorbeeld, de fabrieken van televisietoestellen hun krachten meer zouden moeten bundelen om het hoofd te bieden aan de concurrentie die zij binnen de Gemeenschappelijke Markt zullen ondervinden. Naar zijn mening moet de Regering hier optreden door de fusies te bevorderen.

Volgens de Minister stelt het vraagstuk zich waarschijnlijk niet op het vlak van de grote ondernemingen, die op dit ogenblik over fusies, deelnamen en associaties onderhandelen of er tot stand brengen. Het probleem is veel acuter voor de kleine en middelgrote ondernemingen, en het overdreven scherpe individualisme dat hier de laatste jaren aan het licht is getreden, zou voor sommige daarvan op een ramp kunnen uitlopen. Zo moet onder meer in het textielbedrijf dringend tot concentraties en fusies worden overgegaan, aangezien de ondernemingen van deze sector, zowel in Vlaanderen als in Wallonië, te zeer verspreid en te verscheiden zijn. In dit verband zou de wet van 7 augustus 1953 kunnen verbeterd worden met het doel de concentratie van ondernemingen in de hand te werken.

Politique régionale.

Plusieurs commissaires soulignent le chômage qui sévit dans certaines régions des Flandres et se demandent s'il ne conviendrait pas de créer de nouvelles régions test en dehors du Hageland et du Borinage.

Le Ministre souligne à cet égard qu'il lui paraît dangereux de pousser le régionalisme à l'extrême dans un petit pays comme la Belgique. Bien entendu, il n'est pas exclu que l'on ne sélectionne pas encore l'une ou l'autre région test à l'avenir, mais le Gouvernement doit aussi avoir une politique générale applicable à l'ensemble du pays et des dispositions de relance conjoncturelle générale, destinées à favoriser les investissements, non pas seulement dans certaines régions mais dans l'ensemble du pays, lui paraissent au moins aussi utiles en vue de résorber le chômage.

* *

Un commissaire souligne que l'on a promis au Borinage d'implanter de nouvelles industries et d'améliorer l'infrastructure. Il craint que les mines marginales ne soient jamais fermées si l'on doit attendre ces travaux et souligne à cet égard qu'à l'étranger l'industrie lourde se déplace vers les côtes en fonction de la nécessité de s'approvisionner en minerai (initiative des Pays-Bas à IJmuiden, des Allemands à Brême et des Français à Dunkerque).

Il lui est répondu qu'il est convenu qu'il ne faut pas attendre l'achèvement de l'infrastructure pour que de nouvelles entreprises viennent s'installer au Borinage. Le Ministre souligne à cet égard que l'on prépare en ce moment l'installation de deux entreprises qui pourraient employer au total entre 1.200 et 1.500 travailleurs. Par conséquent, le problème de la diversification des activités dans le Borinage trouvera peut-être assez rapidement une solution et permettra de fermer les mines les plus marginales.

Recensement linguistique.

Un commissaire a exprimé le vœu que, dans le cadre des recensements économiques prévus pour l'année à venir, on ne pose aucune question relative à la langue véhiculaire des intéressés.

Un autre commissaire souligne au contraire qu'il estime que l'exécution du recensement doit se faire sur les principes qui ont été admis depuis longtemps.

Le Ministre répond qu'il s'agit là essentiellement d'une question gouvernementale et qu'il ne peut pas y répondre uniquement pour le Département des Affaires Economiques.

Questions diverses.

Un commissaire constate que les exportations ont moins diminué que les transactions sur le marché intérieur et se demande si le problème ne consisterait

Gewestelijke politiek.

Verscheidene leden hebben het over de werkloosheid die in sommige Vlaamse gewesten heerst; zij vragen zich af of er geen andere streken tot testgebied moeten worden verklaard, naast het Hageland en de Borinage.

De Minister onderstreept in dit verband dat het gevaarlijk is, in een klein land als het onze, het regionalisme tot het uiterste te drijven. Het is weliswaar niet uitgesloten dat in de toekomst nog het een of andere testgebied wordt uitgekozen, maar de Regering moet ook een algemene politiek voor het gehele land hebben. Voorzieningen met het oog op een algemene conjuncturele herleving, die op het bevorderen van de investeringen niet alleen in bepaalde streken maar over het gehele land gericht zijn, lijken hem ten minste even doelmatig om de werkloosheid te bestrijden.

* *

Een lid wijst er op, dat aan de Borinage de vestiging van nieuwe bedrijven en een verbetering van de infrastructuur werden beloofd. Hij vreest dat de marginale mijnen nooit gesloten zullen worden indien men op die werken moet wachten en zegt in dit verband dat, in het buitenland, de zware industrie zich naar de kusten verplaatst, als gevolg van de noodzakelijkheid om erts aan te voeren (IJmuiden in Nederland, Bremen in Duitsland en Duinkerken in Frankrijk).

Er wordt hem geantwoord dat overeengekomen is dat voor de vestiging van nieuwe bedrijven in de Borinage niet op de voltooiing van de infrastructuur moet worden gewacht. De Minister verklaart dat thans reeds de vestiging wordt voorbereid van twee bedrijven die in totaal aan 1.200 tot 1.500 arbeiders werkgelegenheid zullen bieden. Derhalve zal het probleem van de verscheidenheid van de activiteiten in de Borinage wellicht vrij spoedig een oplossing krijgen, waardoor het mogelijk zal zijn de meest marginale mijnen te sluiten.

Talentelling.

Een lid spreekt de wens uit dat niet naar de voertaal van de betrokkenen zal worden gevraagd in het kader van de economische telling die tegen volgend jaar is voorzien.

Een ander lid is daarentegen van oordeel dat de telling moet worden gehouden volgens de beginselen die sinds lag zijn aangenomen.

De Minister antwoordt dat dit probleem in wezen een regeringsaangelegenheid is en dat hij voor het Departement van Economische Zaken alleen niet kan antwoorden.

Allerlei vragen.

Een lid constateert dat de uitvoer minder gedaald is dan de binnenlandse handel en vraagt zich af of het probleem niet in de eerste plaats kan worden

pas tout spécialement à augmenter le niveau des revenus intérieurs en vue de permettre un accroissement de la consommation interne.

A ce sujet, le Ministre répond qu'en Belgique c'est beaucoup moins la consommation interne qui a diminué que l'investissement et qu'au contraire les ventes des grandes entreprises de distribution ne marquent pas de fléchissement sensible par rapport à 1957. En réalité, ce sont les investissements et peut-être jusqu'à un certain degré les achats de biens de consommation durables qui ont fléchi durant la récession actuelle.

* *

Un commissaire se demande où en est le projet de loi relatif au contrôle des assurances privées et celui de la protection contre les abus de la puissance économique.

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne le problème du contrôle des assurances, cette question est devenue extrêmement complexe. Le projet de loi élaboré sous la précédente législature paraît dépassé du fait de la rationalisation du Marché Commun dans le cadre duquel il faudrait harmoniser les législations nationales. D'autre part, les études que le Département entreprend sont retardées par le fait que les cadres du service des assurances sont diminués à cause du départ de fonctionnaires vers des organisations internationales (le même problème de recrutement se pose pour le service des Etudes).

En ce qui concerne le projet de loi protégeant contre les abus de la puissance économique, le Ministre est d'avis que le dépôt d'un projet est indispensable et urgent. Un avis quasi unanime a été obtenu sur les modalités du nouveau projet de la part du Conseil Central de l'Economie et lors de cette consultation, il n'y a eu de divergences entre les représentants des travailleurs et ceux des employeurs qu'en ce qui concerne la juridiction d'appel. Ce problème devient urgent parce qu'il apparaît que les articles du Traité de Rome portant sur cette question sont déjà d'application en ce moment.

* *

Un commissaire pose des questions relatives aux frais de liquidation de l'Exposition et notamment à la garantie de l'Etat qui a été donnée à l'exploitation de certains motels.

Le Ministre signale que pour ce qui concerne ces derniers, l'ancien Gouvernement avait pris des engagements en vertu desquels la garantie de l'Etat devra probablement jouer pour 190.000.000 de francs. En réponse à une question, le Ministre signale qu'il n'y a pas de frais supplémentaires à prévoir, les propositions de reprise des pavillons par la Belgique ayant été rejetées. En ce qui concerne le coût réel de l'Exposition, le Ministre signale que la Banque Nationale fait actuellement une étude à ce sujet mais que ce travail est encore en cours d'exécution.

* *

opgelost door de nationale inkomsten te verhogen teneinde de binnenlandse consumptie te doen stijgen.

Hierop antwoordt de Minister dat in België niet zozeer de binnenlandse consumptie maar wel de investeringen zijn gedaald, en dat, integendeel, het verkoopcijfer van de grote distributiebedrijven geen aanmerkelijke daling ten opzichte van 1957 te zien geeft. In werkelijkheid zijn het de investeringen en wellicht, tot op een bepaalde hoogte, de aankopen van duurzame consumptiegoederen, die tijdens de huidige recessie achteruit zijn gegaan.

* *

Een lid vraagt hoever het staat met de wetsontwerpen omtrent het toezicht over de private verzekeringsondernemingen en tot bescherming tegen het misbruik van economische machtspositie.

De Minister antwoordt dat het probleem van het toezicht over de verzekeringsondernemingen uiterst ingewikkeld is geworden. Het wetsontwerp dat tijdens de vorige zitting werd voorbereid, schijnt achterhaald te zijn door het tot stand komen van de Gemeenschappelijke Markt, waarin de nationale wetgevingen in overeenstemming zouden moeten worden gebracht. Aan de andere kant hebben de studiën van het Departement vertraging ondergaan als gevolg van de vermindering van de personeelsbezetting van de dienst verzekeringen, waar ambtenaren naar internationale organismen zijn vertrokken (hetzelfde probleem bestaat eveneens in de Studiedienst).

Wat betreft de bescherming tegen misbruik van economische machtspositie is de Minister van oordeel dat een ontwerp onverwijld moet worden ingediend. De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven heeft haast eenstemmig advies uitgebracht over de modaliteiten van het nieuwe ontwerp; bij dit overleg is er tussen de vertegenwoordigers van de werknemers en van de werkgevers slechts een verschillende zienswijze aan de dag getreden met betrekking tot de rechtsmacht in hoger beroep. Er is dringende spoed vereist, omdat de desbetreffende artikelen van het Verdrag van Rome op dit ogenblik, naar het schijnt, reeds van toepassing zijn.

* *

Een lid stelt vragen nopens de kosten van vereffening van de Tentoonstelling en met name nopens de Staatswaarborg die voor de exploitatie van sommige motels werd verleend.

In verband met de motels deelt de Minister mede dat de voormalige Regering verbintenissen had aangegaan, krachtens welke de Staatswaarborg waarschijnlijk 190 miljoen zal moeten dekken. In antwoord op een vraag verklaart de Minister, dat geen nieuwe kosten te verwachten zijn, aangezien de voorstellen om de paviljoenen door België te doen overnemen, afgewezen werden. Verder merkt hij op dat de Nationale Bank een studie voorbereidt over de werkelijke kostprijs van de Tentoonstelling, maar dat zij hiermede nog niet klaargekomen is.

* *

Un Commissaire demande quel a été jusqu'à ce jour le résultat des efforts faits par la Belgique depuis août 1955, en vue de favoriser les investissements étrangers. Il demande également si des affaires ont pu se réaliser, et dans quelles régions du pays, et enfin, si des affaires sont en suspens, quelles régions du pays concernent-elles ?

En réponse à cette question, le Ministre signale que 97 firmes se sont établies en Belgique depuis la guerre, et 46 d'entre elles se sont établies depuis le 1^{er} janvier 1955. Ce chiffre ne comprend pas les sociétés qui se sont établies avant la guerre telles que Esso, General Motors, Ford, etc. Ces dernières ont considérablement développé leur investissements au cours des dernières années. Ces sociétés dont la totalité ou une partie du capital seulement appartient à des Américains, possèdent un ou plusieurs établissements en Belgique.

La majorité des firmes américaines sont localisées dans le triangle délimité par les villes de Bruxelles, Malines et Anvers. Ceci s'explique par le désir de ces sociétés de s'établir à proximité de notre grand port national.

D'autre part, l'état actuel des dossiers en suspens ne nous permet pas de déterminer quelles seront les régions où se fixeront les industries américaines qui ont manifesté le désir de s'établir. Les demandes introduites par les entreprises américaines comportent des questions générales sur la Belgique, et rarement des questions sur des régions déterminées du pays.

De plus, il convient de remarquer que suivant les données du US Department of Commerce, les investissements américains dans l'industrie manufacturière en Belgique se seraient élevés à 89 millions de dollars à fin décembre 1957 sur un total de 156 millions. A titre de comparaison, le total des investissements des Etats-Unis aux Pays-Bas à fin décembre 1957 était de 213 millions de dollars USA dont 44 millions investis dans l'industrie manufacturière.

Cette différence entre le total et la répartition des capitaux investis en Belgique et aux Pays-Bas s'explique par l'importance des investissements des grandes entreprises pétrolières.

De l'examen des chiffres avancés au sujet des Pays-Bas, il semble ressortir que si le nombre d'entreprises manufacturières américaines établies en Belgique est inférieur à celui des Pays-Bas, les investissements réalisés en Belgique sont plus importants que ceux réalisés aux Pays-Bas.

De toute manière, il convient de remarquer qu'en raison de la structure libérale de notre économie, il est difficile de donner une liste complète des firmes américaines établies en Belgique; en effet, les entreprises étrangères qui s'établissent dans notre pays ne sont soumises à aucune autorisation spéciale permettant de les identifier.

Een lid vraagt welke tot dusverre de resultaten zijn van inspanningen die België sinds augustus 1955 gedaan heeft om de buitenlandse investeringen te bevorderen. Hij vraagt of men overeenkomsten heeft kunnen afsluiten, en voor welke streken van het land, en zo er nog onderhandelingen aan de gang zijn, op welke streken van het land zij betrekking hebben.

In antwoord hierop verklaart de Minister dat 97 firma's zich in België hebben gevestigd sinds het einde van de oorlog, waarvan 46 sinds 1 januari 1955. Hierin zijn niet begrepen de vennootschappen die reeds vóór de oorlog in ons land gevestigd waren, zoals Esso, General Motors, Ford, enz. Deze hebben hun investeringen de jongste jaren aanzienlijk verhoogd. Het kapitaal ervan is geheel of gedeeltelijk in handen van Amerikanen en zij bezitten een of meer inrichtingen in België.

De meeste Amerikaanse bedrijven zijn in de driehoek Brussel-Mechelen-Antwerpen gevestigd. De verklaring hiervan is dat deze vennootschappen in de nabijheid van onze grote nationale haven wensen te blijven.

Voorts is het aan de hand van de nog in behandeling zijnde dossiers niet mogelijk te bepalen aan welk landsgedeelte de Amerikaanse bedrijven die zich in ons land wensen te vestigen, de voorkeur zullen geven. De Amerikaanse ondernemingen stellen algemene vragen over België; vragen over bepaalde landsgedeelten komen zelden voor.

Bovendien zouden, einde december 1957, de Amerikaanse investeringen in de fabrieksnijverheid in België, volgens de gegevens van het « U.S. Department of Commerce », 89 miljoen U.S.A.-dollar bedragen, op een totaal van 156 miljoen. Om vergelijkingen mogelijk te maken zij vermeld dat de investeringen van de U.S.A. in Nederland, einde december 1957, 213 miljoen U.S.A.-dollar beliepen, waarvan 44 miljoen in de fabrieksnijverheid.

Het verschil tussen het totale bedrag en de verdeling van de in België en in Nederland geïnvesteerde kapitalen is te verklaren door de omvang van de beleggingen van de grote petroleumbedrijven.

Uit de cijfers voor Nederland blijkt immers dat, hoewel het aantal Amerikaanse fabrieken in België kleiner is dan in Nederland, de investeringen in ons land groter zijn dan in Nederland.

Hierbij mag alleszins niet uit het oog worden verloren dat, als gevolg van de liberale structuur van onze economie, moeilijk een volledige lijst van de in België gevestigde Amerikaanse firma's kan worden verstrekt; de buitenlandse bedrijven die zich in ons land komen vestigen, behoeven geen bijzondere machtiging, waardoor het zou mogelijk zijn ze te identificeren.

Projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie, souscrits en Belgique par les entreprises allemandes d'assurance.

Le Ministre ne voit pas d'inconvénient à ce que soit repris l'examen du problème relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920 par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944.

Votre Commission est d'avis qu'il ne convient pas de lier ce problème à celui du contrôle général des assurances.

Enfin, elle a insisté pour qu'on n'alimente pas en activités nouvelles un organisme qui doit entrer en liquidation.

III. EXAMEN DES ARTICLES.

ART. 20, LITT. 2.

Financement d'une partie des dépenses de l'I.R.S.I.A. au moyen du produit de la taxe de conjoncture.

Votre Commission a été informée du fait qu'il entrerait dans les intentions du Gouvernement de compenser la diminution du crédit consenti en faveur de l'I.R.S.I.A. par un prélèvement d'une somme de 45.000.000 de francs sur le fonds provenant de la taxe de conjoncture.

Un commissaire a fait remarquer à ce propos que la taxe de conjoncture ne devait pas, à l'origine, servir à compenser une réduction de crédit en faveur de la recherche, mais plutôt venir s'ajouter au montant normalement affecté à cette fin.

Cette question fait l'objet d'un examen en liaison avec le Comité Ministériel pour la promotion de la recherche scientifique et nucléaire.

ART. 20-12.

Subventions de 800.000.000 de francs à l'industrie charbonnière.

Plusieurs commissaires ont demandé à recevoir plus de justifications au sujet des subventions à l'industrie charbonnière se montant à 800 millions de francs.

Le Ministre a répondu que ce crédit, prévu pour les besoins de l'exercice 1959, est une autorisation de dépense. Il a été établi en tenant compte des prévisions de dépenses. Celles-ci s'établissent comme suit :

Mines boraines :

nouvelle société	fr. 250.000.000
autres sièges	150.000.000

Wetsontwerp betreffende de uitvoering van de levensverzekeringscontracten in België onderschreven door de Duitse verzekeringsondernemingen.

De Minister heeft geen bezwaar tegen een hervatting van het onderzoek van het vraagstuk betreffende de tenuitvoeringlegging van levensverzekeringscontracten die door Duitse verzekeringsondernemingen in België gesloten werden na 10 april 1920, en die op 4 september 1944 nog aan de gang waren of nog niet geheel afgewikkeld waren.

Uw Commissie is van oordeel dat dit vraagstuk niet moet verbonden worden aan dat van de algemene controle op de verzekeringen.

Tenslotte heeft zij erop aangedrongen dat er geen nieuw werk wordt opgedragen aan een lichaam dat ontbonden moet worden.

III. ARTIKELSGEWIJZE BEHANDELING.

ART. 20, LITT. 2.

Financiering van een gedeelte van de uitgaven van het I.W.O.N.L. uit de opbrengst van de conjunctuurtaks.

De Commissie heeft vernomen dat de Regering van plan is de vermindering van het krediet voor het I.W.O.N.L. te compenseren door een bedrag van 45.000.000 frank af te nemen van de opbrengst van de conjunctuurtaks.

Een lid merkt hierbij op, dat de conjunctuurtaks oorspronkelijk niet mocht dienen om een vermindering van kredieten ten behoeve van het onderzoek te compenseren, doch wel om het normaal daartoe uitgetrokken bedrag te verhogen.

Deze aangelegenheid wordt onderzocht in overleg met het Kernkabinet voor de bevordering van het wetenschappelijk en atoomonderzoek.

ART. 20-12.

Toelage van 800.000.000 frank aan de steenkolen-nijverheid.

Verscheidene leden hebben meer uitleg gevraagd over de toelagen aan de steenkolen-nijverheid, die 800.000.000 frank bedragen.

De Minister antwoordde dat dit krediet ten behoeve van het dienstjaar 1959 een uitgaven-machtiging is. Er is rekening gehouden met de geraamde uitgaven. Deze vallen uiteen als volgt :

Mijnen van de Borinage :

nieuwe maatschappij	fr. 250.000.000
andere zetels.	150.000.000

Autres bassins :

mines marginales du bassin de Liège	90.000.000
bassins de Charleroi et du Centre ..	210.000.000
Financement des stocks	100.000.000
	Fr. 800.000.000

Un reliquat de 1958, transféré au budget de 1959, est maintenu en réserve.

ART. 20, litt. 12.

Montant total des engagements de l'Etat en vue d'assurer la bonne fin des crédits consentis à l'industrie charbonnière.

Répondant à la question d'un Commissaire, le Ministre a donné les informations suivantes sur les crédits consentis aux charbonnages, en application de la loi du 12 juillet 1955, et auxquels il a attaché sa garantie de bonne fin :

1 ^o Garantie pour crédits C.E.C.A. pour constructions Centrales Minières	700.000.000
2 ^o Crédits S.N.C.I. pour Centrales Minières	1.720.000.000
3 ^o Crédits Caisse d'Epargne pour Centrales Minières	160.000.000
8 ^o Crédits S.N.C.I. de rééquipements (prélèvements)	2.780.056.000
5 ^o Avances récupérables pour mines marginales boraines :	
1955 97.844.672 francs.	
1956 107.223.976 francs.	
1957 116.586.430 francs.	
1958 102.191.621 francs.	
(montant provisoire)	
6 ^o Avances récupérables pour charbonnages liégeois	
1958 35.952.495 francs.	
(montant provisoire)	
7 ^o Crédit pour phalanstère (Charbonnage du Hainaut)	3.000.000
Total	5.363.056.000

Ces chiffres concernent les engagements de l'Etat au 31 décembre 1958.

ART. 20, litt. 17.

Interventions de l'Etat en faveur de la Recherche nucléaire.

Un commissaire a demandé à connaître l'ensemble des interventions du Trésor en faveur de la recherche nucléaire.

Andere bekkens :

marginale mijnen van het Luikse bekkens	90.000.000
bekkens van Charleroi en van het Centrum	210.000.000
Financiering van de voorraden	100.000.000
	Fr. 800.000.000

Een restant van 1958 werd overgeschreven op de begroting van 1959 en blijft in de reserve.

ART. 20, litt. 12.

Totaal bedrag van de verbintenissen van de Staat ter verzekering van de goede afloop van de kredieten aan de steenkolenmijnverheid.

In antwoord op een vraag heeft de Minister de volgende inlichtingen verstrekt over de kredieten die aan de kolenmijnen zijn verleend krachtens de wet van 12 juli 1955 en waarvan hij de goede afloop heeft gewaarborgd :

1 ^o Waarborg op E.G.K.S.-kredieten voor de bouw van centrales bij de steenkolenmijnen	700.000.000
2 ^o N.M.K.N.-kredieten voor deze centrales	1.720.000.000
3 ^o Kredieten van de Spaarkas voor deze centrales	160.000.000
4 ^o N.M.K.N.-kredieten voor wederuitrusting (afnemingen);	2.780.056.000
5 ^o Terugvorderbare voorschotten voor de marginale mijnen in de Borinage :	
1955 97.844.672 frank.	
1956 107.223.976 frank.	
1957 116.586.430 frank.	
1958 102.191.621 frank.	
(voorlopig bedrag)	
6 ^o Terugvorderbare voorschotten voor de Luikse steenkolenmijnen :	
1958 35.952.495 frank.	
(voorlopig bedrag)	
7 ^o Krediet voor phalanstère (Charbonnage du Hainaut)	3.000.000
Totaal	5.363.056.000

Dit zijn de bedragen van de Rijksverbintenissen per 31 december 1958.

ART. 20, litt. 17.

Rijksbijdragen ten behoeve van het onderzoek op het gebied van de Kernenergie.

Een lid heeft gevraagd hoeveel de Schatkist in totaal heeft bijgedragen aan het onderzoek op het gebied van de kernenergie.

Les renseignements suivants ont pu être recueillis par le Ministre :

1^o *Budget des Affaires Economiques :*

Cotisation de la Belgique au Centre Européen de la Recherche Nucléaire « C.E.R.N. », à Genève	32.000.000
Intervention de nature forfaitaire dans les dépenses de fonctionnement et d'exploitation du Centre d'Etudes de l'Energie Nucléaire (dit « Centre de Mol »)	175.000.000
Charges incombant à la Belgique en vertu du Traité instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique « Euratom »	50.000.000
Participation de la Belgique dans la formation du capital de la Société Européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés « Eurochemic »	29.000.000

Fr. 286.000.000

2^o *Budget de l'Instruction Publique :*

Subvention à l'Institut Interuniversitaire des sciences nucléaires, en vue de favoriser le développement de la physique nucléaire	15.000.000
---	------------

3^o *Budget des Affaires Etrangères :*

Subvention au profit de l'O.E.C.E. pour les besoins de l'Agence Européenne de l'Energie Nucléaire	11.500.000
Contribution au Budget de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique	2.500.000
Contribution de la Belgique dans les frais de fonctionnement du Syndicat d'Etudes pour le traitement des combustibles irradiés « Eurochemic »	2.750.000

Fr. 16.750.000

En additionnant les interventions prévues aux trois budgets ci-dessus, on arrive au total de 317.750.000 francs.

Il est signalé au surplus que le budget de la Santé Publique comporte également certaines tranches de crédits non déterminées à l'avance, notamment pour l'aide aux Universités dans le domaine médical (étude des radiations nucléaires).

ART. 20, LITT. 20.

Subvention à l'Industrie de la rayonne.

Un commissaire a demandé pourquoi un crédit figure encore au budget de 1959 pour subventionner l'industrie de la rayonne, alors qu'il avait été prévu initialement que cette aide ne porterait que sur une période limitée.

De Minister heeft de volgende inlichtingen kunnen krijgen :

1^o *Begroting van Economische Zaken :*

Bijdrage van België aan het Europees Centrum voor Kernonderzoek (E.C.K.O.), te Genève	32.000.000
Forfaitaire bijdrage in de werkings- en exploitatiekosten van het Studiecentrum voor Kernenergie (genoemd « Centrum te Mol »)	175.000.000
Lasten opgelegd aan België krachtens het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kernenergie « Euratom »	50.000.000
Deelneming van België in de vorming van het kapitaal van de Europese Maatschappij voor de chemische behandeling van bestraalde brandstoffen « Eurochemic »	29.000.000

Fr. 286.000.000

2^o *Begroting van Openbaar Onderwijs :*

Toelage aan het Interuniversitair Instituut voor de kernwetenschappen, ter bevordering van de navorsingen met betrekking tot de kernfysica	15.000.000
--	------------

3^o *Begroting van Buitenlandse Zaken :*

Toelage aan de O.E.E.S. ter voorziening in de behoeften van het Europees Agentschap voor de Kernenergie	11.500.000
Bijdrage in de begroting van het Internationaal Agentschap der Atoomkracht	2.500.000
Deelneming van België in de werkingskosten van het Studiesyndicaat voor de behandeling van bestraalde brandstoffen « Eurochemic »	2.750.000

Fr. 16.750.000

Telt men de op de drie vorengenoemde begrotingen uitgetrokken kredieten samen, dan komt men tot een totaal van 317.750.000 frank.

Op te merken valt bovendien dat ook op de begroting van Volksgezondheid sommige niet vooraf bepaalde kredietgedeelten zijn uitgetrokken, met name voor de hulp aan de Universiteiten op het gebied van de geneeskunde (studie van de atoomstralingen).

ART. 20, LITT. 20.

Toelagen aan de Rayonnenijverheid.

Een commissielid heeft gevraagd waarom op de begroting voor 1959 nog een krediet is uitgetrokken om een toelage te verlenen aan de rayonnenijverheid, daar het oorspronkelijk toch de bedoeling was deze hulp slechts voor een korte tijdspanne te verstrekken.

Il résulte des renseignements fournis par le Ministre que les mesures de protection prises dès 1955 se limitaient initialement au 31 décembre 1956. Le régime de soutien a cependant été maintenu jusqu'ici parce que les mesures qui ont justifié une intervention du Trésor en 1955, subsistent encore en 1959.

Toutefois, conformément à sa politique générale, le Gouvernement est décidé à diminuer progressivement les subventions prévues en faveur de l'industrie de la rayonne.

ART. 20, litt. 21.

Subsides en faveur du peignage de la laine.

Un commissaire a exprimé le vœu que le subside en faveur du peignage de la laine soit encore maintenu pour la première moitié de l'année. Il pourrait aller en diminuant et cesser en juin ou juillet de l'année 1959.

Plusieurs commissaires ont toutefois demandé qu'il soit acté qu'ils ne s'associent pas à cette requête qui va, selon eux, à l'encontre de la politique générale du Gouvernement en matière de subsides.

ART. 24, LITT. 4.

Subventions à l'industrie cinématographique.

Un commissaire a demandé à connaître l'utilisation qui est faite du crédit en faveur de l'industrie cinématographique et les résultats atteints dans ce domaine.

Le Ministre signale que le crédit sollicité de 10 millions sera réparti de la manière suivante :

— primes aux films d'actualité . fr.	2.000.000
— primes aux films de court métrage	3.150.000
— primes aux films de long métrage	4.500.000
— subventions diverses (Cinémathèques — Festival du Film belge à Anvers)	350.000

En ce qui concerne les résultats obtenus, on peut noter qu'en 1947, 46 films ont été reconnus comme étant belges; ce chiffre s'est élevé en 1958 à 47 films, soit 5 long-métrages de fiction, 23 court-métrages de fiction et 19 court-métrages documentaires.

Il faut encore y ajouter la bande d'actualités hebdomadaire Belga-Vox.

Plusieurs commissaires se sont également étonnés des différences qui existent entre la Belgique et les Pays-Bas, dans le domaine de la répartition des recettes entre les distributeurs de films et les exploitants de salles de cinéma.

A ce sujet les précisions suivantes ont été données par le Ministre :

Actuellement, pour les films ordinaires, les distributeurs perçoivent de 30 à 50 p. c. de la recette. Pour les films exceptionnels, la redevance payée

Uit inlichtingen van de Minister blijkt dat de beschermingsmaatregelen die sedert 1955 genomen worden, oorspronkelijk slechts tot 31 december 1956 zouden gelden. De steunverlening is tot op heden gehandhaafd omdat de maatregelen die in 1955 aanleiding gaven tot een bijdrage uit de Schatkist, in 1959 nog steeds bestaan.

In het kader van haar algemeen beleid is de Regering nochtans vastbesloten de toelagen aan de rayonnenijverheid geleidelijk te verminderen.

ART. 20, litt. 21.

Toelage voor het kammen van wol.

Een commissielid heeft de wens geuit dat de toelage voor het kammen van wol in het eerste halfjaar gehandhaafd moge blijven. Zij zou geleidelijk verminderd kunnen worden en in juni of juli 1959 geheel vervallen.

Verscheidene commissieleden willen evenwel geacteerd zien dat zij zich bij dit verzoek niet aansluiten omdat het, naar hun oordeel, in strijd is met het algemeen regeringsbeleid op het stuk van subsidiëring.

ART. 24, LITT. 4.

Toelage aan de cinematografische nijverheid.

Een lid vroeg hoe het krediet ten voordele van de cinematografische nijverheid werd gebruikt en welke resultaten op dit gebied zijn bereikt.

De Minister deelt mede dat het gevraagde krediet van 10 miljoen als volgt zal worden verdeeld :

— premiën voor actualiteitsfilms. fr.	2.000.000
— premiën voor korte films . . .	3.150.000
— premiën voor lange films . . .	4.500.000
— allerlei toelagen (Cinematheken — Festival van de Belgische film te Antwerpen)	350.000

Wat de verkregen resultaten betreft, kan worden aangestipt dat, in 1947, 46 films als Belgisch werden erkend; in 1958 waren er 47, nl. 5 lange speelfilms, 23 korte speelfilms en 19 korte documentaire films.

Verder is er ook nog de wekelijkse actualiteitsfilm van Belgavox.

Verscheidene leden waren verwonderd over het verschil dat er in België en Nederland bestaat op het gebied van de verdeling der ontvangsten tussen de filmverdelers en de bioscoopexploitanten.

Hierover verstrekt de Minister de volgende bijzonderheden :

Op dit ogenblik ontvangen de verdelers 30 tot 50 pct. van de ontvangsten voor de gewone films. Voor de buitengewone films schommelt de aan de

aux distributeurs va d'un minimum de 30 p. c. à un maximum de 60 p. c. Pour les salles de première vision, le pourcentage est de 40 p. c. de la recette minimum vitale et de 60 p. c. sur la recette supplémentaire.

Enfin, pour les films dits « super long-métrages », la part du distributeur va de 30 à 70 p. c. de la recette.

Aux Pays-Bas, la répartition des recettes est moins favorable pour les distributeurs, ceux-ci ne recevant généralement que 35 p. c. au maximum. Dans certains cas ce pourcentage peut toutefois être dépassé.

Les différences qui se constatent entre les Pays-Bas et la Belgique proviennent essentiellement du fait que les exploitants de salles de cinéma sont fortement groupés aux Pays-Bas et ont ainsi mieux la possibilité d'imposer leurs conditions aux distributeurs de films.

ART. 24, litt. 7.

Subvention au Comité National Belge de l'Eclairage.

Un commissaire s'est demandé quelle était la justification du crédit prévu en faveur du Comité National Belge de l'Eclairage.

A ce propos, le Ministre signale que les résultats de l'activité de ce Comité sont utilisés par plusieurs départements ministériels pour les études conduisant à la rationalisation de l'éclairage et pour des travaux en matière de photométrie.

Le service essentiellement intéressé à cette activité est celui de la Métrologie, qui traite notamment les questions de normalisation. A cet égard, il est à remarquer que l'Institut Belge de Normalisation, organisme d'intérêt public sous la tutelle du Ministre des Affaires Economiques, contribue également au financement des dépenses du Comité en question.

ART. 24-17.

Etablissement de la carte géologique.

Certains commissaires se sont intéressés à cette question et ont demandé où on en était quant à la carte géologique et à celle de la valeur du sol.

Il résulte des renseignements fournis par le Ministre que le Service Géologique de Belgique s'occupe activement de l'élaboration de la carte géologique. Cette carte comporte 225 planchettes, dont 12 ont été publiées.

L'ensemble constitue cependant un travail de très longue haleine.

Quant à la carte de la valeur du sol ou carte pédologique, subventionnée par l'I.R.S.I.A., il y a environ 425 planchettes dont 60 ont été publiées et 33 sont à l'impression. La durée du travail est estimée à 10 ans environ.

verdelers uitgekeerde vergoeding tussen minimum 30 pct. en maximum 60 pct. Voor de zalen waar de films in eerste visie worden vertoond, bedraagt het percentage 40 pct. van de ontvangsten die als een levensminimum worden beschouwd en 60 pct. van de bijkomende ontvangsten.

Wat de zgn. superlange speelfilms betreft, krijgt de verdeler 30 à 70 pct. van de ontvangsten.

In Nederland is de verdeling van de ontvangsten minder gunstig voor de verdelers, die doorgaans ten hoogste 35 pct. ontvangen. In bepaalde gevallen kan dit percentage evenwel worden overschreden.

Dit verschil tussen de toestand in Nederland en in België is hoofdzakelijk te wijten aan het feit dat de exploitanten van cinemazalen in Nederland stevig gegroepeerd zijn en dus gemakkelijker hun voorwaarden aan de filmverdelers kunnen opleggen.

ART. 24, litt. 7.

Toelage aan het Belgisch Nationaal Comité voor de Verlichting.

Een lid vraagt zich af hoe het krediet ten behoeve van het Belgisch Nationaal Comité voor de Verlichting wordt verantwoord.

De Minister deelt mede dat de resultaten van dit Comité door verscheidene ministeriële departementen worden gebruikt voor studiën met het oog op de rationalisering van de verlichting en voor fotometrische werkzaamheden.

De dienst die daarbij in de eerste plaats belang heeft is het IJkwezen, dat onder meer de normalisatievraagstukken behandelt. In dit verband zij opgemerkt dat ook het Belgisch Instituut voor Normalisatie, een instelling van openbaar nut onder het toezicht van de Minister van Economische Zaken, bijdraagt in de financiering van de uitgaven van bedoeld Comité.

ART. 24, litt. 17.

Opmaken van een aardkundige kaart.

Sommige leden vonden belangstelling voor dit vraagstuk en vroegen hoever het staat met de aardkundige kaart en de kaart van de waarde van de grond.

Uit het antwoord van de Minister blijkt dat de Geologische Dienst van België actief bezig is met de voorbereiding van de aardkundige kaart. Deze kaart omvat 225 planchetten, waarvan er 12 gepubliceerd zijn.

Alles samen is dit evenwel een werk van lange duur.

Voor de kaart van de waarde van de grond of pedologische kaart, waarvoor het I.W.O.N.L. toelagen verleent, zijn ongeveer 425 planchetten nodig, waarvan er reeds 60 gepubliceerd en 33 ter perse zijn. Naar schatting zal dit werk ongeveer tien jaren in beslag nemen.

ART. 29.

Manifestations organisées dans la Flandre Occidentale à l'occasion de l'Exposition de Bruxelles en 1958.

Un commissaire a signalé que les manifestations dont il s'agit devaient être financées dans les limites d'un programme approuvé par le Ministre et que les dépenses devaient être effectuées par des A.S.B.L. créées à cette fin. Ce commissaire a ajouté que ces prescriptions n'avaient pas été respectées dans la Flandre occidentale et que, notamment, l'organisme qui s'est occupé de ces manifestations était une A.S.B.L. existante.

En réponse à cette remarque, le Ministre communique ce qui suit :

Les subventions pour des manifestations culturelles dans les provinces à l'occasion de l'Exposition de 1958 ont été organisées sous l'égide d'un Comité présidé par le Gouverneur de la Province d'Anvers. Le programme de ces manifestations a été élaboré par ce Comité et approuvé par le Ministre. Des avances successives ont été accordées aux Provinces sur le vu d'un programme également approuvé par le Ministre.

En ce qui concerne plus particulièrement la Flandre Occidentale, l'organisme bénéficiaire est « Westtoerisme » à Bruges, qui a bénéficié de subventions s'élevant au total à 11.980.084 francs.

Il est exact qu'il n'a pas été créé une A.S.B.L. aux fins d'organiser les manifestations dont il s'agit. La raison en est qu'il n'y avait aucune obligation d'en créer, la loi budgétaire stipulant que les dépenses à résulter de ces manifestations « peuvent » être effectuées par les dites A.S.B.L. Or, il existait déjà une fédération provinciale du Tourisme, l'A.S.B.L. « Westtoerisme » précitée. C'est pourquoi il a été admis, d'accord avec les délégués ministériels compétents, qu'il n'y avait pas lieu d'en constituer une nouvelle.

ART. 10 du projet de loi.

Fonds de roulement de l'Office de Récupération Economique (O.R.E.).

Des commissaires ont fait des remarques concernant le poste relatif au fonds de roulement de l'Office de Récupération Economique.

Le Ministre a fourni à cet égard les renseignements suivants :

Il est à observer qu'il ne s'agit pas de demander un crédit budgétaire de 50 millions au profit de l'O.R.E., mais bien d'autoriser cet organisme à affecter cette somme, obtenue en 1946 pour les besoins de la récupération en Allemagne, aux opérations de nature commerciale en général, dont l'exécution est confiée à l'O.R.E. en vertu des dispositions légales qui régissent son activité.

ART. 29.

Manifestaties in West-Vlaanderen ingericht ter gelegenheid van de Wereldtentoonstelling van Brussel in 1958.

Een lid herinnerde eraan dat de manifestaties waarvan sprake dienden gefinancierd te worden binnen de grenzen van een door de Minister goedgekeurd programma en dat de uitgaven gedaan moesten worden door voor dat doel opgerichte V.Z.W. Verder verklaarde hij dat die voorschriften in West-Vlaanderen niet nageleefd werden, en dat o. m. het lichaam dat zich hiermede heeft ingelaten, een reeds bestaande V.Z.W. was.

In antwoord op deze opmerking, deelt de Minister het volgende mede :

De toelagen voor de culturele manifestaties in de provincies op touw gezet ter gelegenheid van de Tentoonstelling 1958, werden verdeeld onder de bescherming van een Comité, voorgezeten door de Gouverneur van de provincie Antwerpen. Het programma van deze manifestaties werd door het Comité opgemaakt en door de Minister goedgekeurd. Opeenvolgende voorschotten werden aan de provincies verleend op grond van een programma dat eveneens door de Minister was goedgekeurd.

Wat inzonderheid West-Vlaanderen betreft, gingen de toelagen, voor een totaal bedrag van 11 miljoen 980.084 frank, naar « Westtoerisme ».

Het is juist dat er geen V.Z.W. werd gesticht om de manifestaties waarvan sprake te organiseren. Er moest trouwens geen opgericht worden, aangezien de begrotingswet bepaalde dat de uitgaven voor die manifestaties gedaan « kunnen » worden door gezegde verenigingen zonder winstoogmerk. Daar er reeds een provinciale vereniging voor het toerisme bestond, nl. de V.Z.W. « Westtoerisme », werd met de bevoegde ministeriële afgevaardigden overeengekomen dat er geen reden was om een nieuw lichaam in het leven te roepen.

ART. 10 van het wetsontwerp.

Werkkapitaal van de Dienst voor Economische Recuperatie (D.E.R.).

Sommige leden hebben opmerkingen gemaakt bij het artikel betreffende het werkkapitaal van de Dienst voor Economische Recuperatie.

De Minister heeft hierover de volgende inlichtingen verstrekt :

Er valt op te merken dat voor de D.E.R. geen begrotingskrediet van 50 miljoen wordt gevraagd, maar wel de bevoegdheid om dit bedrag, dat in 1946 werd toegekend om te voorzien in de behoeften van de recuperatieverrichtingen in Duitsland, aan te wenden voor verrichtingen van commerciële aard in het algemeen, waarvan de uitvoering aan de D.E.R. werd toevertrouwd krachtens de wettelijke beschikkingen die zijn activiteit regelen.

Depuis 1946, le Ministre a confié successivement à l'O.R.E. dans le cadre du statut de cet Office, des tâches qui s'écartaient de plus en plus de celle de la récupération économique (avances aux charbonnages, soutien de l'industrie de la laine, de la préparation du lin, opérations commerciales avec la Turquie et l'Allemagne de l'Est et warrants charbonniers notamment).

Ces opérations, qui portent sur un mouvement de fonds considérable, ont nécessité le maintien d'un fonds de roulement adéquat. Elles n'auraient pu être menées à bien par le Ministère des Affaires Economiques, qui ne dispose ni du personnel, ni de l'organisation nécessaires à cette fin.

Il n'entre pas dans les intentions du Ministre de prolonger la vie d'un organisme qui ne répondrait plus aux intérêts de l'économie nationale.

A cet égard, le Ministre signale d'ailleurs qu'un nouveau projet de statut de l'O.R.E. est soumis aux délibérations du Conseil des Ministres.

ART. 11 du projet de loi.

Budget de la Régie des Services Frigorifiques de l'Etat.

Certains commissaires se sont plaints du retard apporté au vote de ce budget, arguant notamment de ce qu'il était assez vain de s'occuper de ce vote, puisque si ce dernier n'est pas acquis le 1^{er} janvier, le budget est admis d'office.

Le Ministre désire à ce sujet faire la mise au point suivante.

L'article 3, § 1^{er} de la loi du 16 mars 1954, sur le contrôle de certains organismes d'intérêts public prévoit que le budget des organismes rangés dans la catégorie où se trouve REFRIBEL sont approuvés par les Chambres. Cette approbation est seulement acquise par le vote des dispositions qui les concernent dans la loi fixant le budget du Ministère dont l'organisme relève.

L'article 4 de cette même loi précise simplement que le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au Budget des organismes de la catégorie où est rangée REFRIBEL, à moins qu'il s'agisse de dépenses d'un principe nouveau, non autorisées par le Budget de l'année précédente.

* *

Le projet de loi a été adopté par 11 voix contre 5.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité

Le Rapporteur,
P. WARNANT.

Le Président,
A. DE BLOCK.

Sedert 1946 heeft de Minister aan de D.E.R., in het raam van zijn statuut, achtereenvolgens taken toevertrouwd die steeds in losser verband met de economische recuperatie kwamen te staan (voorschotten aan de steenkolenmijnen, steun aan de vlasindustrie, aan de vlasbereiding, handelsverrichtingen met Turkije en Oost-Duitsland, steenkolenwarrants, enz.).

Met deze verrichtingen zijn aanzienlijke bedragen gemoeid, zodat het noodzakelijk was een aangepast werkkapitaal te handhaven. Het Ministerie van Economische Zaken had die verrichtingen zelf niet tot een goed einde kunnen brengen omdat het daartoe niet over het personeel of de organisatie beschikt.

Het ligt niet in de bedoeling van de Minister een organisme, dat voor de nationale economie geen nut meer zou opleveren, langer in leven te houden.

In dit verband deelt de Minister trouwens mede dat een nieuw ontwerp van statuut voor de D.E.R. aan de Ministerraad is voorgelegd.

ART. 11 van het wetsontwerp.

Begroting van de Regie van de Rijkskoel- en Vriesdiensten.

Sommige leden hebben geklaagd over de vertraging waarmede deze begroting wordt gehandeld want, naar hun zeggen, is de goedstemming ervan vrij nutteloos, aangezien de begroting ambtshalve is aangenomen indien de stemming niet vóór 1 januari heeft plaatsgehad.

De Minister wenst in dit verband de volgende rechtzetting te geven.

Artikel 3, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut bepaalt dat de begroting van de organismen die tot de categorie van de Rijkskoel- en Vriesdiensten behoren, door de Kamers worden goedgekeurd. Deze goedkeuring geschiedt eerst door de aanneming van de desbetreffende bepalingen in de wet tot vaststelling van de begroting van het Departement waarvan het lichaam afhangt.

Artikel 4 van die wet bepaalt alleen dat, indien op de eerste dag van het begrotingsjaar geen goedkeuring is gegeven, zulks niet de aanwending van de kredieten belet die uitgetrokken zijn op het ontwerp van begroting der organismen van de categorie waartoe de Rijkskoel- en vriesdiensten behoren, tenzij het principieel nieuwe uitgaven betreft waartoe geen machtiging is verleend bij de begroting van het vorig jaar.

* *

Het wetsontwerp is met 11 tegen 5 stemmen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
P. WARNANT.

De Voorzitter,
A. DE BLOCK.

ANNEXE I

I. — ORGANISMES ACTIFS DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE.

La présente note donne un aperçu général de l'activité des divers organismes s'occupant en Belgique, de l'étude et du développement de l'énergie nucléaire.

I. - Participation technique de l'Etat et de l'industrie privée.**1. Commissariat général à l'énergie atomique.**

Par l'arrêté royal du 31 décembre 1950, a été créé en Belgique, un Commissariat à l'énergie atomique, dans le but :

1^o de suivre les recherches et les réalisations en matière nucléaire, tant en Belgique qu'à l'étranger et de faire participer la Belgique à tous les progrès dans ce domaine;

2^o de coordonner toutes les activités relatives à l'énergie nucléaire;

3^o de promouvoir les initiatives propres à favoriser les intérêts de la Belgique dans le domaine nucléaire (notamment en ce qui concerne la recherche et l'exploitation de minerais radioactifs, l'utilisation des connaissances nucléaires et leur application en temps de guerre comme en temps de paix);

4^o de mener avec les organismes étrangers s'occupant de l'énergie nucléaire, toutes négociations dont il serait chargé par le Ministre des Affaires Etrangères.

2. « Service d'application nucléaire du Ministère des Affaires Economiques. »

Créé par arrêté royal du 30 août 1957, le Service d'application nucléaire dépend de la Direction Générale de l'Industrie et du Commerce du Ministère des Affaires Economiques. Il est chargé de promouvoir, de coordonner et de contrôler les activités nucléaires dans le pays.

3. Commission Nationale pour l'étude de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Une Commission consultative a été constituée par un arrêté royal du 7 janvier 1956, auprès du Ministère des Affaires Economiques; elle est présidée par le Ministre et comprend des personnalités représentatives des industries nucléaires, de l'électricité, des milieux universitaires et des représentants des Départements ministériels intéressés.

BIJLAGE I

I. — ORGANEN WERKZAAM OP HET GEBIED VAN DE KERNENERGIE.

Deze nota geeft een algemeen beeld van de werkzaamheden van de verschillende organen, die zich in België bezig houden met de bestudering en de ontwikkeling van de kernenergie.

I. - Technische deelneming van de Staat en van de private sector.**1. Commissariaat-generaal voor de atoomenergie.**

Bij koninklijk besluit van 31 december 1950 werd in België een Commissariaat voor de atoomenergie opgericht, met het doel :

1^o de opzoekingen en de bereikte resultaten inzake kernenergie, zowel in België als in het buitenland, te volgen en ons land deel te laten hebben in de gemaakte vorderingen op dit gebied;

2^o te zorgen voor de coördinatie van alle werkzaamheden in verband met kernenergie;

3^o de initiatieven te bevorderen die de Belgische belangen op het gebied van de kernenergie kunnen dienen, inzonderheid wat betreft de opsporing en de exploitatie van radioactieve ertsen, de aanwending van kernkennis en de toepassing ervan zowel in oorlogs- als in vreedstijd;

4^o met de buitenlandse organen die zich met kernenergie bezighouden alle onderhandelingen te voeren waarmede het door onze Minister van Buitenlandse Zaken mocht worden belast.

2. Dienst « Toepassingen der Kernenergie » van het Ministerie van Economische Zaken.

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 1957 opgericht, hangt de Dienst « Toepassingen der Kernenergie » af van de Algemene Directie van Handel en Nijverheid van het Ministerie van Economische Zaken. Hij heeft tot taak de werkzaamheden betreffende de kernenergie in ons land te bevorderen, te coördineren en er toezicht op te houden.

3. Nationale Commissie voor de Studie van het Vredelievend gebruik der Kernenergie.

Bij koninklijk besluit van 7 januari 1956 werd bij het Ministerie van Economische Zaken een Commissie van advies ingesteld onder voorzitterschap van de Minister. Zij bestaat uit representatieve personen uit de kernsplijtings- en electriciteitsbedrijven, de universitaire kringen en uit afgevaardigden van de betrokken ministeriële Departementen.

Cette Commission a pour but de donner au Gouvernement des avis autorisés sur :

- 1^o l'organisation de la recherche scientifique appliquée en matière nucléaire;
- 2^o la promotion de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire;
- 3^o la collaboration internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

4. *L'Institut inter-universitaire des sciences nucléaires.*

Le Fonds National de la Recherche scientifique a créé en 1947, un Institut inter-universitaire de physique nucléaire, dont le but était de coordonner dans ce secteur les recherches effectuées par les quatre universités belges, l'Ecole Royale Militaire et la Faculté Polytechnique de Mons.

Le développement des sciences nucléaires a conduit à une nouvelle délimitation des activités de cet Institut au moment où était mis sur pied le Centre d'Etudes pour les Applications de l'énergie nucléaire (voir 5). Par arrêté royal du 6 septembre 1951, l'Institut inter-universitaire de physique nucléaire prit la forme d'une fondation d'utilité publique, avec personnalité civile, sous le nom d'Institut inter-universitaire des sciences nucléaires.

Statutairement, l'objet de cet organisme est de « susciter, promouvoir et coordonner en Belgique et au Congo Belge, au sein des établissements belges de haut enseignement et de recherche, les études et recherches scientifiques relevant des sciences nucléaires, à l'exclusion des applications ».

5. *Le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire (C.E.N.).*

Après consultation des instances gouvernementales et des représentants de l'industrie privée, fut créée une A.S.B.L. dénommée « Centre d'Etude pour les applications de l'énergie nucléaire ». D'après les statuts (parus au *Moniteur belge* du 19 avril 1952) l'Association avait pour objet « de faire toutes recherches relatives aux applications de l'énergie nucléaire, de promouvoir et d'encourager par tous les moyens, pareilles recherches ».

Le 26 juin 1958, cette Association fut définitivement liquidée.

« Le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire » fut entretemps créé le 29 mai 1957; sa fondation fut approuvée par arrêté royal du 23 juillet 1957. Il remplace le Centre d'Etude pour les applications de l'énergie nucléaire, après en avoir repris toutes les activités, le programme et le personnel (il s'agit en fait d'une modification de statuts pour en rendre plus officiel le fonctionnement et faciliter le financement mixte par l'Etat et par l'industrie privée).

De Commissie heeft tot taak de Regering van advies te dienen inzake :

- 1^o de inrichting van het toegepast wetenschappelijk onderzoek der kernenergie;
- 2^o de bevordering van het industrieel gebruik der kernenergie;
- 3^o de internationale samenwerking met het oog op het vredelievend gebruik der kernenergie.

4. *Interuniversitair Instituut der Kernwetenschappen.*

Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek heeft in 1947 een Interuniversitair Instituut voor kernphysica opgericht, dat tot doel had de op dit gebied door de vier Belgische universiteiten, de Koninklijke Militaire School en de polytechnische Faculteit van Bergen gedane opzoekingen te ordenen.

De ontwikkeling van de kernwetenschappen heeft tot een nieuwe omlijning van de werkzaamheden van dit Instituut geleid op het ogenblik dat het Studiecentrum voor de Toepassingen van de Kernenergie werd opgericht (zie 5). Bij koninklijk besluit van 6 september 1951 nam het Interuniversitair Instituut voor Kernphysica de vorm aan van een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid, onder de benaming van Interuniversitair Instituut der Kernwetenschappen.

Overeenkomstig de statuten, heeft deze inrichting tot doel : « de wetenschappelijke studies en navorsingen die verband houden met de kernwetenschappen, met uitzondering van de toepassingen, in België en in Belgisch-Congo, in de schoot der Belgische instellingen voor hoger onderwijs en onderzoek, uit te lokken, te bevorderen en samen te ordenen ».

5. *Het Studiecentrum voor kernenergie (S.C.K.).*

Na raadpleging van de Regeringskringen en de vertegenwoordigers van de private nijverheid, werd een V.Z.W. opgericht, genaamd « Studiecentrum voor de Toepassingen van de Kernenergie ». Krachtens de statuten, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 19 april 1952, had de vereniging tot doel « alle navorsingen met betrekking tot de toepassingen van de kernenergie uit te voeren en dergelijke onderzoekingen met alle middelen te bevorderen en aan te moedigen ».

Op 26 juni 1958 werd deze vereniging definitief ontbonden.

Intussen werd het « Studiecentrum voor Kernenergie » op 29 mei 1957 opgericht; zijn oprichting werd bij koninklijk besluit van 23 juli 1957 bekrachtigd. Het vervangt het Studiecentrum voor de toepassingen van de kernenergie, na al zijn activiteiten, zijn programma en zijn personeel te hebben overgenomen (het betreft in feite een wijziging van de statuten om aan zijn werking een meer officieel karakter te geven en om de financiering ervan door de Staat en door de private nijverheid te vergemakkelijken).

Cet établissement d'utilité publique est en effet financé partiellement par les pouvoirs publics et partiellement par la Fondation nucléaire issue du Groupement professionnel de l'industrie nucléaire (voir plus loin).

6. *Syndicats industriels.*

La rapide évolution des possibilités d'application pratique de l'énergie nucléaire a, dès l'origine, vivement intéressé les industriels belges. En 1954, furent créés deux syndicats industriels :

1^o le 7 septembre 1954, le *Syndicat d'étude de l'énergie nucléaire* (S.E.E.N.);

2^o le 31 décembre 1954, le *Syndicat d'étude des centrales atomiques*.

Ces syndicats groupent des sociétés privées dont l'activité touche à la construction du matériel destiné aux applications de l'énergie nucléaire et des sociétés de production d'électricité s'intéressant à l'exploitation de centrales atomiques.

Parallèlement à ceux-ci, fut créé à Liège, le Syndicat des entreprises pour l'étude de la construction de centrales nucléaires.

Les buts de ces organismes sont sensiblement analogues à ceux des autres syndicats.

Il se devait qu'une manifestation tangible de l'activité de la Belgique se manifestât dans le domaine de l'énergie nucléaire, à l'occasion de l'Exposition Universelle et Internationale de Bruxelles 1958. C'est la raison de la création, en janvier 1957, du *Syndicat nucléaire* 1958, dont la gestion a été confiée à l'Association belge pour le développement pacifique de l'énergie atomique (voir plus loin).

En août 1957, les Compagnies d'assurances directes et de réassurances belges ont constitué un *Syndicat belge d'assurances et de réassurances des risques nucléaires*, dont l'objet est de faciliter la couverture des risques de dommages d'ordre nucléaire ou non pouvant survenir au réacteur.

Un syndicat dénommé *Syndicat Uran-Inga*, fut constitué le 23 janvier 1958, afin d'examiner, à la demande du Ministère du Congo et du Ruanda-Urundi l'opportunité de créer dans le cadre général du projet d'agencement du site d'Inga une usine de séparation isotopique de l'uranium.

7. *Sociétés industrielles.*

De nombreuses sociétés belges ayant une activité dans les domaines classiques de l'électro-mécanique, de l'électronique, de la chimie et de la métallurgie ont créé de nouvelles sections orientées vers les applications de l'énergie nucléaire, dans les divers domaines de la préparation des matériaux, de la construction d'équipements ou de la représentation d'appareillages étrangers :

1^o une Société coopérative « *Electro-nucléaire* » fut créée le 17 avril 1956, grâce à la participation de sociétés d'électricité, de holdings et de sociétés industrielles intéressées à l'énergie nucléaire.

Deze instelling van openbaar nut wordt namelijk ten dele door de openbare besturen en ten dele door de Nucleaire Stichting gefinancierd, die de Beroepsgroepering van de kernnijverheid heeft vervangen (zie verder).

6. *Nijverheidssyndicaten.*

De snelle ontwikkeling van de praktische toepassingsmogelijkheden van de kernenergie werd van in den beginne met grote belangstelling door de Belgische industriëlen gevolgd. In 1954 werden twee nijverheidssyndicaten opgericht :

1^o op 7 september 1954 het « *Syndicat d'étude de l'énergie nucléaire* » (S.E.E.N.);

2^o op 31 december 1954 het « *Syndicat d'étude des Centrales atomiques* ».

Deze syndicaten groeperen private maatschappijen, die zich bezighouden met de bouw van materieel, bestemd voor de toepassingen van de kernenergie, en electriciteitsvoortbrengende maatschappijen, die belang stellen in de exploitatie van atoomcentrales.

Op hetzelfde vlak werd te Luik het « *Syndicat des entreprises pour l'étude de la Construction de Centrales nucléaires* » opgericht.

De doeleinden van deze instellingen zijn verreweg dezelfde als die van de andere syndicaten.

Bij gelegenheid van de Internationale Wereldtentoonstelling van Brussel in 1958 heeft België willen tonen wat het op gebied van kernenergie reeds had gepresteerd. Daarom werd in januari 1957 het « *Syndicat nucléaire* 1958 » opgericht, waarvan het beheer toevertrouwd werd aan de Belgische Vereniging voor de vredelievende ontwikkeling van de atoomenergie (zie verder).

In augustus 1957 hebben de Belgische verzekerings en herverzekeringsmaatschappijen een « *Syndicat belge d'assurances et de réassurances des risques nucléaires* » opgericht met het doel de dekking van de kernschaderisico's of andere aan de reactor te vergemakkelijken.

Op 23 januari 1958 werd een Syndicaat, « *Uran-Inga* » genaamd, opgericht, dat, op verzoek van het Ministerie van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, belast werd met de studie van de oprichting van een radiumisotopensplijtingsfabriek in het algemeen kader van het ontwikkelingsplan van het Ingagebied.

7. *Industriële vennootschappen.*

Talrijke Belgische Maatschappijen, werkzaam op het gebied van de electro-mechanica, de electronica, de scheikunde en de metaalindustrie hebben nieuwe secties opgericht, die zich bezig houden met de toepassingen van de kernenergie in verband met het klaarmaken van kunststoffen, de fabricage van uitrustingen en de vertegenwoordiging van buitenlandse apparatuur :

1^o een coöperatieve vennootschap « *Electro-nucléaire* » werd op 17 april 1956 opgericht, dank zij de deelneming van electriciteitsmaatschappijen, holdings en nijverheidsmaatschappijen, die in de kernenergie belang stellen;

Le but de cette Société était limité à la construction et à l'exploitation de la première centrale nucléaire pilote établie en Belgique, ainsi que de toutes les installations annexes et des laboratoires adjoints à cette centrale (on se rappellera qu'il avait été projeté d'établir cette centrale à proximité de l'Exposition 1958, mais des difficultés pratiques s'étant manifestées, il a été décidé d'inclure cette construction dans le programme du Centre d'étude de l'industrie nucléaire (C.E.N.).

La Société électro-nucléaire a cédé les droits acquis et engagements conclus par elle, en vue de la construction de ce réacteur au C.E.N., la Société étant en liquidation depuis une décision de son Assemblée Générale, le 18 décembre 1957.

2° Une société anonyme (*Bureau d'Etudes nucléaires* (B.E.N.) fut créée le 8 juin 1958 par diverses sociétés industrielles plus spécialement intéressées à l'énergie nucléaire.

Cette nouvelle Société joue un rôle d'ingénieur-conseil dans le domaine de l'énergie nucléaire et en particulier dans le domaine de la conception du réacteur nucléaire et de la construction de centrales électriques nucléaires.

3° Ayant pour objet la mise en œuvre de l'énergie nucléaire et de ses applications, la *Société belge de l'industrie nucléaire* dite *Belgo-nucléaire* a été constituée le 31 janvier 1957; elle s'occupe notamment de la conception, de l'étude, de la construction de réacteurs, ainsi que de la protection et de la mise en œuvre des isotopes radioactifs.

Elle groupe les diverses industries intéressées dans telle activité.

4° Actuellement, est en voie de formation une Société anonyme dite *Société belge de Chimie nucléaire* afin de s'occuper notamment du retraitement des combustibles irradiés;

5° Un projet de création d'une Société « *Mécanique — Métallurgie nucléaires* » est actuellement à l'étude; son activité serait spécialement orientée vers la fabrication d'éléments de combustibles.

8. *Le Groupement professionnel de l'Industrie nucléaire, la Fondation nucléaire.*

A l'initiative de nombreuses sociétés industrielles privées, comptant notamment des usines chimiques et métallurgiques, des entreprises de constructions et de transport, de fabrications électriques et mécaniques, des compagnies productrices et distributrices d'énergie électrique, a été constitué un groupement professionnel de l'industrie nucléaire, afin d'assurer la défense des intérêts professionnels généraux des membres.

Ce Groupement professionnel a créé, dans le but de participer au financement des recherches nucléaires et plus particulièrement des travaux du Centre d'Etude de l'énergie nucléaire (C.E.N.) un établissement d'utilité publique, sous la dénomination de *Fondation nucléaire*.

Het doel van deze vennootschap was beperkt tot de bouw en de exploitatie van de eerste kerncentrale in België en alle bijhorende installaties en laboratoria (men zal zich herinneren dat het plan werd opgevat om deze centrale in de nabijheid van de Tentoonstelling 1958 te vestigen maar dat, toen praktische moeilijkheden waren opgerezen, besloten werd de bouw van deze centrale op te nemen in het programma van het studiecentrum voor kernenergie (S.C.K.).

De « Société électro-nucléaire » heeft haar rechten en verbintenissen met het oog op het bouwen van deze reactor afgestaan aan de S.C.K., nadat zij, sinds de beslissing van haar algemene vergadering van 18 december 1957, in vereffening was.

2° Op 8 juni 1958 werd een naamloze vennootschap « *Bureau d'études nucléaires* » (B.E.N.) gesticht door verscheidene nijverheidsvennootschappen die bijzonder belang stellen in de kernenergie.

Deze nieuwe vennootschap is een soort adviserend ingenieur op het gebied van de kernenergie en met name op het gebied van de ontwerping van de kernreactor en van het bouwen van elektrische kerncentrales.

3° Met het doel de kernenergie en de toepassingen ervan aan te wenden werd, op 31 januari 1957, de « *Société belge de l'industrie nucléaire* », genoemd « *Belgo-nucléaire* », gesticht; zij houdt zich onder meer bezig met het ontwerpen, de studie en de bouw van reactoren alsmede met de bescherming en de aanwending van radio-isotopen.

Zij groepeerde de verschillende industrieën die daarvoor belangstelling hebben.

4° Er is thans een nieuwe naamloze vennootschap in wording namelijk de « *Société belge de chimie nucléaire* », die onder meer werkzaam zal zijn op het gebied van de wederbehandeling van bestraalde brandstoffen.

5° Een ontwerp tot stichting van een vennootschap « *Mécanique-métallurgie nucléaires* » is thans in studie; haar werkzaamheid zou vooral gericht zijn op de fabricatie van brandstofbestanddelen.

8. *Beroepsgroepering van de kernnijverheid; nucleaire stichting.*

Op initiatief van talrijke nijverheidsvennootschappen, waaronder scheikundige en metaalfabrieken, bouw- en vervoerondernemingen, elektrische en metaalverwerkende bedrijven, electriciteitsvoortbrengende en -verdelende maatschappijen, werd een beroepsgroepering van de kernindustrie gesticht met het oog op de verdediging van de algemene beroepsbelangen van de leden.

Deze beroepsvereniging heeft, met het oog op de deelneming in de financiering van de onderzoekingen op het gebied van de kernenergie en met name van de werkzaamheden van het Studiecentrum voor Kernenergie (S.C.K.); een instelling van openbaar nut gesticht, met als naam « *Nucleaire Stichting* ».

L'objectif de cette Fondation est de concourir au développement de la recherche dans le domaine de la science et de la technique nucléaires par la création ou le subventionnement des organismes compétents.

9. *L'association belge pour le développement pacifique de l'énergie nucléaire.*

Constituée le 7 juin 1955 par des personnalités représentatives des secteurs scientifique, industriel, économique et public du pays, cette A.S.B.L. a pour but :

1^o d'encourager le développement et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques;

2^o d'informer la population et de susciter un mouvement d'intérêt;

3^o de promouvoir la collaboration internationale en matière de développement pacifique de l'industrie nucléaire.

10. *Instituts techniques pour les industries nucléaires.*

A Bruxelles, Mol et Turnhout, sont constitués trois centres d'enseignement techniques des industries nucléaires, dans le but de former des techniciens non universitaires en matière nucléaire afin de répondre aux besoins futurs de la recherche et de l'industrie dans ce domaine.

11. *La sécurité nucléaire.*

Le Ministère de la Justice a dû prendre des dispositions particulières pour la protection des informations confidentielles obtenues en vertu des accords de coopération belgo-américain et belgo-britannique, en matière nucléaire.

C'est la raison de la création auprès de ce Ministère d'un service appelé « Sécurité nucléaire ».

12. *Participation belge à des organismes internationaux.*

1^o La participation belge au sein de la *Communauté Européenne de l'énergie atomique* (EURATOM) est suffisamment connue pour qu'elle fasse l'objet d'une citation particulière dans ce rapport.

2^o La Belgique se devait de participer à l'*organisation européenne pour la recherche nucléaire* de Genève (C.E.R.N.).

Rappelons que cette organisation réalise l'union des efforts consentis en Europe occidentale dans un domaine où les moyens nationaux ne pouvaient suffire.

Elle fut créée par suite de l'entrée en vigueur d'une convention entre la République Fédérale Allemande, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, et la Yougoslavie.

Het doel van deze Stichting is mede te werken aan de ontwikkeling van het onderzoek op het gebied van de kernwetenschap en de kerntechniek door oprichting of subsidiëring van bevoegde organismen.

9. *Belgische Vereniging voor de vredelievende ontwikkeling van de atoomenergie.*

Op 7 juni 1955 gesticht door representatieve persoonlijkheden uit de wetenschappelijke, industriële, economische en openbare kringen van het land, heeft deze V.Z.W. tot doel :

1^o de ontwikkeling en de aanwending van atoomenergie tot vredelievende doeleinden te bevorderen;

2^o de bevolking voor te lichten en belangstelling te wekken;

3^o de internationale samenwerking op het gebied van de vredelievende ontwikkeling van de kernindustrie te bevorderen.

10. *Technische instituten voor de kernindustrie.*

Te Brussel, te Mol en te Turnhout zijn drie technische onderwijscentra voor de kernindustrie gesticht met het oog op de opleiding van niet-universitaire technici op het gebied van de kernenergie, teneinde te voorzien in de desbetreffende behoeften van de vorsching en de industrie.

11. *De Veiligheid inzake Kernenergie.*

Het Ministerie van Justitie heeft bijzondere maatregelen moeten nemen ter beveiliging van de vertrouwelijke inlichtingen die, krachtens de Belgisch-Amerikaanse en Belgisch-Britse akkoorden tot samenwerking, op het gebied van de kernenergie werden verkregen.

Daarom is bij dit Ministerie een dienst opgericht met als naam « Veiligheid inzake Kernenergie ».

12. *Belgische deelneming aan internationale organisaties.*

1^o De Belgische deelneming aan de *Europese Gemeenschap voor Atoomenergie* (EURATOM) is voldoende bekend om er in dit verslag niet speciaal te moeten over uitweiden.

2^o België behoorde deel te nemen aan het *Europees Centrum voor Kernonderzoek* (E.C.K.O.).

Dit lichaam coördineert de inspanningen, die in West-Europa op het gebied van de kernenergie worden gedaan; in de landen waar de nationale middelen niet toereikend zijn.

Het kwam tot stand als gevolg van de inwerkingtreding van een overeenkomst tussen de Bondsrepubliek Duitsland, België, Denemarken, Frankrijk, Groot-Brittannië, Griekenland, Italië, Noorwegen, Nederland, Zweden, Zwitserland en Joegoslavië.

Elle a pour but, en définitive, d'assurer la collaboration entre les Etats européens pour les recherches nucléaires de caractère scientifique fondamental ainsi que pour toutes autres recherches en rapport direct avec celles-ci.

3^o La *Société européenne d'énergie atomique* fut créée à Londres, le 15 juin 1954, par les représentants de huit Commissions européennes de l'énergie atomique.

Le but essentiel de cette Société est de favoriser la coopération de la recherche et l'industrie nucléaire.

C'est un véritable forum européen où les spécialistes viennent discuter les recherches qu'ils effectuent dans le domaine des applications pacifiques de l'industrie nucléaire.

Une différence très marquée existe entre les buts de cette Société et ceux du C.E.R.N.; ce dernier s'attache spécialement à des problèmes de recherches scientifiques purs, à l'exclusion des applications industrielles; la Société européenne de l'énergie atomique est une société savante sans aucun programme propre de recherches, de réalisations et d'investissements.

4^o Au sein de l'*organisation européenne de coopération économique* s'est créé un Comité spécial de l'énergie nucléaire faisant place en 1956 à un Comité de Direction de l'énergie nucléaire.

Il étudie les diverses formules de coopération susceptibles d'intéresser tout ou parties des pays membres de l'organisation.

Dans cet ordre d'idées, fut créé le 20 décembre 1957, la Société européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés Eurochemic.

Il a été décidé que l'usine de retraitement serait érigée à Mol, à proximité des laboratoires du C.E.N.

5^o Il est inutile de rappeler que la Belgique est un pays signataire du Traité instituant l'agence internationale de l'industrie atomique, dont le but est de faciliter l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans les pays membres en mettant à leur disposition les matières nucléaires et les connaissances techniques nécessaires.

13. *Accords de coopération internationale.*

Entre le Gouvernement belge et la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis fut signé, le 15 juin 1955, un accord belgo-américain définissant les modalités de coopération entre les deux pays.

Un accord identique fut conclu le 18 novembre 1955 avec la Grande-Bretagne.

Aux termes de ces accords, la Belgique s'engage à fournir à une agence représentant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, une très large part de sa production de minerais uranifères, le reliquat restant sa propriété.

Het centrum heeft uiteindelijk tot doel, de samenwerking tussen de Europese Staten te bevorderen. in verband met het fundamenteel wetenschappelijk kernonderzoek en met elk ander onderzoek dat rechtstreeks daarmee betrekking heeft.

3^o De Europese Maatschappij voor Atoomenergie werd op 15 juni 1954 te Londen opgericht, door de vertegenwoordigers van acht Europese Commissies voor de Atoomenergie.

Het hoofddoel van deze maatschappij bestaat erin de samenwerking op gebied van kernonderzoek en kernindustrie te bevorderen.

Het is werkelijk een Europees forum, waar de specialisten de door hen gedane opzoekingen op het gebied van de vredelievende toepassingen van de kernenergie komen bespreken.

Er bestaat een essentieel verschil tussen de doelstellingen van deze maatschappij en die van het E.C.K.D.; dit laatste houdt zich uitsluitend bezig met problemen van zuiver wetenschappelijk onderzoek, met uitsluiting van de industriële toepassingen; de Europese Maatschappij voor Atoomenergie bestaat uit geleerden, die geen eigen programma van opzoekingen, van verwezenlijkingen en van investeringen bezitten.

4^o In de schoot van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking werd een Speciaal Comité voor de kernenergie opgericht, dat in 1956 door een Directiecomité voor de kernenergie vervangen werd.

Het bestudeert de verschillende formules van samenwerking, waarin alle of een gedeelte van de leden van de organisatie belang stellen.

In dit verband werd op 20 december 1957 de Europese Maatschappij voor de Chemische Bewerking van Bestraalde Reactorbrandstof « Eurochemic » opgericht.

Er werd besloten de fabriek voor de wederbehandeling te Mol te vestigen, in de nabijheid van de laboratoria van de S.C.K.

5^o Wij hoeven er niet aan te herinneren dat België het Verdrag tot instelling van het Internationaal Agentschap voor de Atoomindustrie ondertekend heeft, dat tot doel heeft het vredelievend gebruik van de kernenergie in de lid-staten te vergemakkelijken, door het ter beschikking stellen van de nodige splijtstoffen en technische gegevens.

13. *Akkoorden van internationale samenwerking.*

Tussen de Belgische Regering en de Commissie inzake Atoomenergie van de Verenigde-Staten werd op 15 juni 1955 een Belgisch-Amerikaans akkoord gesloten dat de samenwerkingsmodaliteiten tussen de twee landen bepaalt.

Een zelfde akkoord werd op 18 november 1955 gesloten met Groot-Brittannië.

Overeenkomstig deze akkoorden verbindt België er zich toe, aan een vertegenwoordigend agentschap van de Verenigde-Staten en van Groot-Brittannië een groot gedeelte van zijn uraanerts af te staan, terwijl de rest zijn eigendom blijft.

En compensation, la Belgique reçoit des deux autres signataires, des informations générales précises sur l'ensemble des progrès et de l'économie des réacteurs de puissance ainsi que des informations techniques nécessaires à la construction de ceux-ci.

Les avantages réservés à la Belgique par ces accords sont très différents de ceux prévus dans les autres accords bilatéraux de même but.

La situation de notre pays est particulièrement favorable dans ce domaine.

Signalons que pendant une période de trois ans, la Belgique devra encore fournir annuellement 1.000 tonnes de produits uranifères, à la suite de quoi elle sera entièrement libre de disposer de l'ensemble de sa production.

II. — Participation financière de l'État belge.

1. *Organisation européenne pour la recherche nucléaire* (C.E.R.N.).

Les fonds nécessaires au développement de l'activité de cet organisme, sous le haut patronage de l'O.E.C.E. sont récoltés sous forme de contributions des états membres de cette organisation, d'après un barème établi sur la base du revenu net de chaque état; par le canal de l'Institut interuniversitaire pour la recherche nucléaire, la Belgique intervient actuellement pour 4,89 p. c. dans le budget; sa contribution s'élève en 1959 à 2.689.500 francs suisses.

2. *Le Centre d'étude de l'industrie nucléaire* (C.E.N.)

dont les buts sont principalement d'entreprendre, promouvoir et encourager toutes recherches et études scientifiques et techniques relatives aux applications de l'industrie nucléaire a été financé au départ par les fonds émanant du Commissariat à l'énergie atomique et par les subsides gouvernementaux.

Actuellement, outre ses ressources propres qui sont encore minimes, et l'intervention de l'industrie qui s'élève à un peu plus de 40 millions de francs par an, le financement de ce Centre est assuré par des subventions du Ministère des Affaires Economiques et pour les investissements depuis 1958, par des emprunts garantis par l'Etat.

Les subsides de l'Etat s'élèvent à :

1955	108.000.000 francs
1956	360.000.000 francs
1957	391.250.000 francs
1958	175.000.000 francs
1959	175.000.000 francs

Als compensatie ontvangt België van de twee andere ondertekenaars precieze algemene inlichtingen over de vorderingen en de werking van de krachtreactoren, naast de technische informaties welke voor hun bouw vereist zijn.

De voordelen, welke bij deze overeenkomsten aan België worden toegekend, verschillen groten-deels van die welke voorkomen in de andere bilatérale akkoorden die hetzelfde doel nastreven.

De toestand van ons land is dus bijzonder gunstig op dat gebied.

Vermeld zij dat België gedurende een periode van drie jaar nog jaarlijks 1.000 ton uraniumproducten zal leveren, doch daarna zal ons land vrij kunnen beschikken over zijn totale productie.

II. — Financiële deelneming van de Belgische Staat.

1. *Europees Centrum voor Kernonderzoek* (E.C.K.O.)

De fondsen vereist voor de werking van dit lichaam, dat onder de hoge bescherming van de O.E.E.S. staat, worden ingezameld in de vorm van bijdragen van de staten-leden, volgens een barema gegrond op het netto-inkomen van elke staat; via het interuniversitair instituut voor kernonderzoek staat België thans in voor 4,89 pct. van de begroting; zijn bijdrage belooft voor 1959, 2 miljoen 689.500 Zwitserse frank.

2. *Het studiecentrum voor kernenergie* (S.C.K.)

dat hoofdzakelijk tot doel heeft alle opzoekingen, wetenschappelijke en technische studies in verband met de toepassingen van de kernindustrie te ondernemen, te bevorderen en aan te moedigen, werd aanvankelijk gefinancierd met fondsen van het commissariaat voor de atoomenergie en met regeringstoelagen.

Buiten de eigen inkomsten, die nog gering zijn, en de bijdrage van de industrie die jaarlijks iets meer dan 40 miljoen frank belooft, is dit centrum, wat de investeringen sedert 1958 betreft, gefinancierd door de toelagen van het Ministerie van Economische Zaken en door de met staatswaarborg uitgeschreven leningen.

De staatstoelagen bedroegen :

1955	108.000.000 frank
1956	360.000.000 frank
1957	391.250.000 frank
1958	175.000.000 frank
1959	175.000.000 frank

Par contre, le montant des emprunts s'établit comme suit :

1958	600.000.000 francs
1959	800.000.000 francs

III. — Réalisations.

1. Le développement des programmes du Centre pour l'étude de l'énergie nucléaire (C.E.N.) a comporté jusqu'à présent deux phases :

1^o La première s'étend depuis sa création en 1952 jusqu'à mi 1957. Elle a été consacrée à l'édification du 1^{er} réacteur et de plusieurs laboratoires indispensables à son exploitation rationnelle.

Ce réacteur B.R. 1 sert à la formation du personnel; il produit des radio-isotopes et couvre déjà dans ce domaine une très large part des besoins nationaux; il constitue la source de matériaux radioactifs divers utilisés dans les laboratoires et il est à la base de recherches originales dans le domaine de l'énergie nucléaire.

2^o La deuxième phase s'étend jusqu'en 1960. Elle comprend la construction de deux autres réacteurs et de laboratoires nouveaux, tenant compte de l'évolution des domaines d'application possibles des techniques nucléaires.

Le premier de ces réacteurs B.R. 2 est destiné à l'étude du comportement des matériaux sous l'effet des irradiations en vue de leur utilisation dans les centrales nucléaires futures.

Il sera le plus puissant de l'Europe occidentale

L'autre réacteur B R 3 est un prototype, producteur d'énergie électrique d'une puissance de 11.500 kW dont le courant sera déversé dans le réseau général belge.

A l'achèvement de cette seconde phase, le Centre aura investi environ 2,5 milliards de francs et occupera un effectif de 1.200 unités dont 200 diplômés universitaires.

2^o *Production de l'uranium.* — Pour l'exploitation de ces gisements, l'Union Minière du Haut-Katanga a construit une usine de concentration et de traitement de minerais uranifères au Congo Belge.

La capacité annuelle de cette installation est de 300.000 tonnes.

La production d'uranium s'effectue par contre en Belgique par la Société Générale Métallurgique de Hoboken, qui dispose de l'installation de transformation de concentrés d'uranium en oxyde nucléaiement pur et d'une installation de production d'uranium métal, d'une capacité totale de 150 tonnes par an.

3^o La Belgique envisage actuellement l'installation de deux réacteurs expérimentaux :

a) Le premier sera mis à la disposition de l'Université de Gand;

Het bedrag van de leningen daarentegen beliep :

1958	600.000.000 frank
1959	800.000.000 frank

III. - Verwezenlijkingen.

1. De programma's van het Studiecencentrum voor Kernenergie (S.C.K.) verliepen tot dusver in twee fasen :

1^o De eerste fase strekt zich uit van 1952, het jaar van de oprichting, tot in de helft van 1957. Tijdens die periode werd de eerste reactor gebouwd en kwamen de verschillende laboratoria, welke voor zijn rationele exploitatie vereist zijn, tot stand.

Die reactor B.R. 1 dient voor de vorming van het personeel; hij produceert radio-isotopen en dekt reeds op dat gebied een zeer groot gedeelte van de nationale behoeften; hij levert de verschillende radio-actieve stoffen welke in de laboratoria gebruikt worden en ligt ten grondslag aan oorspronkelijke opzoeken op het gebied van de kernenergie.

2^o De tweede fase strekt zich uit tot in 1960. Zij omvat de bouw van twee andere reactoren en van nieuwe laboratoria, waarbij rekening zal worden gehouden met de evolutie op het gebied van de toepassingsmogelijkheden van de kerntechniek.

De eerste van die reactoren, nl. BR 2, is bestemd voor de studie van de weerstand van bestraalde materialen, met het oog op hun gebruik in de toekomstige kerncentrales.

Hij wordt de machtigste van West-Europa.

De andere reactor BR 3 is een prototype, dat elektrische drijfkracht zal produceren met een vermogen van 11.500 Kw en waarvan de stroom voor het algemeen Belgisch net zal gebruikt worden.

Aan het slot van deze tweede fase, zal het Centrum ongeveer 2,5 miljard geïnvesteerd hebben en 1200 personeelsleden tellen, waaronder 200 universitaire gediplomeerden.

2^o *Uraniumproductie.* — De Union Minière du Haut-Katanga heeft voor de exploitatie van de uraniumlagen in Belgisch-Congo een fabriek voor de concentratie en de behandeling van uraniumerts gebouwd

Deze installatie kan jaarlijks 300.000 ton verwerken.

In België daarentegen is de uraniumproductie in handen van de « Société générale métallurgique de Hoboken », die over een installatie beschikt voor het omzetten van uraanconcentraten in kernzuivere oxyde en over een installatie voor de productie van uraniummetaal met een totale capaciteit van 150 ton per jaar,

3^o België overweegt thans de bouw van twee proefreactoren :

a) de eerste zal ter beschikking worden gesteld van de Universiteit te Gent;

b) l'Université LOVANIUM au Congo Belge a acheté un réacteur expérimental aux Etats-Unis; il s'agit en fait d'un réacteur exposé lors de la seconde conférence internationale sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire tenue à Genève en 1958.

4° La Société Mécanique et Métallurgie nucléaires (M.M.N.) dont la création est actuellement à l'étude produira les divers éléments entrant dans la construction des réacteurs.

5° Deux projets de constructions de centrales électriques nucléaires sont actuellement en cours d'exécution :

1° Un syndicat dit « SYNDICATOM » a pour objet la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire d'une puissance de 150.000 kW, située à Mol.

2° L'Electricité de France d'une part et d'autre part des Sociétés Belges étudient actuellement la construction et l'exploitation d'une centrale électrique nucléaire de 150.000 kW. à l'endroit de la région frontière qui présente beaucoup d'avantages techniques : sur la Meuse, un peu en aval de Givet.

Après en avoir avisé le Gouvernement belge et l'EURATOM, le Gouvernement français a promulgué un décret autorisant la réalisation de cette centrale : un amendement à la loi française de nationalisation de l'électricité était en effet indispensable pour cette mise en œuvre.

IV. — Conclusions générales.

La Belgique a d'ores et déjà mis sur pied un ensemble d'organismes actifs qui doivent lui permettre de prendre dans le développement de l'énergie nucléaire une place digne de son passé industriel :

1° dans le domaine des sciences pures, l'Institut inter-universitaire des sciences nucléaires coordonne les recherches fondamentales dans les différents laboratoires de niveau universitaire;

2° dans le domaine des sciences appliquées, le Centre d'études de l'énergie nucléaire a construit à Mol des laboratoires nécessaires à la recherche appliquée et un premier réacteur; dès avant 1960, s'y ajouteront un deuxième réacteur à haut flux pour essayer des matériaux et une centrale électrique pilote de 11.500 kW;

3° l'industrie privée étudie d'une façon très active le rôle important qu'elle veut jouer tant dans les domaines de la construction et de l'exploitation de centrales nucléaires (dont deux projets visant à la production d'une puissance totale de 300.000 kW sont actuellement en voie de réalisation) que dans les nombreux domaines de production

b) de universiteit *Lovanium* in Belgisch-Congo heeft een proefreactor in de Verenigde Staten aangekocht. In feite gaat het om een reactor die tijdens de tweede internationale conferentie voor het vreedzaam gebruik van de kernenergie te Genève in 1958 werd tentoongesteld.

4° De Maatschappij voor Kernmechanica en Kernmetaalindustrie, waarvan de stichting thans ter studie ligt, zal de verschillende elementen produceren die voor de bouw van reactoren gebruikt worden.

5° Twee ontwerpen voor de bouw van elektrische kerncentrales zijn thans in uitvoering :

1° een syndicaat genaamd « *Syndicatom* » heeft tot doel de bouw en de exploitatie van een kerncentrale met een vermogen van 150.000 Kw, gelegen te Mol.

2° De « Electricité de France » eensdeels, en Belgische maatschappijen anderdeels, bestuderen de bouw en de exploitatie van een kernelectriciteitscentrale van 150.000 Kw, op een plaats van de grensstreek die vele technische voordelen biedt, nl. op de Maas, in de nabijheid en stroomafwaarts van Givet.

Na de Belgische Regering en EURATOM op de hoogte te hebben gebracht, heeft de Franse Regering een decreet afgekondigd, waarbij toelating wordt verleend tot het bouwen van die centrale : de Franse wet op de nationalisatie van de electriciteit moest namelijk daartoe geamendeerd worden.

IV. — Algemeen besluit.

Nu reeds bezit België een aantal bedrijvige instellingen, dank zij welke ons land bij de ontwikkeling van de kernenergie een plaats moet kunnen innemen die zijn industrieel verleden waardig is :

1° op het gebied van de zuivere wetenschappen, ordent het Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen de fundamentele opzoekingen in de verschillende laboratoria op universitair niveau;

2° op het gebied van de toegepaste wetenschappen heeft het Studiecentrum voor Kernenergie te Mol de laboratoria, die voor de opzoekingen vereist zijn, en een eerste reactor gebouwd. Nog vóór 1960 komt er een tweede reactor met hoge flux om de materialen te beproeven evenals een elektrische proefcentrale van 11.500 Kw.

3° De private industrie bereidt zich voor op de belangrijke rol die zij wil spelen zowel op het gebied van de bouw en de exploitatie van kerncentrales (waarvan twee ontwerpen met het oog op de productie van een totaal vermogen van 300.000 Kw thans verwezenlijkt worden) als op de vele gebieden waar de materialen en de apparatuur geproduceerd

de tous les matériaux et appareillages nécessaires au développement des diverses techniques nucléaires;

4° sur le plan international, une étroite collaboration est indispensable à la vie économique de la Belgique. En matière d'énergie nucléaire en particulier, une collaboration est développée tant dans le domaine scientifique pur que dans les recherches appliquées.

Notre pays jouit en outre d'une position privilégiée dans ses rapports avec les U.S.A. et la Grande-Bretagne, pays particulièrement en avance dans le domaine de l'énergie atomique.

Enfin, c'est sur le sol belge que sera érigée la première entreprise nucléaire de caractère international, l'« Eurochemic ».

worden die voor de ontwikkeling van de verschillende kerntechnieken nodig zijn.

4° België moet, op economisch gebied, nauw samenwerken met andere landen. Inzonderheid op het gebied van de kernenergie wordt daarvoor geijverd, zowel op het zuiver wetenschappelijke plan als op dat van de toepassingen.

Ons land bekleedt een bevoorrechte positie in de betrekkingen met de U.S.A. en Groot-Brittannië, die inzake atoomenergie aan de spits staan.

Tenslotte is het op Belgisch grondgebied dat de eerste kernonderneming met internationaal karakter, de « Eurochimic » zal opgericht worden.

ANNEXE II

II. — APPLICATION DES LOIS DE CRÉDIT.

Loi du 10 juillet 1957.

Situation au 1^{er} janvier 1959.

En millions de francs.

BIJLAGE II

II. — TOEPASSING VAN DE KREDIET-WETTEN.

Wet van 10 juli 1957.

Stand op 1 januari 1959.

In miljoenen franken.

	Taux d'intérêt réduit uniquement Uitsluitend verlaagde rentevoet										Taux d'intérêt réduit + Garantie de l'Etat Verlaagde rentevoet + Staatswaarborg									
	Demandes — Aanvragen		Accords — Ingevilligd		Refus (*) — Afgewezen (*)		En instance — In behandeling				Demandes — Aanvragen		Accords — Ingevilligd		Refus (*) — Afgewezen (*)		En instance — In behandeling			
	N. — A.	Montant — Bedrag	N. — A.	Montant — Bedrag	N. — A.	Montant — Bedrag	N. — A.	Montant — Bedrag			N. — A.	Montant — Bedrag	N. — A.	Montant — Bedrag	N. — A.	Montant — Bedrag	N. — A.	Montant — Bedrag		
Anvers. — Antwerpen	16	21	10	14	3	4	3	3	3	2	5	1	3	—	—	—	1	2		
Flandre occidentale. — West-Vlaanderen	36	51	22	27	6	14	8	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Flandre orientale. — Oost-Vlaanderen .	27	34	19	26	2	1	6	7	1	0,2	1	0,2	1	0,2	—	—	—	—		
Limbourg. — Limburg	8	14	3	5	3	8	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total Provinces flamandes. — Totaal Vlaamse provincies	87	120	54	72	14	27	19	21	3	5,2	2	3,2	—	—	—	—	1	2		
Brabant. — Brabant	16	26	10	13	3	5	3	8	4	6	2	5	1	0,7	1	0,3	—	—		
Hainaut. — Henegouwen	17	19	10	13	3	2	4	4	2	1	2	1	—	—	—	—	—	—		
Liège. — Luik	11	18	6	9	4	7	1	2	4	6	—	—	1	2	3	4	—	—		
Luxembourg. — Luxemburg	4	1,5	1	0,5	3	1	—	—	1	0,3	—	—	—	—	—	1	0,3	—		
Namur. — Namen	4	3,1	3	3	1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total Provinces wallonnes. — Totaal Walse provincies	36	41,6	20	25,5	11	10,1	5	6	7	7,3	2	1	1	2	4	4,3	—	—		
Le Royaume. — Het Rijk	139	187,6	84	110,5	28	42,1	27	35	14	18,5	6	9,2	2	2,7	6	6,6	—	—		

(*) Voor meer details zie de toelichting op de volgende pagina.

(*) Y compris les renonciations. — De verzakingen inbegrepen.

Loi du 7 août 1953.

Situation établie au 1^{er} janvier 1959.

En millions de francs.

	Garantie de l'Etat + Taux d'intérêt réduit. — <i>Staatswaarborg + Verlaagde rentevoet.</i>							
	Demandes — <i>Aanvragen</i>		Accords — <i>Ingewilligd</i>		Refus (-) — <i>Afgewezen (-)</i>		En instance — <i>In behandeling</i>	
	Nombre — <i>Aantal</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	Nombre — <i>Aantal</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	Nombre — <i>Aantal</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	Nombre — <i>Aantal</i>	Montant — <i>Bedrag</i>
Anvers. — <i>Antwerpen</i>	64	1.177	32	939	28	180	4	58
Fl. occidentale. — <i>West-Vlaand.</i>	42	238	18	111	21	44	3	83
Fl. orientale. — <i>Oost-Vlaand.</i>	58	383	33	229	21	72	4	82
Limbourg. — <i>Limburg</i>	13	88	5	9	8	79	—	—
Total Provinces flamandes. — <i>Totaal Vlaamse Provincies</i>	177	1.886	88	1.288	78	375	11	223
Brabant. — <i>Brabant</i>	86	536	32	289	48	162	6	85
Hainaut. — <i>Henegouwen</i>	54	444	29	118	22	294	3	32
Liège. — <i>Luik</i>	56	363	21	165	30	176	5	22
Luxembourg. — <i>Luxemburg</i>	9	12	3	4	6	8	—	—
Namur. — <i>Namen</i>	21	73	4	10	14	28	3	35
Total Provinces Wallonnes. — <i>Totaal Waalse Provincies</i>	140	892	57	297	72	506	11	89
LE ROYAUME. — <i>HET RIJK</i>	403	3.314	177	1.874	198	1.043	28	397

(-) Y compris les renonciations.

Wet van 7 augustus 1953.

Stand op 1 januari 1959.

In miljoenen franken.

Garantie de l'Etat uniquement. <i>Uitsluitend Staatswaarborg.</i>								Taux d'intérêt réduit uniquement <i>Uitsluitend verlaagde rentevoet.</i>							
Demandes — <i>Aanvragen</i>		Accords — <i>Ingewilligd</i>		Refus (-) — <i>Afgewezen (-)</i>		En instance — <i>In behandeling</i>		Demandes — <i>Aanvragen</i>		Accords — <i>Ingewilligd</i>		Refus (-) — <i>Afgewezen (-)</i>		En instance — <i>In handel.</i>	
N. — <i>A.</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Montant — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Mont. — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Mont. — <i>Bedrag</i>	N. — <i>A.</i>	Mont. — <i>Bedrag</i>
9	175	6	168	3	7	—	—	150	862	94	668	47	121	9	73
2	7	2	7	—	—	—	—	140	645	104	590	29	40	7	15
6	50	5	48	1	2	—	—	199	931	143	795	45	97	11	39
1	0,5	—	—	1	0,5	—	—	27	121	17	104	7	10	3	7
18	232,5	13	223	5	9,5	—	—	516	2.559	358	2.157	128	268	30	134
8	32	6	15	2	17	—	—	157	1.187	113	954	31	75	13	158
1	3		2,5	1	0,5	—	—	81	795	60	703	18	90	3	2
5	18	3	8	2	10	—	—	95	669	69	529	17	22	9	118
2	1,3	1	0,5	1	0,8	—	—	16	15	11	11	5	4	—	—
2	5	1	4	1	1	—	—	39	181	29	174	10	7	—	—
10	27,3	5	15	5	12,3	—	—	231	1.660	169	1.417	50	123	12	120
36	291,8	24	253	12	38,8	—	—	904	5.406	640	4.528	209	466	55	412

(-) De verzakingen inbegrepen.

Loi du 31 mai 1955.

Situation au 1^{er} janvier 1959 — Répartition provinciale des accords.

En millions de francs.

Wet van 31 mei 1955.

Stand op 1 januari 1959. — Indeling der inwilligingen per provincie.

In miljoenen franken.

	Subventions — Toelagen		Crédits — Kredieten		Subventions et crédits — Toelagen en kredieten		
	Nombre — Aantal	Montant — Bedrag	Nombre — Aantal	Montant — Bedrag	Nombre — Aantal	Montant des subvent. — Bedrag der toelagen	Montant des crédits — Bedrag der kredieten
Anvers. — <i>Antwerpen</i>	25	6	46	72	—	—	—
Flandre occidentale. — <i>West-Vlaanderen</i> .	127	35	67	80	2	0,3	0,7
Flandre orientale. — <i>Oost-Vlaanderen</i> .	88	21	77	89	2	1	2,6
Limbourg. — <i>Limburg</i>	18	5	17	19	—	—	—
	258	67	207	260	4	1,3	3,3
Brabant. — <i>Brabant</i>	54	21	62	98	1	0,6	1,4
Hainaut. — <i>Henegouwen</i>	57	11	22	36	—	—	—
Liège. — <i>Luik</i>	40	11	35	60	4	2,2	5
Luxembourg. — <i>Luxemburg</i>	5	1	5	4	—	—	—
Namur. — <i>Namen</i>	20	6	10	11	—	—	—
	122	29	72	111	4	2,2	5
LE ROYAUME. — <i>HET RIJK</i>	434	117	341	469	9	4,1	9,7

ANNEXE III

BIJLAGE III

III. — ENQUÊTES ET ÉTUDES RÉGIONALES.

I. Antérieures à l'exercice 1959.

III. — GEWESTELIJKE ONDERZOEKEN EN STUDIES.

I. Vóór het dienstjaar 1959.

Organisme bénéficiaire <i>Organisme dat de subsidie geniet</i>	Région <i>Streek</i>	Subvention accordée <i>Verleende subsidie</i>	Remarques <i>Opmerkingen</i>
Institut de Sociologie Solvay, Parc Léopold, Bruxelles (Subsidie conjointement par le Département et par la Haute Autorité de la C.E.C.A.). — « <i>Institut de Sociologie Solvay</i> », <i>Leopoldspark, Brussel</i> (Gesubsidieerd door het Departement en door de Hoge Autoriteit van de E.G.K.S.).	Borinage	440.000 (réduit à 320.000, suite intervention C.E.C.A.) (teruggebracht tot 320.000, ingevolge tussenkomst E.G.K.S.)	Terminé — <i>Beëindigd</i> Rapport déposé et publié — <i>Verslag ingediend en gepubliceerd.</i>
Institut de Recherches économiques de la province de Hainaut, 17, place Warocqué, Mons. — « <i>Institut de Recherches économiques de la province du Hainaut</i> », 17, place Warocqué, Bergen	Centre-Hainaut <i>Centrum-Henegouwen</i>	247.000	Terminé — <i>Beëindigd</i> . Rapport déposé et diffusé — <i>Verslag ingediend en rondgedeeld.</i>
« <i>Centrum voor Economische Studiën</i> », 19, Herbert Hooverplein, Louvain. — <i>Centrum voor Economische Studiën, Herbert Hooverplein, 19, Leuven</i>	Arrond. Turnhout <i>Arrond. Turnhout</i>	500.000	Terminé — <i>Beëindigd</i> . Rapport déposé et publié — <i>Verslag ingediend en gepubliceerd.</i>
« <i>Westvlaamse Economische Raad</i> », 7 Dijver, Bruges. — <i>Westvlaamse Economische Raad, Dijver 7, Brugge</i>	Arrond. Ypres <i>Arrond. Ieper</i>	200.000	Terminé — <i>Beëindigd</i> . Rapport déposé et publié — <i>Verslag ingediend en gepubliceerd.</i>
Institut de Sociologie Solvay, Parc Léopold, Bruxelles. — « <i>Institut de Sociologie Solvay</i> », <i>Leopoldspark, Brussel</i>	Dixmude-Furnes <i>Diksmuide-Veurne</i>	450.000	Terminé — <i>Beëindigd</i> . Rapport déposé et à l'impression — <i>Verslag ingediend en ter perse.</i>
		35.000	Supplément — <i>Aanvull.</i> Procédure en cours — <i>Procedure aan de gang.</i>
Institut de Recherches économiques de la province de Hainaut, 17, place Warocqué, Mons. — « <i>Institut de Recherches économiques de la province de Hainaut</i> », 17, place Warocqué, Bergen.	Tournaisis <i>Streek van Doornik</i>	250.000	Terminé — <i>Beëindigd</i> . Rapport déposé et diffusé — <i>Verslag ingediend en rondgedeeld.</i>
Conseil économique wallon, 6, boulevard Frère-Orban, Liège. — « <i>Conseil Economique wallon</i> », 6, boulevard Frère-Orban, Luik	Liège <i>Luik</i>	450.000	En cours — <i>Aan de gang.</i>
Groupe universitaire d'Etude de l'Economie régionale (M. Paul Lambert, Professeur à l'Université de Liège). en association avec le Conseil économique wallon. — <i>Universitaire groep voor de studie van de gewestelijke economie (de h. Paul Lambert, Professor aan de Universiteit te Luik), in samenwerking met de « Conseil Economique wallon »</i>	Liège <i>Luik</i>	100.000	En cours — <i>Aan de gang.</i>
Conseil économique wallon, 8, boulevard Frère-Orban, Liège (Etude complémentaire). — « <i>Conseil Economique wallon</i> », 8, boulevard Frère-Orban, Luik (<i>aanvullende studie</i>)	Liège <i>Luik</i>	100.000	Supplément — <i>Aanvull.</i> En cours — <i>Aan de gang.</i>

Organisme bénéficiaire <i>Organisme dat de subsidie geniet</i>	Région <i>Streek</i>	Subvention accordée <i>Verleende subsidie</i>	Remarques <i>Opmerkingen</i>
« Westvlaamse Economische Raad », 7, Dijver, Bruges. <i>Westvlaamse Economische Raad, Dijver, 7, Brugge.</i>	Bruges-Zeebrugge <i>Brugge-Zeebrugge</i>	250.000 + 200.000 supplément (aanvull.)	En cours — <i>Aan de gang.</i>
« Centrum voor Economische Studiën », 26, Leopold- straat, Louvain. — <i>Centrum voor Economische Stu-</i> <i>diën, Leopoldstraat, 26, Leuven</i>	Arrond. Louvain <i>Arrond. Leuven</i>	450.000	En cours — <i>Aan de gang.</i>
Conseil de la Flandre wallonne (Institut de Sociologie Solvay, Bruxelles). — « <i>Conseil de la Flandre wal-</i> <i>lonne</i> », (« <i>Institut de Sociologie Solvay</i> »), Brussel.	Flandre wallonne <i>Waals Vlaanderen</i>	150.000	Terminé — <i>Beëindigd.</i> Rapport déposé et à l'im- pression — <i>Verslag inge-</i> <i>diend en ter perse.</i>
Centre d'Etudes sociales, 118, rue des Flamands, Lou- vain. — <i>Centrum voor Sociale Studiën, Vlamingen-</i> <i>straat, 118, Leuven</i>	Province de Luxemb. <i>Provincie Luxemburg</i>	450.000	En cours (voir aussi exer- cice 1959) — <i>Aan de gang</i> (zie ook dienstjaar 1959).
« Westvlaamse Economische Raad », 7 Dijver, Bruges. — <i>Westvlaamse Economische Raad, Dijver, 7, Brugge</i>	Arrond. Ostende <i>Arrond. Oostende</i>	275.000	En cours (voir aussi exer- cice 1959) — <i>Aan de gang</i> (zie ook dienstjaar 1959).
« Studiecentrum voor Regionale Ontwikkeling » (Prof. Dr Vlerick, Directeur du Séminaire d'Economie à l'Université de l'Etat, à Gand). — <i>Studiecentrum</i> <i>voor Regionale Ontwikkeling (Prof. Dr Vlerick, Direc-</i> <i>teur van het Seminarie voor Economie aan de Rijks-</i> <i>universiteit, te Gent)</i>	Arrond. St-Nicolas <i>Arrond. St-Niklaas</i>	450.000	En cours — <i>Aan de gang.</i>
« Vlaams Economisch Verbond », Anvers. — <i>Vlaams</i> <i>Economisch Verbond, Antwerpen</i>	Provinces d'Anvers et du Limbourg <i>Provincies Antwerpen</i> <i>en Limburg</i>	50.000	Etude des possibilités de valorisation des provinces d'Anvers et du Limbourg avec les provinces des Pays- Bas « Noord-Brabant » et « Nederlands Limburg », dans le cadre de Benelux — <i>Studie van de valorisatie-</i> <i>mogelijkheden der provin-</i> <i>cies Antwerpen en Limburg</i> <i>met de Nederlandse provin-</i> <i>cies Noord-Brabant en</i> <i>Nederlands Limburg in het</i> <i>raam van Benelux.</i> En cours — <i>Aan de gang.</i>
Conseil économique wallon (section du Brabant wallon) enquête exécutée par l'Institut de Sociologie Solvay. — « <i>Conseil économique wallon</i> » (<i>afdeling Waals</i> <i>Brabant</i>), enquête uitgevoerd door het « <i>Institut de</i> <i>Sociologie Solvay</i> »	Brabant wallon <i>Waals Brabant</i>	450.000	Procédure en cours — <i>Pro-</i> <i>cedure aan de gang.</i>
Conseil économique wallon (avec Prof. Tulippe de l'Uni- versité de Liège). — « <i>Conseil économique wallon</i> » (<i>met Prof. Tulippe van de Universiteit te Luik</i>)	Arrond. Verviers <i>Arrond. Verviers</i>	500.000	Procédure en cours — <i>Pro-</i> <i>cedure aan de gang.</i>

II. Exercice 1959 — Subventions prévues.

II. Dienstjaar 1959 — Voorziene subsidies.

Organisme bénéficiaire <i>Organisme dat de subsidie geniet</i>	Région ou objet <i>Streek of onderwerp</i>	Subvention (art. 20-14) <i>Subsidie (art.20-14)</i>	Remarques <i>Opmerkingen</i>
Centre d'Etudes de Recherche opérationnelle (Présidé par M. le Professeur P. Gillis, de l'U.L.B.), 267, avenue Molière, Bruxelles. — « Centre d'Etudes de Recherche opérationnelle » (onder het voorzitterschap van Prof. P. Gillis, van de Vrije Brusselse Universiteit), Molièrelaan, 267, Brussel	Recherche d'une méthode de calcul opérationnel de la grandeur optimum des entreprises en Belgique <i>Opzoeking van een operationele berekeningsmethode van de optimum-grootte van de ondernemingen in België</i>	500.000	En préparation — <i>In voorbereiding.</i>
« Centrum voor Economische Studiën » (Présidé par M. le Professeur Dr G. Eyskens), 26, Leopoldstraat, Louvain. — <i>Centrum voor Economische Studiën (Onder het voorzitterschap van Prof. G. Eyskens), Leopoldstraat, 26, Leuven</i>	Essai d'appréciation du standard de vie des régions. 1 ^{re} étape : travail pour l'ensemble du territoire sur base des documents statistiques disponibles <i>Proeve van beoordeling van de levensstandaard in de verschillende gewesten.</i> 1 ^{ste} stadium : studie betreffende het gehele grondgebied op basis van de beschikbare statistieken.	500.000	En préparation — <i>In voorbereiding.</i>
Centre d'Etudes sociales, 118, rue des Flamands, Louvain. — <i>Centrum voor Sociale Studiën, Vlamingenstraat, 118, Leuven</i>	Province de Luxemb. <i>Provincie Luxemburg</i>	300.000	Subvention supplémentaire envisagée — <i>Aanvullende subsidie overwogen.</i> (Voir I. du présent tableau — <i>Zie I. van deze tabel.</i>)
Westvlaamse Economische Raad », V.Z.W., 7, Dijver, Bruges. — <i>Westvlaamse Economische Raad, V.Z.W., Dijver, 7, Brugge</i>	Ostende <i>Oostende</i>		Subvention supplémentaire envisagée — <i>Aanvullende subsidie overwogen.</i> (Voir I. du présent tableau — <i>Zie I. van deze tabel.</i>)
« Centrum voor Economische Studiën » (Présidé par M. le Professeur Dr G. Eyskens), 26, Leopoldstraat, Louvain. — <i>Centrum voor Economische Studiën (Onder het voorzitterschap van Prof. Dr G. Eyskens), Leopoldstraat, 26, Leuven</i>	Malines <i>Mechelen</i>	450.000	En préparation — <i>In voorbereiding.</i>
TOTAL — TOTAAL		1.950.000	pour un crédit de 2.000.000 — <i>voor een krediet van 2.000.000.</i>

ANNEXE IV

IV. — QUESTIONS ÉCRITES.

QUESTION N° 1.

Le Gouvernement avait élaboré en 1956 avec le Conseil Professionnel du Métal un plan d'assainissement des industries du matériel roulant. Où en est-on quant à l'application de ce plan ?

RÉPONSE.

Les mesures pouvant contribuer à l'assainissement du secteur Matériel Roulant, telles qu'elles furent proposées par le Conseil Professionnel du Métal se décomposent en 3 groupes :

1. Mesures sur le plan du secteur.

Les efforts que doivent accomplir les entreprises de Matériel Roulant ont trait à la concentration, reconversion, rationalisation, ainsi qu'à l'organisation des bureaux d'études.

L'Etat ne peut qu'encourager les entreprises dans cette voie. Certaines se sont déjà résolument engagées dans cette voie en fusionnant ou en procédant à des reconversions d'activité.

Certaines entreprises de matériel roulant ont d'ailleurs fait appel à la loi du 7 août 1953 en vue de parfaire leur équipement et leurs installations.

2. Mesures sur le plan des pouvoirs publics.

L'un des principaux points du plan d'assainissement était le rôle confié à la S.N.C.B.

Il était indispensable que la S.N.C.B. procède au renouvellement de ses locomotives à vapeur, d'une partie de ses wagons à marchandises et de ses voitures en bois.

Une première commande a été lancée en 1956 qui comprenait 2.350 wagons et 450 voitures.

A l'occasion de celle-ci, le Gouvernement avait décidé de constituer un groupe de travail sous la présidence de M. Vrebos, Directeur Général au Ministère des Communications, et composé de délégués des départements des Communications, des Affaires Economiques, de la S.N.C.B., des Constructeurs et des organisations syndicales. Sa mission était de surveiller la fabrication en usine du matériel commandé et d'émettre des propositions motivées pour chacune des entreprises considérées. A ce jour, le groupe de travail n'a pas encore terminé sa mission, la commande n'étant pas achevée.

Une deuxième série de 170 voitures identiques aux précédentes vient d'être adjudgée.

En ce qui concerne la répartition des unités entre les firmes, des critères ont été établis par le Ministère des Affaires Economiques. Ces critères

BIJLAGE IV

IV. — SCHRIFTELIJKE VRAGEN.

VRAAG N° 1.

In 1956 had de Regering, in overleg met de Bedrijfsraad voor het Metaal, een saneringsplan opgemaakt voor de industrie van het rollend materieel. Hoeveel staat het met de uitvoering van dat plan ?

ANTWOORD.

De maatregelen ter sanering van de sector Rollend Materieel, als voorgesteld door de Bedrijfsraad voor het Metaal, vallen uiteen in drie groepen :

1. Maatregelen op het vlak van de sector :

De ondernemingen voor rollend materieel moeten inspanningen doen op het gebied van concentratie, omschakeling en rationalisatie, zomede van de organisatie van studiebureau's.

De Staat kan niet anders dan de ondernemingen daarin aanmoedigen. Sommige zijn deze weg reeds met beslistheid opgegaan, hetzij door fusies, hetzij door omschakeling van het bedrijf.

Bepaalde ondernemingen voor rollend materieel hebben trouwens gebruik gemaakt van de wet van 7 augustus 1953 om hun uitrusting aan te vullen of hun installaties uit te breiden.

2. Maatregelen op het vlak van de openbare besturen.

Een van de voornaamste punten van het saneringsplan was de rol die aan de N.M.B.S. was toebedeeld.

De N.M.B.S. moest haar stroomlocomotieven, een gedeelte van haar goederenwagens en haar houten rijtuigen vernieuwen.

Een eerste bestelling werd uitgeschreven in 1956 : zij sloeg op 2.350 wagens en 450 rijtuigen.

Bij die gelegenheid had de Regering besloten een werkgroep op te richten, onder voorzitterschap van de h. Vrebos, Directeur-generaal bij het Ministerie van Verkeerswegen, en bestaande uit afgevaardigden van de Departementen van Verkeerswezen en van Economische Zaken, van de N.M.B.S., van de bouwers en van de vakverenigingen, met als opdracht te waken over de productie, in de fabrieken, van het bestelde materieel en beredeneerde voorstellen uit te brengen voor elk van de beschouwde ondernemingen. De werkgroep heeft zijn opdracht nog niet beëindigd, aangezien de bestelling nog niet is klaargekomen.

Van dezelfde rijtuigen werden er onlangs opnieuw 170 aanbesteed.

Voor de verdeling daarvan over de verschillende firma's heeft het Ministerie van Economische Zaken criteria vastgesteld, die er op gericht zijn de be-

avaient pour but de réserver les commandes aux usines ayant eu au cours des années écoulées une activité suffisante dans le domaine matériel roulant.

Quant aux locomotives diesel, la S.N.C.B. vient de passer des commandes de prototypes.

3. *Mesures sur le plan international.*

La constitution de l'Eurofima, société européenne, a pour but d'accorder une aide financière aux membres, en l'occurrence aux sociétés de chemin de fer, pour la modernisation de leur matériel roulant, et par là en faire bénéficier les entreprises de construction de ce matériel.

* * *

QUESTION N° 2.

Quelle a été l'activité du Comité Consultatif REFRIBEL constitué par arrêté ministériel du 10 décembre 1954?

RÉPONSE.

Le Comité Consultatif de REFRIBEL se réunit mensuellement. Il examine, en vue d'éclairer le Ministre des Affaires Economiques, outre les problèmes relatifs à l'activité de la Régie, toutes les questions concernant les applications du froid et l'industrie frigorifique en Belgique.

Ce Comité s'intéresse également aux problèmes de la recherche scientifique sous l'angle national et international notamment par l'action d'un organisme international groupant les Gouvernements, l'Institut International du Froid.

stellingen toe te kennen aan die fabrieken die tijdens de verlopen jaren een voldoende activiteit op het gebied van het rollend materieel hebben gehad.

Verder heeft de N.M.B.S. onlangs prototypes van diesellokomotieven besteld :

3. *Maatregelen op het internationale vlak :*

De oprichting van de Europese maatschappij Eurofima heeft tot doel financiële hulp te verschaffen aan de leden, dit zijn de spoorwegmaatschappijen, voor de modernisering van hun rollend materieel, en aldus de ondernemingen voor de bouw van rollend materieel daarvan te laten profiteren.

* * *

VRAAG N° 2.

Waarin bestaan de werkzaamheden van het Comité van advies dat bij REFRIBEL is opgericht bij ministerieel besluit van 20 december 1954?

ANTWOORD.

Het Comité van advies van REFRIBEL vergadert maandelijks. Ten einde de Minister van Economische Zakken in te lichten, onderzoekt het, benevens de problemen in verband met de werkzaamheden van de Regie, ook alle kwesties betreffende de toepassing van de bevrozing in de Belgische koeltechnische industrie.

Dit Comité houdt zich eveneens bezig met de problemen van het wetenschappelijk onderzoek in nationaal en internationaal verband, o.m. door toedoen van een internationaal lichaam waarin de Regeringen met het Internationaal Instituut voor de Koude samenwerken.